

offensive

# offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°37 • 4 EUROS • MARS 13



(IM)MO-  
GÉNÉ-  
BILISATION  
RALE!

# Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

## MATÉRIEL



### LIVRE DIVERTIR POUR DOMINER

Textes issus de numéros d'Offensive, notamment les dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.



### 4 PAGES

Des textes sur le travail, le patriarcat, l'écologie, la technologie...

### POUR LES COMMANDES

voir le bulletin d'abonnement (page 3)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le **mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux**

**sirènes du spectacle.**

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération. Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

**POUR CONTACTER L'OLS**  
OLS c/o Mille Bâbords,  
61 rue Consolat, 13001  
Marseille.  
ols@no-log.org

## OÙ EST L'OLS

**Bretagne**  
ruz-ha-du@riseup.net  
**Grenoble**  
offensivenomade@riseup.net  
**Lille**  
ols-lille@herbesfolles.org  
**Marseille**  
c/o Mille Bâbords,  
61 rue Consolat 13001 Marseille  
chapacans@riseup.net

**Paris**  
21<sup>ter</sup>, rue Voltaire 75011 Paris  
ols.paris@no-log.org  
**Toulouse**  
offensivetoulouse@riseup.net

## SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>  
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

## OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris  
sur **Radio Libertaire**  
89.4 Mhz (à Paris)

Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30 en alternance avec **La Grenouille Noire**

## LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.

Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>



### OFFENSIVE N°36

déc. 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER  
**RUSSIE, DU ROUGE AU NOIR**



### OFFENSIVE N°35

sept. 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER  
**PROLÉTARIAT, AFFAIRE CLASSÉE ?**



### OFFENSIVE N°34

juin 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER  
**L'INFO EN LUTTE**



### OFFENSIVE N°33

mars 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER  
**ART, LA FABRIQUE DU SOCIAL**

**N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]**

**N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER**

**N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]**

**N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]**

**N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]**

**N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]**

**N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES**

**N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]**

**N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]**

**N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]**

**N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]**

**N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL**

**N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI**

**N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]**

**N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]**

**N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]**

**N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]**

**N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!**

**N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!**

**N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!**

**N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION**

**N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]**

**N°23 CONSTRUIRE L'ANARCHIE**

**N°24 NATURE ET ANIMALITÉ**

**N°25 TRAVAIL : QUEL SENS ?**

**N°26 EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE**

**N°27 PRÉCARITÉ POURQUOI ?**

**N°28 AVANT LA RÉVOLUTION**

**N°29 SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER**

**N°30 LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE**

**N°31 LA CONRE-RÉVOLUTION INFORMATIQUE**

**N°32 LIBÉRATION SEXUELLE ?**

Édité par Spipasso  
Imprimeur IMB, 7 rue  
Résistance 14400 Bayeux  
Directeur de publication  
Nicolas Sergy  
Commission paritaire  
1111 P 11461  
ISSN 1771-1037

Diffusion  
**Hobo diffusion**  
contact@hobo-diffusion.com  
www.hobo-diffusion.com

Distribution  
**Makassar**  
Tél. : 01 40 33 69 69  
contact@makassar-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo-« neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

# Sommaire

## En bref ici 4-5

Analyses

**Produire de la Maternité Automatique 6-7**

**Critique de la critique des médias 8-9**

**Portugal 10-11**

Histoire

**Le marxisme de Paul Mattick 12-13**

En lutte

**Nos fermes ne sont pas des usines 14**

## DOSSIER

### (Im)mobilisation générale!

**Bouger sans être mobile 16-18**

**Lutter contre la grande vitesse 19-21**

**De la mobilisation totale à la dislocation sociale 22-23**

**Les villages d'insertion 24-25**

**Des femmes et de la mobilité 26-27**

**Ces transports qui nous laissent à notre place 28-29**

**Quelle fin pour la société automobile? 30-31**

**S'organiser pour frauder 32-33**

**A la recherche d'autres mobilités! 34-35**

**Puissance de l'autostop 36-37**

Horizons

**Cantagaia! une alternative  
à Séville 38-40**

**En bref ailleurs 41**

Entretien

**Rroms, les «ennemi-e-s intérieurs»  
de l'Europe 42-45**

Alternatives

**La librairie Quilombo 46-47**

Contre-culture

**Livres 48-49**

**Musique 50**

**Arts vivants-ciné 51**

Dossier du prochain numéro sur le thème **violences et résistances**, à paraître en juillet 2013.

La préparation des dossiers est ouverte à toutes et tous.

Prochaine coordination à **Rennes** les 27 et 28 avril 2013, pour plus de renseignements contacter le groupe local.



# Édito

**ALORS QUE MARSEILLE** est Capitale culturelle européenne 2013, Toulouse est aussi touchée par les logiques de métropolisation. La municipalité socialiste a décidé de transformer la ville en un « pôle d'échanges multimodal de dimension européenne », relié aux autres grandes métropoles par une ligne à grande vitesse (LGV). Ainsi, les travaux prévus entre 2017 et 2035 visent à relier Paris à Barcelone via Toulouse. La gare Matabiau verrait ainsi passer 10 millions de passager-e-s par jour. Un tel projet déstructurerait complètement le centre-ville, son habitat et sa vie de quartier, pour la maudite somme de 7,8 milliards d'euros (estimation 2012). Ce projet a aussi l'ambition de créer de nouveaux logements, mais c'est un prétexte pour changer le quartier Bonnefoy en une immense porcherie de commerces. Doit-on rappeler le nombre de personnes à la rue à Toulouse, et le nombre de logements vides dans le quartier?

De quoi vomir et nous révolter devant ce projet urbain qui exterme un des derniers quartiers populaires de Toulouse. Et qui construit une ville commerciale et marchande, au profit exclusif d'une couche sociale supérieure et bourgeoise. On veut nous vendre un bonheur conforme mais nous ne souhaitons pas que certains décident à notre place, pour notre prétendu bien-être, car cela se fait à l'encontre de nous, sans partage ni entraide. Nous ne voulons pas d'une ville qui va plus vite que nous, mais nous réapproprier les espaces urbains et les différentes manières de nous déplacer. À Toulouse comme à Marseille, sur la ZAD, à Lille et dans bien d'autres villes, nous ne voulons pas cautionner les projets urbanistiques des dominants. Nous voulons continuer à construire des résistances, à trouver des formes convenables d'entraide qui permettent à tout le monde de participer. Car ce projet va au-delà de la sphère « militante », il touche les gens du quartier. Aujourd'hui, la campagne de réquisition, d'entraide et d'autogestion (CREA) et d'autres collectifs occupent dix-sept bâtiments dans le quartier Bonnefoy et résistent à la volonté affichée de « nettoyer » le quartier. **OLS Toulouse, février 2013**

## abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° \_\_\_\_  
Abonnement (16)  Abonnement de soutien (35€)  Abonnement institution (50€)   
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25€)   
Je commande des anciens numéros pour un montant de \_\_\_\_ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**

Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

## COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> N° 12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N° 30 Luttes de libération nationale (4€)    |
| <input type="checkbox"/> N° 13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€)                        | <input type="checkbox"/> N° 31 La contre-révolution informatique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 18 Spécial 68, Mai encore! (5€)                            | <input type="checkbox"/> N° 32 Libération sexuelle? (4€)              |
| <input type="checkbox"/> N° 19 Foutez-nous la paix! (5€)                               | <input type="checkbox"/> N° 33 Art, la fabrique du social (4€)        |
| <input type="checkbox"/> N° 20 Tant qu'on a la santé! (5€)                             | <input type="checkbox"/> N° 34 L'info en lutte(s)! (4€)               |
| <input type="checkbox"/> N° 21 L'industrie de la punition (5€)                         | <input type="checkbox"/> N° 35 Proletariat, affaire classée? (4€)     |
| <input type="checkbox"/> N° 23 Construire l'anarchie (5€)                              | <input type="checkbox"/> N° 36 Russie: du rouge au noir (4€)          |
| <input type="checkbox"/> N° 24 Nature et animalité (5€)                                | <input type="checkbox"/> LIVRE Divertir pour dominer (13€)            |
| <input type="checkbox"/> N° 25 Travail: quel sens? (5€)                                | <input type="checkbox"/> LIVRE Construire l'autonomie (14€)           |
| <input type="checkbox"/> N° 26 En finir avec la Françafrique (4€)                      |   |
| <input type="checkbox"/> N° 27 Précarité pourquoi? (4€)                                |   |
| <input type="checkbox"/> N° 28 Avant la révolution (4€)                                |   |
| <input type="checkbox"/> N° 29 Savoirs pour s'émanciper (4€)                           |   |

JE SOUHAITE RECEVOIR DES 4 PAGES DE L'OLS POUR DIFFUSION (gratuit)  
 10 ex.  40 ex.  80 ex.

**COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET**  
en passant par Atheles : <http://atheles.org/offensive>

# en bref

ici



EN VRAI

1 FEMME SUR 5  
1 HOMME SUR 10

A ÉTÉ VICTIME D'INCESTE  
OU D'ATTOUchemENTS

ETANT ENFANT D'HÉTÉROS

dans 21 pays développés  
d'après l'organisation mondiale  
de la Santé.

on ne ment pas aux enfants d'hétéros ?

## NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, les mobilisations homophobes et celles pour l'égalité se succèdent, voire se rencontrent violemment. Si le gouvernement socialiste laisse sans aucun doute traîner le vote de la loi sur le mariage et l'adoption pour toutes et tous pour mieux tenter de nous faire oublier le reste de son action politique, on ne peut rester sans réagir face aux propos haineux « libérés » par le débat. À l'instar du collectif Rage de nuit, « exigeons l'égalité des droits et l'égalité de fait », et imaginons aussi d'autres horizons que la famille nucléaire-et-biologique : « Face à l'homophobie, face au sexisme, devons-nous vraiment réclamer plus d'intégration, devons-nous vraiment nous montrer toujours plus normaux-ales ? ».

## LES LUTTES SONT DÉCLARÉES

DEPUIS QUELQUES MOIS, un Comité de liaison et d'action rennais (CLAR) s'est mis en branle pour se préparer aux politiques d'austérité à venir. À l'initiative du Mouvement des chômeurs et précaires en lutte, l'idée n'était pas de constituer un énième collectif mais bien de réunir dans une même salle des personnes en lutte. Ainsi, à un rythme bimensuel, se croisent des syndicalistes de SUD et des libertaires, des membres du Front de gauche rencontrent des squatteurs-euses, des sans-papiers croisent des militant-e-s antiaéroport... De joyeux croisements qui ont le mérite de rendre les nombreuses luttes à Rennes plus visibles, et dont le bulletin mensuel *En action* se fait l'écho. Une semaine de mobilisation intitulée « Les luttes sont déCLARées » s'est tenue du 16 au 23 mars.

## « NUCLÉAIRE DU FUTUR » ?

LE 22 NOVEMBRE 2012, la Fondation écologie d'avenir, dirigée par Claude Allègre et financée par EDF, organisait un colloque entre nucléocrates sur le nucléaire du futur. Le collectif contre l'ordre atomique y a diffusé un tract dont voici un extrait :

« Si les projets de réacteurs qui seront présentés dans ce colloque sont qualifiés de "nucléaire du futur", c'est parce qu'on sait que les réacteurs actuels (EPR compris) ne sont que les derniers rejets de ce cadeau fait par les militaires dans les années 1950, qu'ils sont instables, peuvent devenir incontrôlables, fondre, subir une explosion d'hydrogène, qu'ils sont producteurs de déchets dangereux, et qu'ils consomment de l'uranium dont les réserves exploitables sont très limitées. Et qu'on sait aussi, désormais, à quel point ils sont sûrs ! Au cours des trois dernières décennies, plus de 1% des quatre cent trente réacteurs en activité dans le monde ont connu un accident majeur (fusion d'un réacteur à Three Mile Island, explosion à Tchernobyl et perte de quatre réacteurs à Fukushima) ». Un dossier complet avec une biographie critique des intervenants est disponible.

Collectif contre l'ordre atomique - 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris | [contrelordreatomique@riseup.net](mailto:contrelordreatomique@riseup.net)



## BOUH ! UN FILM SUR LE SQUAT DES 400 COUVERTS

À GRENOBLE, de 2001 à 2005, une traverse entière a été squattée : plusieurs maisons d'habitation, une salle publique, des ateliers et plein de folies, d'humour, de galères, de collectifs, de colères, d'expérimentation...

« Ce film a été manigancé par quatre anciennes habitantes du squat et est fondé sur des recherches archéologiques approfondies, assemblage de traces éparses recueillies au fond de divers placards, de tiroirs mal refermés et de poches percées. Nos histoires, nos luttes sont précieuses, invisibles et trop souvent étouffées. Racontons-les. »

Sortie du DVD sérigraphié en février. Tournée de projections en préparation du 24 avril au 5 mai à Grenoble, Die, Saint-Étienne, Clermont, la ZAD, Brest...

Contact : [bouh@riseup.net](mailto:bouh@riseup.net)

Pour télécharger le film :

<https://bouh.poivron.org/>

## « PAS D'ÉCRANS POUR LES ENFANTS »

C'EST UN DES SLOGANS que le collectif Livres de papier a affiché aux abords du Salon du livre et de la presse jeunesse qui s'est déroulé début décembre 2012 à Montreuil (93). À travers un collage et la diffusion d'un tract, « Une fabrique de petits robots ? », le collectif voulait dénoncer la part belle faite au numérique. Sur le tract on pouvait lire : « [...] Dans un monde du numérique, nous pensons qu'il faut [...] préserver, pour les enfants, des moments

hors des lux permanents de données : des moments de stabilité, de concentration, de silence et de relations humaines non virtuelles pour les aider à construire leur imaginaire, leur réflexion et leur personnalité. C'est cela que permettent les livres de papier [...] ».

Collectif Livres de papier - c/o Offensive

21<sup>ter</sup> rue Voltaire 75011 Paris

[livresdepapier@gmx.fr](mailto:livresdepapier@gmx.fr)



## L'ASSEMBLÉE DE LA PLAINE

### L'INSTALLATION DE CAMÉRAS

de vidéosurveillance dans le quartier de La Plaine, à Marseille, avait déclenché en mai 2012 une première réunion d'habitant-e-s et d'habitué-e-s de ce quartier. Plus d'une centaine de personnes s'étaient alors retrouvé-e-s. Les échanges avaient rapidement évolués vers d'autres problématiques liées à la volonté municipale de « normalisation »

de ce coin de ville bouillonnant et « rouspéteux » : pression sur les bars et établissements nocturnes, tracasseries récurrentes contre les « petits lieux » associatifs, projet de privatisation d'un des marchés les plus populaires de Marseille permettant à des centaines d'habitant-e-s de démerder leur quotidien, contrôle de l'espace public via une présence policière accrue, etc.

L'Assemblée de la Plaine était né de la volonté de prolonger ce lien entre nous et de mutualiser les initiatives de chacun-e, avec le souci d'occuper au maximum l'espace public pour résister à sa confiscation sécuritaire et aux politiciens véreux qui ne rêvent que de « karchérisation urbaine » pour mieux spéculer et vendre notre Cité.

Site : <http://assembleedelaplaaine.fr>

## AVIS DE PARUTION



**Construire l'autonomie**  
**Se réapproprier le travail, le commerce, la ruralité**  
**LE CAPITALISME,** l'État et la société industrielle ont dépossédé les individu-e-s et les communautés de leurs capacités de jugement et de décision, de leurs

instruments de travail et de leurs savoir-faire originaux, en bref de tout ce qui leur permettait de vivre ensemble dans une certaine harmonie et de manière autonome. Cette autonomie trouve écho dans les résistances et les luttes chez celles et ceux qui, sans forcément attendre le grand soir, défendent leurs modes de vie, leur savoir-faire et construisent l'utopie ici et maintenant. Ce recueil de textes publiés dans la revue **Offensive** fait suite à **Divertir pour dominer. La culture de masse contre les peuples** (L'échappée, 2010).  
**Offensive**, éd. L'échappée, 14 euros, 336 p.

## OFFENSIVE SONORE

**LE GROUPE PARI-SIEN** d'Offensive libertaire et sociale réalise depuis près de dix ans une émission sur les ondes de Radio libertaire (FM 89.4). Si vous habitez à quelques kilomètres de la tour Eiffel ou que vous êtes connectés à Internet, vous n'avez aucune excuse pour louper le direct un vendredi sur deux. Gageons que même les plus fidèles louperont parfois un rendez-vous. Heureusement, chaque semaine, nous archivons les émissions sur notre site : <http://offensive>

ve.samizdat.net. À l'image de la revue que vous avez entre les mains, les thèmes sont variés. Dans le désordre, vous pouvez réécouter ces derniers mois : des émissions autour des livres **Communisme : un manifeste** ou **Le Mouvement situationniste**, sur des luttes (« Les grands projets inutiles » ou « À Notre-Dame des Landes comme à Paris : non aux expulsions ! »), et parfois sur l'actualité musicale « L'1conso-lable, rappeur et chômeur décomplexé ».

## LES 30 ANS DU 102

**EN MAI 1983**, des hurluberlus ouvraient au pied-de-biche les bâtiments situés au 102 rue d'Alembert à Grenoble. Trente ans plus tard, le 102 souffle ses bougies en grande pompe ! 30 ans, 30 jours (du 1<sup>er</sup> au 31 mai) de concerts, de cinéma, d'écoutes sonores, de performances, de discussions, d'installations et d'ateliers...

## PRÉCISION

**SUITE** À notre article sur la tentation de l'humour sexiste (*Offensive* n° 35), la CNT-AIT tient à préciser qu'elle a réagi, en son temps, à la diffusion par un de ses syndicats d'un autocollant qu'elle avait alors qualifié d'« infantilisant, sexiste et d'une violence inappropriée ». Dont acte.

## PAS DE TRÊVE HIVERNALE

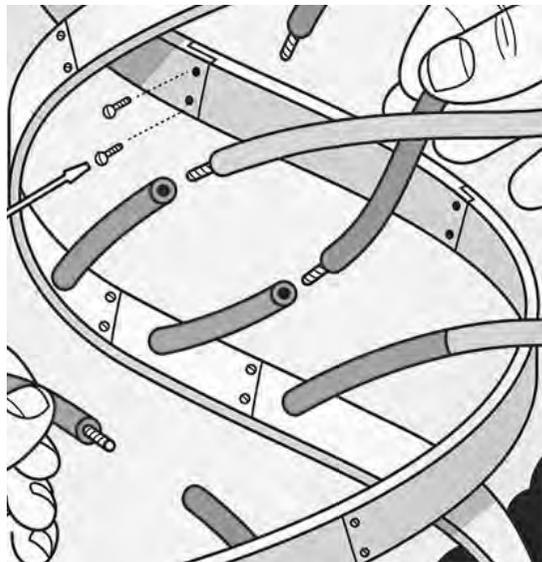
À **TOULOUSE**, le bras de fer pour le logement continue avec la préfecture Bonnefoy. C'est là que de futurs projets gentrificateurs vont raser un des derniers espaces populaires de Toulouse en y construisant une ligne à grande vitesse. C'est dans ce quartier que sont réquisitionnées une dizaine de maisons où vivent des familles, des femmes seules,

des travailleurs pauvres, des chômeuses et des étudiantes. Décembre et janvier : la préfecture a remis en l'espace de vingt jours plus d'une centaine de personnes à la rue. 20 janvier : le Centre social autogéré s'installe 2 faubourg Bonnefoy. Tous les lundis et les jeudis, à 18 heures, les assemblées de ce mouvement social ont lieu. Nous y parlons de la situation des bâtiments

réquisitionnés, des réquisitions à venir, des besoins de chacun et chacune, des compétences, savoirs, matériels que tout le monde peut apporter. Les expulsions ne nous arrêteront pas, organisons-nous avec l'entraide comme outil de lutte et de résistance !

Se tenir informé-e : [creatoulouse.squat.net](http://creatoulouse.squat.net)

## BIOLOGIE DE SYNTHÈSE OU « OGM DE DEMAIN »



« **ON SAIT** qu'avec les OGM, l'industrie a appris à intervenir sur le code génétique d'un organisme existant pour le doter d'une fonctionnalité donnée – rendre un maïs résistant à un pesticide par exemple. On sait qu'avec les développements conjoints de l'informatique et des nanotechnologies, elle se dote de moyens toujours plus puissants pour agencer la matière, construire des objets et traiter des informations à l'échelle du nanomètre. La suite logique, pour aller vite, c'est la biologie de synthèse, soit rien de moins que ce que son nom indique : par croisement de l'ingénierie génétique, des nanotechnologies et de l'informatique, ingénieurs et techniciens peuvent maintenant synthétiser *ex nihilo* un code génétique entièrement nouveau. »

Extrait d'un tract diffusé le 4 décembre 2012 par des opposants lors du colloque « La biologie de synthèse entre sciences et société ». Pour de plus amples informations, lire **Aujourd'hui le nanomonde n° 18**, spécial biologie de synthèse, disponible sur le site <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>

## NON À L'EURO 2016 !

À **L'AUTOMNE 2012**, à l'initiative de Michel Caillat, Marc Perelman et Patrick Vassort, militants critiques du sport, une pétition contre l'Euro 2016 de football, organisé en France, est lancée. Cette démarche est à mettre en relation avec l'opposition à la construction d'un nouveau stade à Lyon (lutte contre l'OL Land). Voici un extrait de la pétition :

« [...] On pourrait multiplier les exemples qui tous démontrent que l'organisation de rencontres sportives internationales non seulement n'est pas une source de revenus – la manne du tourisme est, elle aussi, une belle illusion – mais qu'elle constitue une source de dépenses publiques à la façon du tonneau des Danaïdes, les stades représentant le summum des investissements inutiles et coûteux à long terme. [...] Le stade n'est pas qu'un cadre architectural efficace. Partout en Europe et ailleurs, il est le lieu d'incubation de nombreuses violences, là où couvent les comportements les plus méprisables : xénophobie,



antisémitisme, racisme, concentration massive de toutes les bêtises, militarisation des territoires, surveillance généralisée. Nous refusons donc ces logiques d'appauvrissement, de militarisation, de surveillance et de répression généralisées [...] ». Pétition disponible sur demande ou sur [www.petitions24.net](http://www.petitions24.net)  
Informations sur l'OL Land : [carton-rouge-decines.fr](http://carton-rouge-decines.fr)

## UNE BONNE PRISON EST UNE PRISON VIDE

**LE 6 DÉCEMBRE DERNIER**, le contrôleur des lieux de privation de liberté a rendu public un rapport accablant sur les conditions matérielles de détention à la prison de Baumettes (Marseille). Le rapport pointe indistinctement la surpopulation carcérale, le manque de personnel,

la vétusté des installations et la violence entre détenus. Chroniqueurs et éditorialistes s'en donnent à cœur joie, ils étalent leur humanisme et s'indignent face la vétusté de l'établissement pénitentiaire... La solution semble évidente : il faut construire de nouvelles prisons, « aménager les cellules »,

recruter plus de matons. La violence des rapports sociaux qui engendre les prisons, elle, n'est pas abordée. Rien de nouveau sous le soleil de la République, rien concernant la justice et la politique pénale, ce qui importe, c'est de pouvoir enfermer plus, enfermer mieux (à visage humain).

# PMA = Produire de la Maternité Automatique... ?

**PMA, FIV, GPA, IAD<sup>1</sup>** – autant de sigles qu'on entend de plus en plus, qu'on voit sur des pancartes en manif... Et qui peuvent susciter bien des interrogations. Pour de nombreuses militant-e-s LGBT et féministes, l'accès à la PMA pour les couples de lesbiennes est un des grands « manques » de la loi sur le mariage et l'adoption pour toutes et tous. Il devrait être inclus dans le projet de loi sur la famille repoussé à une date indéterminée. Cette revendication, qui semble couler de source pour de nombreux groupes LGBT et féministes, soulève pourtant bien des questions.

On ne s'attardera pas ici sur la GPA, revendication moins courante, et dont le refus nécessite probablement moins d'argumentation : être les ventres reproducteurs d'hommes gays ou d'hommes hétéros, non merci !

## LA PMA, QU'EST-CE QUE C'EST ?

La PMA, c'est l'ensemble des techniques médicales permettant la procréation « en dehors du processus naturel ». L'intervention la plus courante, la fécondation in vitro, implique un traitement hormonal par injections pendant environ un mois, accompagné d'un suivi gynécologique pour suivre la taille et la quantité d'ovocytes produits. Lorsque ces paramètres sont jugés satisfaisants, les ovocytes sont prélevés chirurgicalement, et la FIV en tant que telle a lieu dans un tube à essai. Elle est suivie, si elle a fonctionné, par le transfert d'embryons dans l'utérus de la femme. D'embryons au pluriel, afin d'avoir plus de chance qu'au moins un se développe... D'où plus de naissances multiples que pour les grossesses « naturelles ». En France, en 2010, 18 % des accouchements suite à des FIV étaient gémellaires (0,3 % avec des triplés ou plus)<sup>2</sup>.

Dans le monde, 5 millions d'enfants seraient nés suite à des FIV. En France, pour la seule année 2010, les FIV ont donné lieu à plus de 15 000 naissances (si on considère toutes les techniques de PMA, 22 000), presque 3 % des naissances.

La PMA est censée répondre aux problèmes d'infertilité des couples hétérosexuels, et au désir d'enfant des lesbiennes. Son accès n'est pour le moment possible en France que pour les premiers, mais les couples lesbiens qui souhaitent un enfant par ce procédé peuvent se rendre moyennant quelques milliers d'euros dans des cliniques en Belgique ou en Espagne (où toute femme, indépendamment de son état civil et de son orientation sexuelle, a droit à la PMA).

Il y a quelques raisons de ne pas vouloir de la PMA, pas plus pour les lesbiennes que pour les hétéros.

### Elle est inutile :

Les personnes fertiles n'ont pas besoin d'être aidées par la médecine pour concevoir des enfants. C'est bête à dire, mais on semble parfois l'oublier : la majorité des gens, hétéros ou homos, sont fertiles. Les lesbiennes ou les femmes célibataires qui veulent concevoir un enfant ont besoin d'un don de sperme, point barre !

Par ailleurs beaucoup de couples hétéros sont orientés vers la PMA de façon précipitée : il faudrait attendre au moins deux ans « d'essais infructueux » avant d'envisager raisonnablement des problèmes d'infertilité. Car tout peut influencer la fécondité, pas uniquement les caractéristiques de nos gamètes : les conditions de vie, de travail, les pressions (évidemment bienveillantes) de la famille et des proches (« alors ce bébé ? », « tu ne rajeunis pas », etc.), les antidépresseurs ou les anxiolytiques pris

1. Voir l'encadré.  
2. Chiffres tirés, comme les autres chiffres cités, d'un article de *Pour la science* de novembre 2012 citant le rapport de l'agence de la biomédecine.

## Derrière les sigles

**PMA** = procréation médicalement assistée. En France, elle est encadrée par la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique. Selon ce texte, « l'homme et la femme formant le couple doivent être vivants, en âge de procréer, mariés ou en mesure d'apporter la preuve d'une vie commune d'au moins deux ans et consentant préalablement au transfert des embryons ou à l'insémination. L'assistance médicale à la procréation peut être réalisée avec tiers donneur lorsqu'il existe un risque de transmission d'une maladie d'une particulière gravité à l'enfant ou à un membre du couple, lorsque les techniques

d'assistance médicale à la procréation au sein du couple ne peuvent aboutir ou lorsque le couple y renonce ». Quatre tentatives de fécondation in vitro peuvent être remboursées par la Sécurité sociale, qu'une grossesse ainsi obtenue ait été ou non suivie de la naissance d'un enfant.

La PMA inclut les techniques décrites ci-dessous ainsi que, suivant les pays, des dons d'ovocytes et d'embryons, la congélation des gamètes et des embryons.

**GPA** = Gestation pour autrui, pour ne pas dire « mère porteuse ».

**IA** = Insémination artificielle : technique médicale ou « artisanale » au cours de laquelle le sperme d'un homme est prélevé et déposé dans l'utérus ou le vagin d'une femme.

**IAD** = Insémination artificielle avec donneur : l'homme qui fournit le sperme ne sera pas un parent social du futur enfant.

**FIV** = Fécondation in vitro : des spermatozoïdes et des ovocytes sont mis en présence dans une boîte de culture (voire les spermatozoïdes sont injectés à l'aide d'une pipette dans les ovocytes - voir illustration ci-contre).

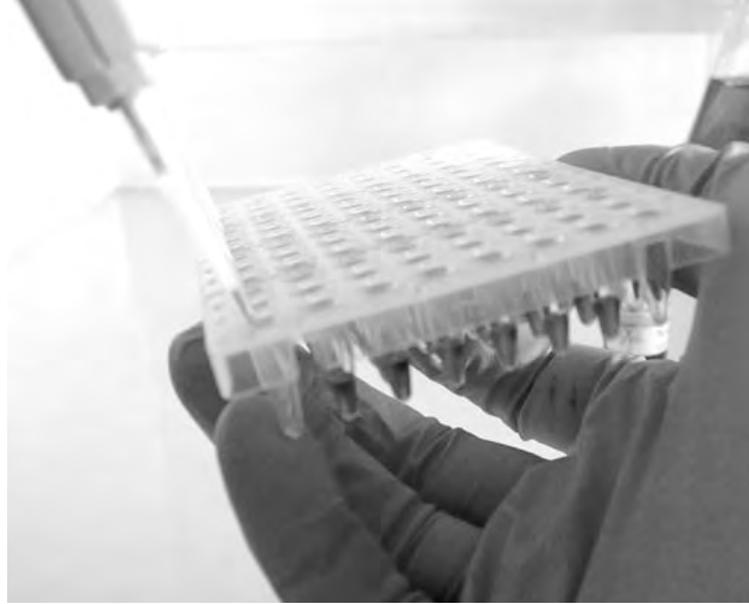
pour oublier lesdites pressions...

La culpabilisation à coups de « Attention vous allez être trop vieille! », qu'elle émane d'un proche ou d'un médecin, est à elle seule scandaleuse. La fécondité baisse effectivement avec l'âge, mais jusqu'à 40 ans la grande majorité des femmes qui essaient d'avoir un enfant y arrivent. On constate des grossesses non désirées au moins jusqu'à 45 ans en nombre et les femmes sont en moyenne fécondes jusqu'à 50 ans<sup>3</sup>. Mais une femme qui ne veut pas d'enfant tout de suite, voire qui n'en veut pas du tout, c'est suspect... Les personnes (vraiment) infertiles qui se tournent vers la PMA n'augmentent que très peu leurs « chances » de concevoir un enfant<sup>4</sup>. Bon, c'est peut-être pour ça que des médecins n'hésitent pas à pousser vers ces techniques des gens qui n'en ont pas besoin, ça améliore les statistiques !

**La PMA est sexiste.** Injections d'hormones, prélèvement d'ovocytes... : durant une PMA, le corps d'une femme est manipulé, mesuré, « dopé »... On peut vraiment parler de réification du corps féminin : ce qui compte, ce n'est plus la personne, mais son ventre et ses capacités reproductrices. En toute logique, les effets secondaires immédiats sur les femmes traitées sont négligés. Et les effets médicaux à long terme des injections d'hormones pour obtenir les ovulations multiples permettant de procéder aux FIV restent pour le moins flous (les premières fécondations in vitro ont à peine plus de trente ans). Le choix entre une « simple » insémination artificielle et une FIV est fait par le médecin, de façon parfois très arbitraire : « Vous avez tel âge, donc... ».

La PMA, c'est le contrôle du corps médical sur la fertilité des lesbiennes – alors que, on le répète, lesbienne ne veut pas dire infertile ! Si l'insémination artificielle n'était pas interdite par la loi hors du cadre médical (art. 511-12 du code pénal et article L. 673-3 du code de la santé publique), les dons de sperme et inséminations « maison » seraient sans doute plus nombreux, et la PMA semblerait moins nécessaire. Ces pratiques, ne nécessitant pas beaucoup plus de matériel qu'un récipient et une seringue dépourvue d'aiguille, sont déjà utilisées par des couples de femmes ou dans des projets de coparentalité.

**La PMA est raciste et eugéniste.** Dans le cas d'une PMA utilisant un don de sperme, celui-ci est sélectionné par l'équipe médicale en fonction de la couleur de peau, du « type » du donneur et du compagnon ou de la compagne de la femme qui suit la PMA. Et on est censé-e-s trouver ça normal ? Même si leur motivation est sans doute de donner l'illusion que l'enfant est « vraiment » celui de ses parents, elle n'en est pas moins questionnable. Et imaginons que les procédures d'adoption suivent le même genre de logique !



Les pratiques de PMA sont une porte ouverte à l'eugénisme : de toute façon, on ne gardera pas tous les embryons et, avec les diagnostics préimplantatoires, on peut choisir ceux qu'on implantera dans l'utérus de la femme traitée sur des critères de « santé » (et dire qu'il y a des gens qui font encore des enfants sans faire vérifier génétiquement les embryons

EMBRYONS DE 5 JOURS IN VITRO

## Les lesbiennes ou les femmes célibataires qui veulent concevoir un enfant ont besoin d'un don de sperme, point barre.

par la médecine !) et peut-être sur d'autres critères dans un futur proche<sup>5</sup>, ou dès aujourd'hui dans d'autres pays.

Les embryons qui ne sont pas utilisés pour tenter une grossesse finissent en partie comme matière première pour la recherche. En France, où la législation est pourtant assez sévère à ce sujet, plus de dix mille embryons cryoconservés dans les laboratoires de FIV ont été donnés à la recherche, car ils ne répondaient plus au projet parental des personnes étant à leur origine, et ne pouvaient être accueillis par un autre couple<sup>6</sup>...

### TOUTE-PUISSANCE TECHNOLOGIQUE

En Israël, la loi est beaucoup plus « permissive » : par exemple, la gestation pour autrui est légale, ainsi que la vente d'ovocytes (depuis 2010). Ces lois libérales, qui font aussi partie d'une politique explicitement nataliste, sont très profitables pour les industries biotechnologiques. La vente d'ovocytes est autorisée pour des dons à d'autres femmes, mais aussi directement pour la recherche. Et les risques encourus pour les femmes donneuses sont encore une fois éludés. Et sur le dos de qui ? De femmes pauvres, pour changer<sup>7</sup>.

Les techniques de la PMA, et l'idéologie qui l'accompagne, sont une machine technologique invasive. Les « perspectives » dans ce domaine, c'est l'utérus artificiel, la sélection eugénique... Dans un contexte où la maternité est toujours (à nouveau ?) ultravalorisée comme accomplissement ultime d'une femme, nous avons de quoi nous inquiéter. L'obsession de la filiation biologique et du « bébé parfait » nous amène en effet à nous remettre sans aucun recul dans les mains de la Science. Comme le dit le collectif féministe Rage de nuit, « enfant d'origine contrôlée et retour de l'idée d'instinct maternel : sale temps pour l'émancipation ».

Alors pourquoi ne pas lutter pour se débarrasser de ces injonctions constantes à transmettre nos gènes ? Pourquoi ne pas lutter pour faciliter l'accès à l'adoption plutôt que celui aux techniques de PMA ? L'adoption présente l'avantage de remettre à sa place la biologie, et d'affirmer que la parenté est d'abord sociale.

Anita

3. Voir le blog de Martin Winckler, <http://martinwinckler.com>.  
4. Voir *Un bébé mais pas à tout prix*, de Brigitte-Fanny Cohen, éd. JC Lattès, 2001.  
5. Lire « Political Economy of Egg Cell Donations : Doing It the Israeli Way », Siggie Vertommen, *Scumgrrrls* n° 19, été 2012.  
6. *Hygiène et eugénisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Anne-Laure Simonnot, 1999 et *Histoire de l'eugénisme en France*, Anne Carol, 1995.  
7. *Pour la science*, novembre 2012.

# Critique de la critique des médias

DEPUIS LA PUBLICATION EN 1997 du livre de Serge Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, jusqu'à son adaptation au cinéma quinze ans plus tard par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, la critique radicale des médias a su imposer sa légitimité au-delà des habituels cercles militants. Dans l'intervalle, on aura pu saluer l'opiniâtreté de journaux comme *PLPL* ou *Le Plan B*, les pages du *Monde diplomatique*, le site Acrimed ou les documentaires d'un Pierre Carles, qui ont participé à cette reconnaissance méritée. Reste que, aussi juste et utile soit-elle, la critique des médias fait rarement l'objet de critiques autres que celles, passionnées, que lui renvoient parfois ses boucs émissaires favoris. Or il y a aussi de sérieuses raisons de l'étriller.

## MOBILISATION INFINIE

Ainsi, pour parfaire son travail critique, la critique des médias est contrainte de se calquer sur la temporalité de l'information. Si le quotidien *Libération* sort tous les jours, il faudra le lire tous les jours, car chaque édition délivre son lot d'énormités, plus croustillantes que la veille; énormités dont les valeureux critiques prendront soin d'opérer l'habile déconstruction, à l'intention de toutes celles et de tous ceux qui le lisent au premier degré. Mais la critique des médias se condamne alors à reproduire sans cesse les mêmes analyses, tout juste singularisées par l'assaisonnement de la presse du

jour. C'est que la structure profonde du « Parti de la presse et de l'argent » (PPA) varie peu, et d'une envolée de Christophe Barbier à l'autre, d'une saillie de Claire Chazal à l'autre, ce seront toujours les mêmes mensonges à traduire, les mêmes mystifications à décoder. Dans ces conditions, il faudra vérifier continuellement que les médias réitérent bien les mêmes manœuvres, sous leurs infinies métamorphoses – et répéter sans cesse qu'ils répètent sans cesse les mêmes fariboles. Et il faut reconnaître que ces effets de radotage ne sont pas sans exercer un certain sentiment de fascination, lié à la virtuosité des décrypteurs, qui parviennent, comme les experts de la police scientifique, à faire parler les images les plus insignifiantes, les articles les plus anodins.

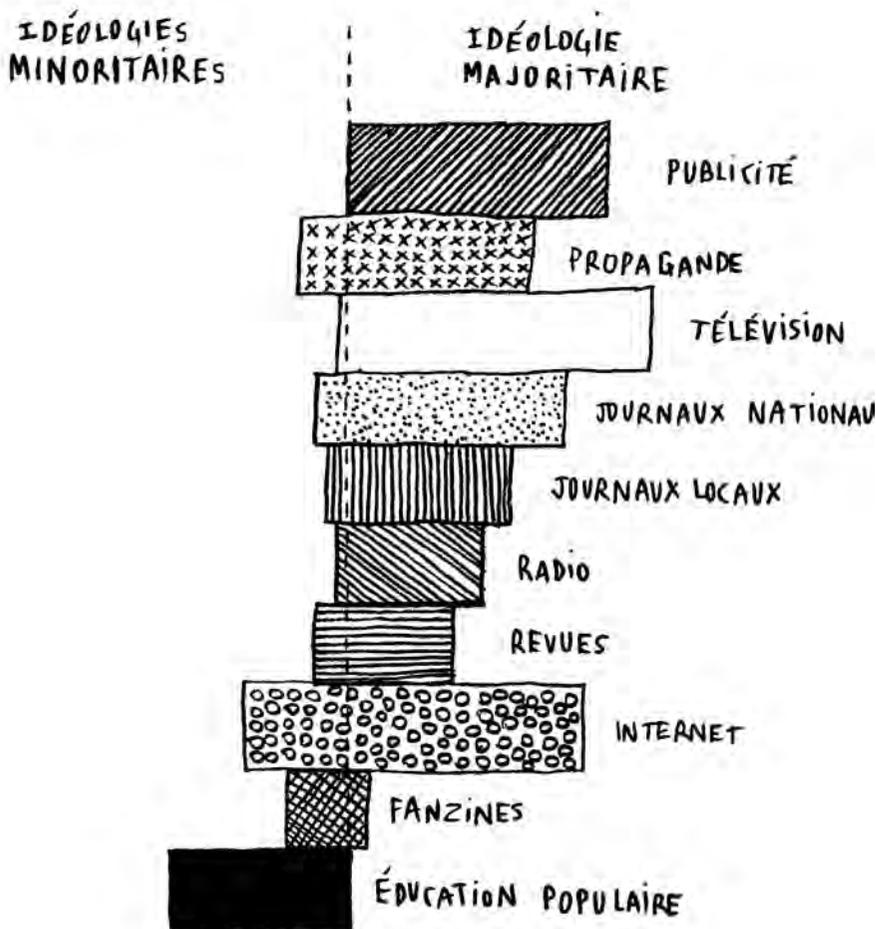
Si la critique des médias est soumise à la temporalité des médias, c'est parce que ce sont les médias qui lui offrent sa matière. Certes cette matière sera décortiquée, analysée, filtrée, réorganisée; mais les médias n'en gardent pas moins l'initiative! Dans ces conditions, la critique peut être reconduite indéfiniment. Et c'est là sans doute, au moins quant à ses effets, sa véritable vocation: accompagner les médias dominants dans leur marche; être le douloureux caillou dans la chaussure, dont on sent parfois la présence, mais qui n'empêche jamais vraiment d'avancer. Comme si le PPA n'existait que pour nous faire perdre, à courir comme ça derrière lui, le plus clair de notre temps – ce temps pourtant requis ailleurs, de manière tellement pressante, par l'organisation.

## D'UN DÉCRYPTEUR, L'AUTRE

Si la critique des médias est nécessaire, nous dit-on, c'est parce que les médias dominants dissimulent le fond de leurs pensées, parce qu'ils masquent leurs véritables intentions, parce qu'ils cherchent à manipuler leur auditoire – parce que « les médias mentent ». Mais surtout, si cette critique est nécessaire, c'est qu'un certain nombre de dispositifs médiatiques rendrait difficile, voire impossible, aux lecteurs ou aux téléspectateurs de faire par eux-mêmes le travail critique en question, c'est-à-dire ce nécessaire travail de décryptage ou de traduction. L'ambition des spécialistes de la critique des médias est en effet de montrer aux lecteurs et téléspectateurs ce qu'ils ne pourraient ou ne sauraient voir par eux-mêmes; autrement dit faire la traduction à leur place. Et si l'on peut tomber d'accord sur la première proposition, concernant le mensonge médiatique global et une certaine inclination des groupes de presse à la manigance, il y a de quoi rester circonspect devant la seconde, celle de l'ignorance et de la naïveté du public, car elle en induit immédiatement une troisième: la nécessité de l'existence des critiques en question! La critique des médias, en voulant dénoncer le règne de la séparation médiatique, reproduit cette séparation à son propre niveau – entre un petit groupe d'experts en démystification journalistique et une masse de lecteurs et lectrices profanes, qui prendrait les billevesées des chroniqueurs-euses et des éditorialistes pour parole d'évangile.

Or qu'il y ait effectivement mensonge, chacun le sait un peu à sa manière. Chaque consommateur d'actualités sait que *Paris Match*, *Rue89* et *M6* sont d'abord là pour lui vendre

CRÉATION GRAPHIQUE  
RÉALISÉE PAR  
FORMES VIVES



des candidat-e-s ou des paquets de lessive, pas besoin d'un Schneidermann ou d'un Halimi pour le lui apprendre. Et ce que font les journalistes critiques dans leurs petites analyses édifiantes, chacun-e le fait pour son compte en lisant *Le Télégramme* ou *Le Dauphiné libéré*, chacun-e fait son petit décryptage à lui ou elle, sa petite traduction. Et quoi de plus ordinaire, puisque c'est la manière dont l'intelligence, également partagée par toutes et tous, fonctionne chez chacun-e ? Certes, cette traduction ne sera pas toujours aussi élaborée que celle de la rubrique « démontage de texte » du *Plan B*, pas aussi systématique, pas aussi « radicale »... Mais sur le fond, tout le monde s'entend : non seulement les médias alignent les calembredaines mais, plus grave, ils s'échinent à imprimer dans nos cerveaux disponibles la voix des puissants et des marchands de sodas à la mode. Tout le monde sait que les médias disent des mensonges plus gros qu'eux, et tout le monde se le répète, à la ville comme à la campagne. En vérité, on n'a pas attendu *Les Nouveaux chiens de garde* pour savoir que les journalistes étaient copains avec les banquiers, les directeurs des programmes avec les annonceurs, les présentateurs avec les patrons, les vedettes avec les ministres ; que c'est la même petite bulle qui s'adresse à nous, partout sur les écrans ou dans les colonnes de la presse papier. Pas besoin d'être un expert de l'Internationale sardonique pour décoder les articles des journalistes réactionnaires à la con de *Ouest France*, dont les ficelles sont plus grosses encore que le nez au milieu de la figure du père Hutin ! C'est que personne n'est dupe. Et que personne ne soit dupe, voilà ce qu'il serait plus judicieux – mais aussi plus juste – de répéter autour de soi, plutôt que le contraire. Car en définitive, la critique des médias conforterait presque les vautours du PPA dans leurs desseins charlatanesques, puisqu'elle leur dit, négativement, que leur auditoire tombe dans le panneau chaque fois qu'elle n'est pas là pour le mettre en garde !

Et c'est ce qu'il faut se demander pour finir, si chaque gifle qu'elle leur flanque, à tous ces vendus de l'information, ne serait pas aussi une bourrade amicale, comme une grande tape dans le dos d'un-e pote – pour qu'il ou elle continue d'avancer. Car les justiciers de la critique des médias les aiment à leur façon, tous ces médias menteurs, à les examiner comme ça sous toutes les coutures, à leur remonter les bretelles chaque fois qu'ils cèdent à leurs penchants malhonnêtes, à vouloir les traîner sur le chemin de l'information droite, transparente, pure. Et ce n'est pas bien grave. Simplement, qu'ils admettent une fois que ce rapport ambivalent est aussi celui de tout un-e chacun-e, lecteurs et lectrices du *Nouvel Observateur* ou de *Télérama*, auditeurs et auditrices de RTL ou de France info !

### MACHINES À TRADUIRE

Au fond, le problème n'est pas que les médias dominants mentent à celles et ceux qui les lisent, et qui les lisent pour la plupart en toute connaissance de cause ! Le problème est de savoir pourquoi, sachant très bien que ces médias sont de vils imposteurs, manœuvrant le chaland avec leurs gros sabots, les gens continuent de les lire, ou de les regarder – pourquoi nous continuons à les consulter nous-mêmes ! Et c'est très simple en vérité. La véritable information contenue dans l'information apparente n'a rien à voir avec d'obscurs commandements subliminaux, visant à faire de nous les pantins des pubards, mais simplement avec la nécessité de sa traduction. L'effet principal des nouvelles du jour – comme celui des graffitis sur les murs des toilettes publiques –, bien plus que de nous laver le cerveau à grande eau, est de mettre notre intelligence en action ! Et c'est la réaction de tout individu-e devant la une de son quotidien, ou de son site d'informations

favori : « Pourquoi ils me disent ça ! ? ». Et la machine à traduction aussitôt se met en branle, et c'est toujours un plaisir – car le travail est facile. Il n'y a pas de différence de nature entre les mots fléchés d'*Aujourd'hui en France* et son pot-pourri quotidien de faits divers et de micros-trottoirs ; *Aujourd'hui en France* est seulement un grand jeu de piste, un grand poème en kit à composer ; et chaque jour réactualisé même : un nouveau bloc de pierre pour une nouvelle sculpture. De même, *Ouest France* permet à chacun-e d'exercer sa petite usine critique, il est un grand dépotoir dans lequel cha-

**Et c'est là sans doute sa véritable vocation : accompagner les médias dominants dans leur marche ; être le douloureux caillou dans la chaussure, dont on sent parfois la présence, mais qui n'empêche jamais vraiment d'avancer.**

cun-e pioche de-ci de-là, au gré de ses caprices de lecteur, les imaginations de sa journée. *Ouest-France* donne du goût à toutes les vies bretonnes, et aussi idéologiquement marqué soit-il, il n'y a pas de contradiction à ce que ce goût soit de plus en plus souvent celui de la révolte.

Et c'est pourtant là le problème, spécialistes de la critique des médias et lecteurs-lectrices lambda confondu-e-s : passer son temps à écrire des petits poèmes, à traduire et traduire encore, à faire fonctionner son intelligence également partagée, y passer ses jours, ses nuits – à interpréter le monde plutôt que de le transformer. Car susciter des critiques et encore des critiques, au fond, c'est tout ce dont les médias dominants ont besoin pour survivre. Il n'en faut pas plus pour faire tourner toute leur baraque.

Jean-François Souvies (Institut de démobilisation)

LA MERDE D'AUJOURD'HUI  
FERTILISE LE LENDEMAIN.  
SUR UN MUR DE BUENOS  
AIRES EN 2009.



## LE TRIBUNAL DES RIEURS

PLUTÔT QUE DE PERDRE un temps précieux à décrypter les médias, il suffit souvent, pour faire retomber la grosse tarte à la crème journalistique, de les citer. Il suffit par exemple de les lire à voix haute, seul-e ou devant une assemblée de bon-ne-s vivant-e-s. En 2009, l'Institut de démobilisation organisait ainsi une grande soirée comique intitulée « Le meilleur des Hutin », entièrement consacrée aux productions du quotidien régional *Ouest France*. À cette occasion, des comédien-ne-s et des artistes proposèrent des lectures des meilleurs éditoriaux de l'année et des plus belles feuilles sur la Crise, la Démocratie, la Fête, les Pauvres et la Grogne sociale. Autant dire qu'on rit beaucoup ce soir-là à Rennes – et que rien de cette hilarité partagée ne filtra dans l'édition du lendemain.

LE PORTUGAL, AU BORD DE L'ASPHYXIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, A CONNU CES DERNIERS MOIS DES MOUVEMENTS SOCIAUX. IL EST AUSSI MARQUÉ PAR UNE CULTURE POPULAIRE DU FATALISME.

# Portugal entre vent de révolte et résignation...

BIENVENUE AU PAYS DU FADO, dans une société fataliste empreinte d'incertitude idéologique, de rancœur et de la souffrance des « petites » gens ! Ici, le salaire minimum est de 485 euros et la précarité a le goût de la misère tiers-mondiste ! Partout des pancartes « À vendre », à l'image de ce pays que l'on brade. En ces temps de crise économique et de rigueur budgétaire, comme ailleurs en Europe, les mesures imposées par la troïka (FMI, BCE, Commission européenne) sont drastiques. Le Portugal en subit violem-

garde, ils et elles ont réussi à imposer un rapport de force conséquent qui a laissé entrevoir, pendant quelques instants, la possibilité de renverser le gouvernement. Des moments magiques, comme on n'en vit pas souvent, une ambiance quasi insurrectionnelle face à des flics débordés ! Hélas, cet élan populaire n'a pas su réellement quoi faire de cette soudaine force collective et n'a pas saisi l'opportunité qui s'offrait à lui. Ces mouvements massifs ont certes permis d'arracher l'annulation de la révision de la TSU<sup>4</sup>, mais rien n'a émergé après cette petite victoire symbolique.

## Le Portugal a connu ses plus importantes mobilisations depuis la révolution des Œillets.

ment les conséquences. Depuis 2011, les politiques antisociales se multiplient : coupes franches dans les salaires des fonctionnaires et dans les pensions de retraite, fortes augmentations du prix des ressources de première nécessité (eau, électricité, transports, téléphone, etc.), plans de privatisation sauvages (l'eau, la mer, les plages, etc.), ventes à perte d'entreprises publiques, offensives contre le code du travail et réduction du coût de la main-d'œuvre. Pourtant, à la différence de la Grèce ou de l'Espagne voisine, malgré la colère qui gronde, et quelques impressionnantes démonstrations de force ces derniers mois, la société portugaise n'arrive pas à politiser ses velléités contestataires et à s'organiser pour proposer une résistance efficace et durable. Combien de preuves de mépris faudra-t-il encore pour que le peuple portugais s'affirme enfin et se solidarise dans la lutte ?

Le 14 novembre 2012, lors de la journée de grève générale internationale (Espagne, Portugal, Grèce), de nouvelles manifestations ont de nouveau eu lieu dans tout le pays, en écho à celles initiées en septembre. Mais ce qui avait alors semblé possible ne se reproduit pas. Le gouvernement, échaudé par la force et la radicalité des premières manifestations, ne s'est pas laissé surprendre une nouvelle fois et a pris des mesures pour réprimer le cri du peuple. Si l'utilisation de moyens d'action plus offensifs a trouvé un écho favorable auprès de nombreuses personnes, en face, la répression a été tenace et particulièrement violente. Il est intéressant de noter que, dans ce contexte, quelque chose d'important s'est indéniablement passé, qui a fait bouger les lignes au sein de la société. Contrairement à d'habitude, les expressions de solidarité ont été nombreuses entre les manifes-

1. Le fado, ce chant mélancolique traditionnel exprimait au début du XX<sup>e</sup> siècle des sentiments de contestation populaire. Puis, sous le salazarisme, il s'est principalement fait l'écho d'un état d'esprit fataliste et larmoyant.

2. « Que la troïka aille se faire voir, c'est le peuple qui décide ! ». En référence à la chanson de José Afonso qui servit de signal pour lancer la révolution des Œillets.

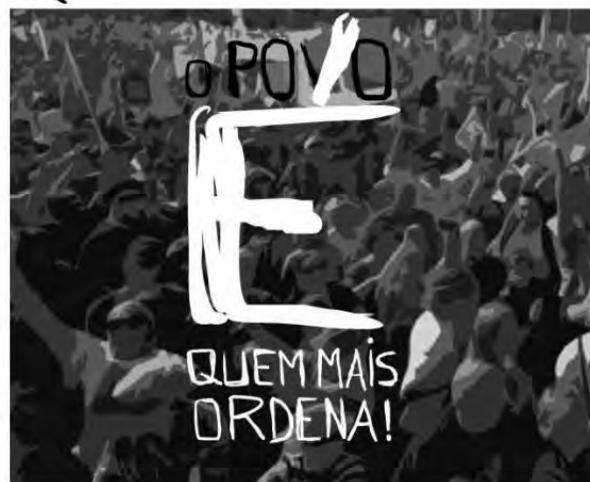
3. La CGTP, le principal syndicat, affilié au PCP (parti communiste), avait programmé des manifestations pour le mois d'octobre.

4. En septembre 2012, le Premier ministre Pedro Passos Coelho annonce la modification des cotisations sociales patronales et salariales. Il propose de relever de 11 à 18% la TSU (taxe sociale unique) pour les salarié-e-s et dans le même temps de baisser de 23,75% à 18% la TSU patronale.

### QUE SE LIXE A TROÏKA, O POVO É QUE MAIS ORDENA !<sup>2</sup>

À la fin de l'année 2012, le climat social a été brûlant. Le Portugal a connu les plus importantes mobilisations depuis la révolution des Œillets, en 1974. Le 15 septembre dernier, en réaction à une énième mesure de récession, d'énormes manifestations ont eu lieu dans tout le pays contre les politiques d'austérité (un million de personnes dans la rue pour un pays qui compte 10 millions d'habitants). Spontanément et en prenant de vitesse les syndicats et partis institutionnels<sup>3</sup>, c'est tout un pays qui est sorti de sa torpeur pour crier sa colère au gouvernement et à la troïka. Ainsi, à Lisbonne, sans écouter les injonctions des leaders syndicaux qui cherchaient, comme à leur habitude, à récupérer, canaliser et contenir le feu des revendications, les manifestant-e-s sont allé-e-s en nombre en manifestation sauvage jusqu'au Parlement. Surprenant aussi les autorités et leurs chiens de

QUE SE LIXE A TROÏKA!



MANIFESTAÇÃO  
27 MARÇO - FARO

tant-e-s, et même dans l'opinion publique. Les violences policières ont été largement condamnées et la radicalité qui s'est exprimée au grand jour a reçu un soutien massif, bien au-delà des cercles militants. Une radicalité qui a permis d'entrevoir des possibles dans les capacités de rébellion de tout un peuple et dans la faculté à s'organiser en dépassant le cadre routinier et monotone imposé par les syndicats et les partis. Alors que le contexte était très favorable et que les conditions semblaient être réunies, ces mobilisations n'ont toutefois pas engendré un mouvement contestataire pérenne de grande ampleur. Ces très impressionnantes mobilisations et un état manifeste de pré-ébullition, ce que le Portugal n'avait pas connu depuis de nombreuses années, n'ont cependant pas réussi à endiguer le rythme effréné des mesures d'austérité. Au contraire, en 2013, la grande Europe compte bien continuer de s'attaquer aux services publics, au droit du travail, à l'école, à la santé, à la culture... Si, face à cela, des initiatives existent, tendent à se développer et qu'une partie de la population se politise, se radicalise et tente de construire des alternatives (centres sociaux, squats, lieux de rencontre, etc.), les bases politiques et sociales ne semblent pas encore assez solides pour créer un mouvement social fort et le faire vivre. Les contestations ne se font pas encore de façon collective et persistante comme en Grèce ou en Espagne. Les événements de ces derniers mois illustrent bien le paradoxe dans lequel le pays est enfermé. Quand la colère gronde face à la misère sociale, ce sont souvent des histoires sans lendemain. Les contestations n'apparaissent que de façon symbolique, le temps semble suspendu, les Portugais-e-s attendent que quelque chose se passe quelque part. C'est une malédiction que porte tout un peuple et dont il a du mal à se défaire.

### AI, AGUENTA, AGUENTA!<sup>5</sup>

Si la relative passivité de la société portugaise n'est pas la cause de l'instauration de politiques économiques dévastatrices, il semble pourtant qu'elle lui offre un terrain propice. Il existe en effet une chose dans la mentalité des Portugais-e-s qui se traduit par le mot *aguentar* («tolérer, supporter») et l'expression «Aguenta, ai!». Cette phrase revient sans cesse dans les conversations, comme une incantation face aux difficultés : il faut tenir bon quoi qu'il en coûte et supporter sans broncher ! Il est ainsi communément admis que, quoi qu'il arrive, le peuple ne répondra pas de manière offensive. Une idée que les dirigeants entretiennent d'ailleurs avec dédain. C'est ce qu'affirme le président de la banque BPI quand il enjoint la population à se serrer encore plus la ceinture : «Si les sans-abri que l'on croise dans la rue sont capables de tenir le coup, pourquoi vous et moi ne le pourrions-nous pas?»<sup>6</sup>. Ses sorties répétées dans les médias et ses prises de parole sans scrupule sont autant de marques de mépris et de cynisme quand on sait que cette banque, à elle seule, a généré 248 millions de bénéfices en 2012.

Au jeu de qui va en supporter le plus et le plus longtemps, les Portugais-e-s ont prouvé leur endurance, mais cette façon d'appréhender la vie renforce l'idée d'une fatalité. La révolte semble alors impensable, vaine et inaccessible. Si le



fait de tenir le coup dans les situations les plus dures peut être une ressource importante, l'enfermement dans cette attitude pousse aussi à la soumission et laisse le champ libre aux dominants. C'est donc ce stigmate qu'il faut soigner pour espérer construire des résistances solides.

### UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE DE LA DÉBROUILLE (DESENRASCAR)

Ce fatalisme a historiquement amené les Portugais-e-s à développer une culture de la débrouille et à s'organiser hors du cadre légal et du contrôle de l'État. Inscrits dans une tradition héritée des années de la dictature salazariste<sup>7</sup> qui perdure depuis, l'économie parallèle et le marché noir, sont, au quotidien, des moyens de survie pour une frange de plus en plus grande de la population. Mais cette débrouille salvatrice est rongée par l'individualisme. Il ne s'agit pas de trouver des solutions collectives, mais plutôt de se débrouiller en petits

## Cette débrouille salvatrice est rongée par l'individualisme.

groupes affinitaires, entre complices de galère qui sont des proches, des ami-e-s ou de la famille. On cherche surtout à ne pas sombrer en conservant un semblant de dignité. L'accès à de petits biens de consommation permet alors d'oublier la misère en aménageant le quotidien. Ces actes ne s'inscrivent pas dans un processus politique. Ce qui pourrait être une force populaire n'est pas mis au service des luttes sociales. C'est une économie qui s'appuie sur le jeu du chat et de la souris, où les choses se font en marge des institutions, mais qui ne remet pas en question les fondements du système.

Mi-janvier, la banque portugaise a confirmé ce que tout le monde savait déjà : la récession va s'aggraver. Elle augmente de presque 2 %, soit le double de ce qui était prévu par le gouvernement. L'économie est au point mort, le chômage et la précarité touchent environ 2 millions de personnes. Les syndicats se contentent d'ébauches et de faux-semblants répétitifs, de gestes inutiles, proposant comme unique alternative le remplacement d'un gouvernement par un autre<sup>8</sup>. Mais il n'y a de transformation possible que dans un changement de système. Pour ce faire, il faudra que les Portugais-e-s réussissent à politiser cet esprit de débrouille en développant des réseaux de solidarité, qu'ils et elles osent sortir de ce fatalisme et construisent des espaces collectifs de vie et de lutte<sup>9</sup>...

**Colyne**, avec la collaboration de **Jorge Valadas** et de **Filipe Nunes**, de la revue *Alambique*

### A LIRE

La revue anarchiste **Alambique** [revistaalambique.wordpress.com](http://revistaalambique.wordpress.com) (en portugais)

le blog [spectrumzx.wordpress.com](http://spectrumzx.wordpress.com) (en portugais)

**La Mémoire et le Feu**, Jorge Valadas, L'Insomniaque.

Le site du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde : [cadtm.org](http://cadtm.org)

5. «Allez, supportez, supportez !», expression qui exprime le fait de devoir continuer à subir l'insupportable dans un esprit de sacrifice et de dévotion.

6. Fernando Ulrich, président de la BPI, a à plusieurs reprises utilisé le terme *aguentar* pour inciter les gens à supporter et tolérer plus d'austérité. Il n'a pas hésité à faire des comparaisons douteuses qui ont choqué l'opinion.

7. En 1928, Salazar (António de Oliveira), est nommé ministre des Finances dans le gouvernement issu du coup d'État militaire de 1926, qui remplace la Ire République parlementaire par une dictature fasciste. De 1932 à 1968, Salazar restera à la tête de l'État.

8. Voir l'article «Austeridade mata a economia», dans le bulletin du collectif libertaire Evora Acção Directa : [colectivolibertarioevora.files.wordpress.com](http://colectivolibertarioevora.files.wordpress.com)

9. «Le cauchemar éveillé du peuple portugais», de Charles Reeve, sur [www.article11.info](http://www.article11.info)

La crise économique est un thème récurrent de notre actualité depuis les années 1970 et le discours lénifiant et fallacieux des économistes de marché comme de leurs opposants de salon – fussent-ils « atterrés » – n'a guère varié depuis cette époque. Cependant, il existe des analyses hétérodoxes qui font du capitalisme un système mortifère miné par « les contradictions et les limites de l'accumulation du capital ». Dans ce texte, Pierre Souyri (1925-1979) qui fut militant des groupes Socialisme ou Barbarie et Pouvoir ouvrier et collaborateur de la revue historique Les Annales, revient sur les écrits du communiste de conseils allemand Paul Mattick (1904-1981) qui, dès les années 1960, annonçaient une nouvelle crise du capitalisme que partisans comme adversaires du système jugeaient impossible. On sait depuis ce qu'il en est advenu...

## Le marxisme de Paul Mattick

**LES QUELQUES OUVRAGES** de Paul Mattick qui ont été publiés en France n'ont suscité que fort peu d'échos et à peu près aucun commentaire favorable. Il ne faut guère s'en étonner, car l'œuvre de ce vieux radical allemand, fort insoucieux des modes intellectuelles, n'a été qu'une opiniâtre dénonciation des mythes et des idéologies dont l'éclosion a accompagné la longue consolidation du capitalisme après la Deuxième Guerre mondiale. Même dans les années où le capitalisme allait en Allemagne, en Italie, au Japon de « miracle en miracle », Paul Mattick n'a pas cru que les politiques keynésiennes<sup>1</sup> ou néokeynésiennes rendaient caducs les pronostics de Marx sur les contradictions et les limites de l'accumulation du capital. Mais surtout Paul Mattick n'a pas seulement persisté à opposer Marx à Keynes, il a aussi, ce qui est beaucoup moins courant, opposé Marx à presque tous ceux qui prétendaient parler en son nom. Les prétendus continuateurs de Marx n'ont été que ses épigones, tous coupables, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'avoir faussé le sens du marxisme en refusant d'y voir une théorie de l'effondrement du capitalisme ou en déduisant l'effondrement de prémisses qui n'étaient pas celles de Marx.

Au-delà de leurs divergences et des conclusions opposées auxquelles ils ont abouti, les révisionnistes Cunow, Schmidt, Tougan-Baranovski, les austro-marxistes Bauer, Hilferding,

ture de la proportionnalité nécessaire entre la production de plus-value et les besoins de l'accumulation. C'est l'insuffisance de la plus-value qui interrompt périodiquement la continuité de la reproduction élargie et les crises ne sont surmontées que pour autant que le capital trouve les moyens d'élever le taux de profit au niveau nécessaire à la reprise de l'accumulation. Si on veut démontrer que le capitalisme n'a pas l'éternité devant lui - ce qui était, à n'en pas douter l'ambition de Marx -, on ne peut le faire qu'en faisant apparaître que ce mode de production évolue vers une situation limite où les contre-tendances qui s'opposent à l'abaissement du taux de profit ne peuvent plus demeurer opérantes. Ignorer ou rejeter l'idée que le marxisme est fondamentalement une théorie de l'impossibilité d'un développement illimité du capitalisme, ainsi que l'ont fait presque tous les théoriciens de la II<sup>e</sup> Internationale et les bolcheviks, équivaut à amputer la pensée de Marx de sa dimension la plus essentielle.

Or cette mutilation n'est évidemment ni fortuite ni dépourvue de signification : elle traduit, au contraire, l'apparition dans la social-démocratie et parmi les bolcheviks d'un projet politique qui a cessé de coïncider avec celui de Marx. En posant que les contradictions du capitalisme vont en s'atténuant, que l'échange entre les deux départements de l'économie reste toujours possible ou encore que la cartellisation<sup>2</sup> introduit dans le système des éléments de direction consciente qui en tempèrent l'anarchie originelle, les révisionnistes et les austro-marxistes fondent, en théorie, une pratique dont l'expérience montrera qu'elle n'a pas d'autre fonction réelle que de seconder l'accomplissement d'un processus d'auto-rationalisation du régime capitaliste. Et cela est vrai aussi pour Lénine qui emprunte l'essentiel de sa représentation de l'impérialisme aux théoriciens social-démocrates – Hilferding ou même Bauer – ce qui le conduira à considérer que le capitalisme des trusts et des monopoles et, plus encore, « le capitalisme de guerre », est déjà un capitalisme en train de se socialiser. Dans cette perspective, il suffit d'arracher l'État aux capitalistes et de parachever l'étatisation de l'économie pour que soient mises en place les prémisses essentielles de la transition vers le socialisme. Il est vrai que pour les bolcheviks, le passage au socialisme présuppose la destruction de l'État bourgeois alors que les social-démocrates prétendent s'en emparer graduellement pour le faire servir aux fins du socialisme. Mais leurs divergences ne portent que sur les moyens de parvenir au même but : la mise en place d'une économie étatisée qui ne connaîtra plus les ruptures de proportion et les désajustements que le capitalisme est incapable d'éliminer complètement lui-même. Le socialisme tel que le conçoivent les social-démocrates et les bolcheviks n'est qu'un capitalisme expurgé de son anarchie. [...]

### « Le marxisme est fondamentalement une théorie de l'impossibilité d'un développement illimité du capitalisme »

les bolcheviks et les luxemburgistes ont ceci en commun : ils ont cru possible de construire la théorie des crises et de scruter la dynamique du capitalisme en se fondant sur les schémas du livre II du *Capital*. Qu'à partir de là, les uns fassent dériver les crises d'une rupture des proportions entre la production des deux départements, et les autres de la sous-consommation pour en conclure que le système s'adapte, ou qu'au contraire il a devant lui un avenir de convulsions de plus en plus violentes, leurs arguments présupposent toujours que les contradictions du capitalisme se situent dans la sphère de la circulation. Or, s'il est bien vrai que les crises se présentent sous les apparences d'une surproduction de marchandises et de force de travail, décrire leurs manifestations au niveau du marché n'équivaut pas à mettre à jour leurs déterminations réelles. Les crises trouvent en réalité leur origine non pas dans la circulation, mais dans la production elle-même : elles éclatent lorsque intervient une rup-

1. Keynésianisme : nom donné à la doctrine inspirée de l'économiste John Maynard Keynes (1883-1946), selon laquelle, au contraire de ce que prône le libéralisme, l'État doit intervenir dans l'économie capitaliste afin d'en réguler le fonctionnement.

2. Cartellisation : entente entre des entreprises d'un même secteur en vue de limiter la concurrence entre elles.



En récusant toutes les interprétations « disproportionnalistes » et « sous-consommationnistes » du marxisme pour recentrer l'analyse marxienne du capitalisme contemporain sur le problème de la chute du taux de profit, Paul Mattick a pu montrer, et cela dès les années soixante, qu'une déstabilisation du système restait concevable et probable. Son mérite n'est pas mince si on se souvient qu'à cette époque, à peu près personne n'osait soutenir que le capitalisme « révolutionné » par les politiques keynésiennes continuait à être miné par des contradictions capables de remettre en question la continuité et la régularité de la croissance. Tandis que la science économique officielle se disait en mesure de fournir aux gouvernements les recettes infaillibles lui permettant d'impulser indéfiniment les dynamismes de l'économie et prophétisait que le cycle des crises était clos à jamais, les néomarxistes et les « méta-marxistes », fascinés par les prodiges que réalisait un système qu'ils avaient cru à l'agonie, partageaient cette conviction. Baran, Sweezy et tant d'autres avec eux, qui n'étaient guère, dit Paul Mattick, que des keynésiens marxisants, affirmaient que la loi de la chute du taux de profit ayant fait place à une loi du surplus croissant, le capitalisme moderne ne se trouvait plus confronté qu'à un excédent de produits. Il en venait à bout par une organisation systématique du gaspillage sous de

multiples formes et il pouvait ainsi surmonter indéfiniment ses tendances latentes à la stagnation. [...]

En réalité, si après 1945 le capitalisme parvint à relancer la croissance et à la régulariser, ce n'est pas tant par les vertus des mesures qu'inspirait aux gouvernements la science économique que parce que la dépression des années 1930 et la guerre, en retardant longuement l'accumulation et en détruisant un nombre sans précédent d'installations, avaient fait resurgir les conditions permettant au capital en expansion de se valoriser. Partout, en effet, le renouvellement du capital fixe s'effectua sur la base des mesures de rationalisation des entreprises et de la mise en œuvre de nouveaux moyens technologiques qui allaient permettre, pendant de longues années, de faire croître la productivité plus vite que les salaires. [...]

Paul Mattick montre comment, dès les années 1960, les signes, alors rarement aperçus de ce retournement, commencèrent à se manifester. L'extraordinaire prolifération du travail improductif, le gonflement des dépenses que les États se trouvèrent contraints d'engager pour enrayer les tendances au sous-emploi du travail et du capital, la pression croissante des coûts salariaux de plus en plus difficiles à contenir à mesure que la régularisation de la croissance résorbait l'armée industrielle de réserve, laminaient lentement le taux de profit. De nouveau, une rupture des proportions se préparait entre la production de plus-value et les besoins de l'accumulation. Il est vrai que l'inflation permit pour un temps de contenir l'amplification d'une crise qui mûrissait dès le milieu des années 1960. [...] Mais lorsque l'inflation déboucha à son tour sur la « stagflation », il devint clair que la plus-value additionnelle dont s'emparait le capital en augmentant les prix ne parvenait plus à se métamorphoser assez vite en investissements supplémentaires pour empêcher la réapparition d'un important chômage. Un cycle du capital s'achevait : l'inflation elle-même ne suffisait plus à élever les profits jusqu'au point où une reprise rapide de l'accumulation permettrait de faire franchir de nouveaux seuils à l'élévation de productivité. [...]

Sans doute, reprochera-t-on à Paul Mattick d'avoir conçu l'évolution et l'avenir du capitalisme en fonction d'un certain catastrophisme économique qui n'est pas sans parenté avec le luxemburgisme bien qu'il soit fondé sur des présuppositions entièrement différentes. [...] Paul Mattick appartient à une génération qui n'a pas la naïveté de croire que la révolution est en vue dès que le capitalisme entre en crise. [...] Le catastrophisme de Paul Mattick n'est plus aussi optimiste que celui de Marx ou même de Rosa Luxemburg. Mais il n'est pas non plus tout à fait désespéré.

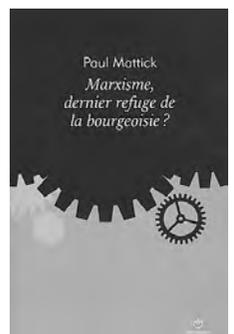
**Pierre Souyri**

(*Annales*, vol. 34, n° 4, juillet-août 1979)

## À LIRE



**Marx et Keynes**  
Paul Mattick,  
Gallimard (Tel), 2010



**Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?**  
Paul Mattick,  
Entremonde, 2011

**en lutte** NOUS REPRODUISONS ICI LES TEXTES DISTRIBUÉS PAR DES MILITANT-E-S DU COLLECTIF FAUT PAS PUCER<sup>1</sup>, QUI SONT ALLÉ-E-S PERTURBER LE DÉROULEMENT DU SALON INTERNATIONAL DE LA SÉCURITÉ ET DE LA QUALITÉ ALIMENTAIRE (SISQA) À TOULOUSE, LE 15 DÉCEMBRE 2012.

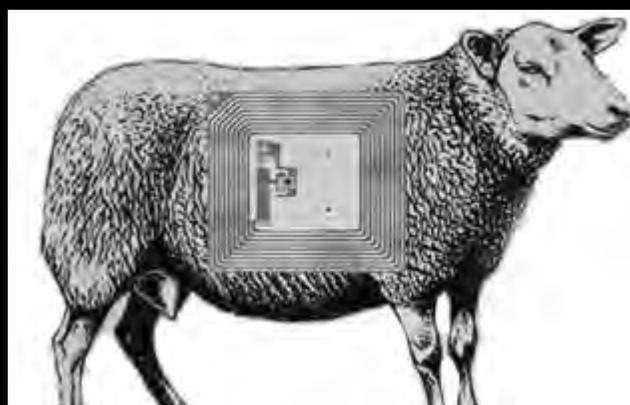
# NOS FERMES NE SONT PAS DES USINES

Pourquoi nous refusons le puçage électronique des animaux d'élevage

1. Pour contacter le collectif Faut pas pucer : [fautpaspuceur@laposte.net](mailto:fautpaspuceur@laposte.net) ou Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, un certain nombre d'éleveurs et d'éleveuses affirment leur refus du puçage électronique des bêtes. Depuis juillet 2010, la pose de puces RFID (qui sont des mini-ordinateurs) à l'oreille des agneaux et des chevreaux est rendue obligatoire en France par une réglementation qui traduit une directive européenne. Dans le courant de 2013, ce sont toutes les chèvres et les brebis qui devront être puçées.

Des personnes qui ne se voient pas comme de simples producteurs et productrices (de viande, de lait...) refusent d'obtempérer devant cette énième injonction administrative. Elles risquent pour cela de se voir supprimer une bonne partie de leurs primes, sur lesquelles reposent pourtant leurs revenus. Des groupes se sont créés, à différents endroits de France, pour organiser une résistance à cette obligation absurde. Ils rassemblent parfois aussi des gens extérieurs à la profession agricole. On peut aussi avoir un aperçu de cette lutte à travers le film *Mouton 2.0* (qui se trouve en librairie ou sur Internet) et à travers les textes rassemblés sur le site [contrelepucage.free.fr](http://contrelepucage.free.fr). Notre refus est motivé par la conviction que ce type de contrôle s'inscrit dans un long processus qui confisque de l'autonomie aux individus, modifie le travail humain et le standardise de plus en plus. C'est d'abord dans les usines que les gestes ont été répertoriés, décomposés, transformés, recomposés et restitués au travailleur sous forme d'injonction. Puis, cette tendance à la rationalisation a envahi tous les secteurs d'acti-



vit. Actuellement, elle se renforce terriblement grâce à l'ordinateur et à Internet, vecteurs parfaits de la bureaucratie et du taylorisme. Partout dans le monde du travail, on automatise pour gérer la masse au détriment du soin et de l'attention : que ce soit à l'école, à l'hôpital, dans les services sociaux, les bibliothèques ou... les élevages, on met à l'écart le savoir-faire personnel, on neutralise l'initiative individuelle.

Nous pensons que le monde agricole offre une bonne loupe pour comprendre cette dynamique perverse à l'œuvre dans notre monde. Nous refusons le puçage car nous ne voulons pas de la traçabilité de tous et toutes comme remède aux pathologies d'une organisation sociale démesurée. Nous rejetons la production de masse, qu'il s'agisse de nourriture, de services ou de multiples faux besoins que le capitalisme industriel a créés.

S'il est impossible de garantir que la nourriture produite sur le marché mondial ne soit pas un poison, alors c'est le marché mondial qu'il faut remettre en cause. On ne peut pas espérer que ce marché puisse être amélioré moyennant quelques labels ou quelques règles de plus. Il ne peut y avoir de qualité dans une organisation sociale où 2 % de la population produit la nourriture pour toutes et tous les autres (c'est notamment le cas de la France). Dans une pareille situation, la qualité fait défaut à tous les niveaux. Il ne peut y avoir une bonne qualité de vie et de travail pour celles et ceux qui produisent : soumis aux prix du marché, leur travail est à peine payé, leurs journées sont à rallonge, l'amour pour leur métier est remplacé par la contrainte de l'efficacité. Il n'y a pas de qualité des produits car cette dernière ne dépend pas des normes suivies mais du savoir-faire et du soin de celle ou celui qui travaille. Il n'y a que la relation directe avec l'autre qui puisse mettre en valeur ces qualités personnelles.

Peut-on imaginer que la qualité soit à l'image de ce salon où la tétée des veaux est mise en spectacle pour les plus petit-e-s ? Où la ponte des œufs est programmée ? Où l'on promène des brebis électriques sous la lumière froide des néons nucléaires ? Ce monde artificiel nous laisse-t-il le moindre espoir de penser la parole « qualité » autrement que comme une simple adéquation à des normes bureaucratiques et industrielles ?

TEXTE MIS EN FORME PAR TONIE

## Texte distribué au salon international de la sécurité et de la qualité alimentaire

Le 15 décembre 2012, nous sommes allés perturber le déroulement lisse et harmonieux du SISQA à Toulouse, à l'initiative du collectif Faut pas pucer, pour manifester notre hostilité au puçage électronique des animaux d'élevage. Le SISQA est une sorte de salon de l'agriculture, « le plus grand marché de Midi-Pyrénées ». C'est un gros rendez-vous commercial pour les exposants et une belle opération marketing pour la profession agricole et le conseil régional Midi-Pyrénées. L'année 2012 était sa dixième édition, elle a été marquée par la visite du ministre de l'Agriculture. Cette vitrine des labels et de la traçabilité est une des fiertés (au même titre que Golfec et Sanofi) du président de région Martin Malvy. Nous étions une cinquantaine à avoir choisi comme point de départ de notre action le hall appelé « la ferme », où des animaux sont exposés et où sont mis en spectacle quelques moments de la vie d'une ferme : la tétée des veaux, l'éclosion des œufs, le soin aux bêtes.

Nous avons déployé une banderole « Non au puçage » devant une vingtaine de brebis blasées ruminant sous les néons et les appareils photo numériques. Puis nous avons déambulé pendant plus d'une demi-heure dans le salon en criant entre autres : « Nos fermes ne sont pas des usines ! Des brebis, pas des robots ! Les labels aux chiottes ! À bas la traçabilité ! ». Nous avons également distribué un tract avec au recto un pastiche de l'oie mascotte du SISQA et au verso un texte expliquant notre refus du puçage. (...) Merci de faire connaître cette manifestation autour de vous. Des opposant-e-s au puçage électronique des animaux d'élevage



LE DÉVELOPPEMENT DE LA CITÉ capitaliste continue, le zonage et la spécialisation des territoires se renforcent. Ici on produit de la carotte, là du divertissement et là-bas du traitement des déchets. La « réduction » de la durée de nos trajets, parfois quotidiens, entre deux villes modernes (avec leur traditionnel centre-ville piétonnisé où l'on consomme dans les mêmes chaînes de magasins en circulant sur les mêmes pavés) détruit une notion du temps, un rapport d'être au monde. L'accélération des transports accompagne et justifie celle de nos vies : au travail ou chez soi, l'on se retrouve avec toujours plus de tâches à faire, toujours plus vite. À l'heure où l'enracinement, l'amélioration longue et patiente de ses conditions d'existence, la création de liens stables d'entraide

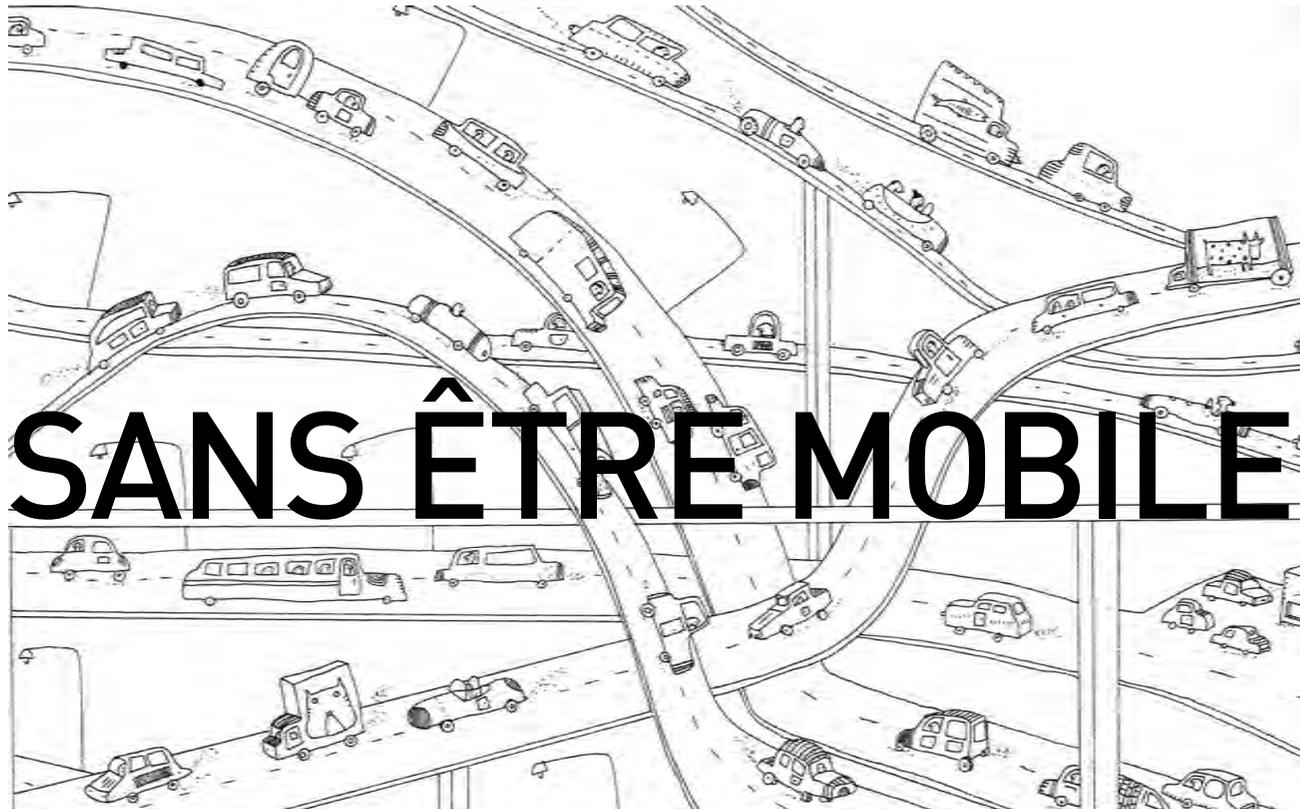
et de solidarité sont combattus ou rendus quasi impossibles par le fonctionnement quotidien de la société techno-industrielle, l'immobilité peut ainsi apparaître comme une valeur révolutionnaire. La mobilité des travailleuses et des travailleurs ainsi que des touristes est continuellement valorisée, voire imposée, mais de nombreuses contraintes à l'immobilité existent également. Les personnes sans papiers ou les travailleuses et les travailleurs migrant-e-s ne le savent que trop bien. Pour certains emplois, elles et ils sont assigné-e-s à résidence, ou leur passeport leur est confisqué à leur arrivée dans le pays exploiteur. Les femmes, que l'on a voulu assigner

à l'espace privé, subissent également des contraintes dans leurs déplacements du fait de la violence masculine intrinsèque au système patriarcal.

Contre l'idéologie libérale de la circulation massive des marchandises, y compris humaines, contre l'étalement urbain et le triomphe de la bagnole, contre la grande vitesse et ses destructions, il ne s'agit pas de refuser en bloc toute perspective de déplacement, mais de retrouver la pleine et entière maîtrise de notre mobilité. La relocalisation et le questionnement sur l'utilité sociale et écologique de nos activités, l'immobilité choisie, la pratique de l'auto-stop, du vélo ou de la marche sont des pistes à creuser pour arrêter de circuler toujours plus vite et plus souvent, d'un lieu d'exploitation-consommation à un autre.

NOUS NOUS DÉPLAÇONS DE PLUS EN PLUS POUR DES RAISONS PROFESSIONNELLES OU POUR NOS LOISIRS, MAIS LE PLUS SOUVENT SANS QUE CELA NOUS TRANSFORME ET NOUS TRANSPORTE RÉELLEMENT VERS D'AUTRES UNIVERS.

# BOUGER



# SANS ÊTRE MOBILE

**LE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS**, du tramway au TGV, du métro à l'avion, sans oublier la route, engendre des déplacements plus fréquents sur de plus longues distances. Les chantres de la mobilité se réjouissent : la liberté de circulation n'est plus un vain slogan, il est désormais possible de faire fi des particularismes, de quitter n'importe quelle bourgade pour aller voir si l'herbe est plus verte ailleurs, d'aller à la rencontre d'autres personnes dans d'autres lieux, ou encore de travailler là où ça nous arrange. Effectivement, au premier abord, la création incessante de nouvelles lignes de métro ou de nouvelles routes permet à chacun-e de se rendre facilement au travail depuis son domicile. De même, le développement des lignes à grande vitesse, des aéroports et des voyages aériens à bas prix permet de voyager plus fréquemment vers de plus en plus de destinations. Mais si on définit la mobilité comme le fait d'une rupture d'équilibre, d'un vecteur de changement, sommes-nous si mobiles que cela ? De quel dépaysement fait-on l'expérience lorsqu'on profite de chaque semaine « de libre » pour aller à un endroit différent à l'autre bout du monde ? Y a-t-il une rupture dans le fait de parcourir chaque jour de la semaine le même itinéraire aller-retour ? Il apparaît clairement que la véritable mobilité ne se mesure pas au nombre de kilomètres parcourus.

## MOBILITÉ SOUS CONTRAINTE

Qu'est-ce qui distingue les cadres qui prennent le TGV chaque week-end, voire chaque jour, pouvant ainsi vivre et travailler dans deux villes distinctes, et les employé-e-s qui prennent chaque jour le train régional ou celui de banlieue parce qu'ils

et elles n'ont pas les moyens de se payer un logement en centre-ville ? C'est la possibilité de choisir, le degré de contrainte, qui rend l'usage des transports nécessaire. Comme le dit Frank Michel, pour les premiers, « l'espace n'est plus une contrainte, il peut se franchir facilement » alors que, pour les seconds, « l'espace est bien réel, et les enferme peu à peu »<sup>1</sup>. S'il est effectivement pratique, voire confortable, de se rendre dans un espace bien desservi, facilement accessible depuis des trains à plus ou moins grande vitesse ou par la route, dans lequel on peut se déplacer aisément grâce aux transports locaux, ce confort crée un nouveau standard qui devient nécessité. Il est alors acquis que chacun-e peut faire cinquante kilomètres en voiture pour se rendre dans des zones d'activité isolées ou une heure de trajet dans les transports en commun pour aller dans le centre-ville. Les plus pauvres peuvent alors perdre beaucoup de temps ou d'argent dans leurs dépla-

## Y a-t-il une rupture dans le fait de parcourir chaque jour de la semaine le même itinéraire aller-retour ?

cements. Les chômeurs et chômeuses se voient par exemple parfois contraint-e-s d'accepter des emplois dans un rayon de cent kilomètres autour de leur lieu de résidence. Ce qui engendre certaines situations ubuesques... : ils et elles bossent pour pratiquement rien du fait des frais d'essence. D'un

1. Autonomie, Frank Michel, éditions Homnisphères, 2005.

autre côté, des personnes plus aisées peuvent s'offrir le luxe d'habiter près de leur lieu de travail ou de vivre à la campagne, dans une riche demeure accessible par l'autoroute. Dans tous les cas, la mobilité n'est ici qu'une aptitude, une capacité à s'adapter aux règles du marché, qui souhaiterait nous voir toutes et tous mobiles. On est loin de la liberté de circulation que seraient censés nous apporter tous ces aménagements techniques. Il semble de fait de plus en plus difficile de franchir une frontière par avion ou par rail pour qui ne possède pas les bons papiers. Les migrant-e-s illégaux à destination de l'Europe ou des États-Unis ne profitent d'ailleurs en rien des nouvelles opportunités de déplacements. Obligé-e-s de voyager par des moyens détournés, ils et elles doivent tout au long de leur trajet, et même une fois arrivé-e-s à destination, rester caché-e-s pour éviter les reconduites à la frontière. Ce n'est guère mieux pour les « légaux ». Dans l'agriculture, des saisonniers, souvent originaires du Maghreb, sont exploités avec obligation de dormir sur l'exploitation. Il y a quelques années, un accord permettant au patron d'exploiter et de payer les travailleurs au taux horaire du pays d'origine avait été envisagé. Un autre exemple est celui des travailleurs et travailleuses du Kerala (état côtier du Sud-Ouest de l'Inde) qui partent gagner de l'argent à Dubaï et se voient confisquer leur passeport à leur arrivée. Comme cela, ils et elles sont plus dociles. Que dire des chibanis, travailleurs maghrébins venus en France qui, après avoir exercé les sales boulots que peu veulent faire, sont maltraités une fois à la retraite. Leur pension ne leur est pas versée intégralement, mais est indexée sur le coût de la vie du pays de résidence, s'ils retournent au bled. Pour garder une retraite déjà peu épaisse à taux plein,

ils doivent justifier d'une présence importante en France. La mobilité qu'on nous vante n'a que faire de la liberté de circulation et d'installation des personnes.

## SE DÉPLACER SANS VOYAGER

Si l'on nous invite à bouger, c'est dans l'optique de nous faire participer à une véritable mobilisation au service du marché. Il faut que les personnes puissent se rendre à leur travail, mais il faut également faciliter et accélérer la circulation des marchandises et des consommateurs. De là se construit un discours social qui nous incite à aller toujours plus loin, toujours plus vite, et qui imprègne tous les aspects de notre vie. Le voyageur ou la voyageuse, faute de temps mais pas seulement, va parfois loin, visite de nombreuses villes, régions ou pays. « Cette année, j'ai fait le Kenya, Prague ou encore la Bretagne », dit-il ou dit-elle. Mais il ou elle le fait en restant avec ses semblables dans des lieux aseptisés prévus pour les divertir. Il et elle ne se confrontent pas réellement à la réalité sociale de l'endroit visité et donc voyagent sans altérité<sup>2</sup>. Tout est lissé, pour ne pas sortir du cadre, souvent celui de la consommation : consommation d'architectures typiques, de paysages remarquables, de folklore authentifié, d'événements sportifs internationaux, etc. Tout cela engendre l'achat de produits dérivés et régionaux dans le meilleur des cas. Ce constat est également valable avec les étudiant-e-s Erasmus qui ne sont pas « véritablement socialement mobiles, se regroupant lors de leur expérience dans des cocons ou des bulles »<sup>3</sup>. On peut dire qu'« aller loin n'est pas une assurance de dépaysement »<sup>4</sup> et que l'on peut « se déplacer beaucoup en étant peu mobile »<sup>5</sup>. Profiter pleinement de quelque chose ■■■



2. Pour une vision critique du tourisme, lire le dossier du n° 14 d'*Offensive* repris dans l'ouvrage *Divertir pour dominer*, collectif, l'Échappée, 2010.
3. *Mobilité sans racines. Plus loin, plus vite, plus mobiles ?*, sous la direction de Stéphanie Vincent-Geslin et de Vincent Kaufmann, Descartes & Cie, 2012, p. 26.
4. Ouvrage cité, p. 10.
5. Ouvrage cité, p. 10.
6. Les chiffres qui suivent sont tirés du rapport 2012 sur les chiffres clés du transport publié par le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement ([www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)).

# RYANAIR A TOUT COMPRIS AU LIBÉRALISME !

**LA PRINCIPALE** compagnie low cost en Europe maîtrise parfaitement les lois du marché, ceci pour le plus grand bonheur de son patron milliardaire et de ses actionnaires qui ont touché pour le dernier exercice respectivement 18 et 483 millions d'euros de dividendes<sup>1</sup>. Certain-e-s appellent ça la démocratisation des transports. Il est vrai que Ryanair permet à des personnes qui n'ont pas les moyens de prendre l'avion via les compagnies classiques de renouer et de maintenir des liens avec leur pays d'origine<sup>2</sup> ou tout simplement de passer un week-end dans un autre pays. Les deux secrets de Ryanair pour vendre des billets moins chers :

- Réduire ses coûts au maximum : beaucoup d'intérimaires, des cadences infernales, une rotation très rapide des avions, un remplissage au strict minimum des réservoirs de carburant, un seul type d'appareil, pas de boutiques, tout est monnayable (valises, boissons), etc. Les salarié-e-s, dont beaucoup ne dépassent pas la période d'essai, dépendent du droit irlandais (pas de salaire minimum, sécurité sociale

très réduite, charges moindres pour l'employeur). Ils et elles doivent par ailleurs payer une partie de leur formation et louer leur uniforme !

- Réclamer beaucoup d'argent aux collectivités (conseil général, conseil régional, communauté de communes, etc.), aux aéroports et aux chambres de commerce et d'industrie contre la promesse de faire venir des gens qui dépenseront de l'argent sur place (commerces, hôtels, etc.).

Le chantage est sans doute suffisamment attrayant pour que de gros travaux nuisibles, longs et très coûteux soient lancés. Partout où des avions de Ryanair décollent et atterrissent, des aides financières tombent dans son escarcelle, des subventions déguisées sous forme d'aide au marketing et à la communication versées à des filiales de Ryanair<sup>3</sup>. Et si à un moment les financeurs posent des questions sur les pratiques de Ryanair ou sur la hausse des sommes demandées, Ryanair menacera d'aller installer ses avions ailleurs. Ainsi, début 2011, Ryanair avait fermé sa base à Marseille après avoir été mis en

examen pour « travail dissimulé » à cause des contrats de travail déterritorialisés du personnel navigant. Cela n'avait pas empêché cette entreprise d'annoncer le lancement de nouvelles lignes à partir de ce même aéroport quelques semaines après ! Tant qu'il y a de l'argent à se faire...

Le lobbying se porte bien d'ailleurs puisque Ryanair est autorisé depuis le début de l'année 2013 à transporter les fonctionnaires de l'Union européenne qui bénéficieront d'un billet à prix fixe. Quelques prix encadrés en économie capitaliste, ça ne fait pas de mal ! Le mot de la fin est de O'Leary, le patron de Ryanair : « La meilleure chose qu'on puisse faire avec les écolos, c'est de les descendre. Ces têtes de nœud veulent réserver les voyages aux riches. Ce sont des luddites qui nous ramènent au XVIII<sup>e</sup> siècle ».

1. Capital.fr, 20 juillet 2012.
2. L'association L'Orage (Marseille) prépare un documentaire-fiction audio sur ce sujet.
3. Voir le film documentaire d'Enrico Porsia, *La Face cachée du low cost. Enquête sur le système Ryanair* sur <http://www.verite-lowcost.com>.

## LA MODERNITÉ CONTRE LE VOYAGE

« CELUI QUI S'EST déplacé par des moyens primitifs dans un pays peu développé sait qu'il y a, entre ce type de voyage et les voyages modernes en train, auto, etc., autant de différences qu'entre la vie et la mort. Le nomade qui se déplace à pied ou à dos d'animal, avec ses bagages chargés sur un chameau ou une voiture à bœufs, éprouvera peut-être toutes sortes de désagréments, mais au moins il vivra pendant ce temps. Mais celui qui roule à bord d'un train

express ou vogue à bord d'un paquebot de luxe ne connaît en fait de voyage qu'un interrègne, une sorte de mort temporaire. Et pourtant, du moment que les chemins de fer existent, il faut bien voyager en train, en avion ou en voiture. Supposez que je me trouve à soixante kilomètres de Londres. Si je veux rejoindre la capitale, qu'est-ce qui m'empêche de charger mes bagages sur un mulet et de faire le trajet à pied, au prix de deux jours de voyage ? Tout

simplement le fait que les autocars de la Green Line, me passant toutes les dix minutes au ras des oreilles, transformeraient mon équipée en une fastidieuse corvée. Pour apprécier les modes de déplacement primitifs, il faut qu'il n'y ait pas d'autres moyens disponibles. Aucun être au monde ne recherche la difficulté pour la difficulté. »

Georges Orwell,

Le Quai de Wigan, Ivrea, 1995, p.224-225

### À LIRE

■■■ demande un effort. C'est le cas dans la lecture d'un roman ou le franchissement d'un col à bicyclette. Cela ne l'est plus si on visite un site remarquable derrière son écran avec le site Google Earth. Ainsi on pourrait penser que l'accélération des transports, accompagnée d'une fréquence plus importante de nos déplacements, ferait de nous des êtres sans racines avec peu d'attaches territoriales. Paradoxalement, on cherche, avec les possibilités qu'offre la vitesse, à rester lié à nos proches et à une région ou bourgade que l'on aime. La vitesse nous permet de revenir chez nous tout en détruisant de plus en plus la possibilité de se sentir bien quelque part.

### UNE DÉBAUCHE DE MOYENS TECHNIQUES ET HUMAINS

Plus les transports vont vite, plus ils nécessitent des infrastructures et de l'énergie pour fonctionner. Des territoires entiers et les cultures qui leur sont liées sont saccagées (voir « Lutter contre la grande vitesse » p. 19) pour créer de nouvelles voies ferrées, de nouvelles gares, de nouveaux aéroports, de nouvelles voies rapides de circulation (autoroutes,

périphérique), etc. À ces dégâts directement visibles, il faut ajouter la consommation de ressources énergétiques, laquelle croît exponentiellement avec la vitesse des transports. Et il est possible d'avoir plus de moyens de transport seulement parce qu'il y a toujours plus d'électricité et de carburants disponibles, et donc que l'on continue d'exploiter des mines d'uranium, de charbon, ou des gisements de gaz et de pétrole. Pour que chaque jour des travailleurs et travailleuses puissent utiliser des transports de toute sorte, il faut bien que d'autres travaillent dans les mines, les aciéries, les chantiers... Sans entrer dans le schéma complexe de l'approvisionnement énergétique, les dépendances que créent les transports peuvent être mises en lumière avec des exemples plus proches

## La vitesse nous permet de revenir chez nous tout en détruisant de plus en plus la possibilité de se sentir bien quelque part.

de nous. Prenons le cas de la Régie autonome des transports parisiens (RATP), qui permet à de nombreux Franciliens et à de nombreuses Franciliennes d'aller au travail chaque matin et de consommer, y compris du loisir, pendant leur temps libre. Pour fonctionner, le réseau de la RATP a besoin de beaucoup de matériel et d'exploitation humaine<sup>6</sup>. Il y a 201,8 kilomètres de métro ou encore 3 247, 4 kilomètres de bus. Il circule 690 mètres pour 1 506 millions de voyages, 2 millions de voyages et 7,5 milliards de voyageurs au kilomètre (en 2010). Cette entreprise investit à hauteur de 1 250 millions d'euros et possède un effectif de 42 894 personnes. La possibilité de rentrer bourré sans s'éclater en bagnole après une soirée arrosée à Paris ou en banlieue a donc un coût. Est-on prêt-e à faire le taf du chauffeur de bus qui fait rouler un Nocilien la nuit ? Mais, plus généralement, nos déplacements se font encore majoritairement en voiture et l'avion reste un luxe. Alors, même si les vols *low cost* facilitent par exemple les visites de personnes ayant de la famille au *bled*, l'utilisation de l'avion, avec toutes ses nuisances sociales et environnementales, reste un privilège. Et on ne parle pas des bateaux amarrés au port qui sortent moins d'une demi-heure par an en mer. Prendre l'apéro sur un bateau, c'est chic...

Camille & Rimso !

LIGNE 135

Germano Zullo et Albertine



La Joie de Lire, 2012.

Ligne 135

Germano Zullo et Albertine  
La Joie de Lire, 2012.

Les illustrations proviennent de ce superbe album.





# LUTTER CONTRE LA GRANDE VITESSE

## INTERVIEW D'UN RÉSISTANT AU PASSAGE DU TGV EN EUSKADI

MIKEL, DE SAN SEBASTIÁN (DONOSTIA), MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE DE LUTTE CONTRE LE TGV/AHT, NOUS PARLE DE LA RÉSISTANCE À LA GRANDE VITESSE ET À SON MONDE AU PAYS BASQUE (EUSKADI).

Propos recueillis  
Camille  
et mis en forme par  
Rimso!

**AU Pays Basque, il semble que l'opposition n'est pas du type « pas dans mon jardin » (NIMBY) mais qu'elle est accompagnée d'une critique globale du projet de TGV et de la société qui produit ces transports à grande vitesse...**

**Mikel :** Cela vient peut-être d'expériences antérieures. Aux origines de cette lutte, on trouve des personnes qui avaient combattu un projet d'autoroute entre Pampelune et Iruña (en Navarre/Nafarroa) et San Sebastián (Donostia). Ce combat s'était soldé par un accord pour un changement de tracé concernant quelques kilomètres. D'autres personnes luttèrent contre le super port de Bilbao-Bilbo (en Biscaye-Bizkaia). Il s'agit donc de personnes qui ont participé à d'autres mouvements contre les grandes infrastructures.

L'accord final suite à la lutte contre l'autoroute n'était pas satisfaisant, nous avons été déçus. Cela allait contre nos principes car nous questionnions le modèle même d'autoroute. Dans la zone de Bilbao, un gros travail avait été fait mais le questionnement n'avait pas pris une dimension globale. Cela se passait en 1993, et un problème plus général se posait au sein du mouvement écologiste. Dans ces années-là, au Pays basque sud et en Espagne, on assiste à une sorte de professionnalisation du militantisme écologiste. Le thème du développement durable prend toute la place. Le mouvement écologiste perd un questionnement plus large du modèle de société. Les discussions internes sont plus générales. On se retrouve donc avec des personnes qui engagent une lutte contre le TGV en soulignant les problèmes du modèle de société et du développement. Les lectures officielles du projet changent. Le thème de la métropolisation devient central. Avec le TGV, les décideurs veulent relier les capitales du Pays basque grâce à la grande vitesse alors qu'il y a peu de distance entre elles. Ils parlent de créer une mégaville, une mégacité basque, qui serait un espace hautement urbanisé et très compétitif vis-à-vis des autres grandes villes européennes.

**Quelles communes ou régions seraient regroupées dans cette mégacité basque ?**

Cela concerne essentiellement la communauté autonome basque. Le Pays basque est divisé en différentes administrations. On a d'un côté la communauté autonome basque (les trois provinces dont Bilbao, Vitoria-Gasteiz et San Sebastián sont les

capitales), de l'autre la Navarre et le Pays basque nord. Le trajet de TGV va plus loin car les axes prévus vont jusqu'à Santander (Cantabrie) d'un côté, Valladolid (Castille-León) d'un autre, ils s'étendent vers l'est jusqu'à Saragosse (Aragon) et au nord jusqu'à Bordeaux. C'est un espace, le tripode, dont le centre serait la communauté autonome basque. Le pouvoir parle de trois capitales reliées à grande vitesse. Ce discours date de la moitié des années 1990 et a également été un thème assez central dans le questionnement du modèle de société lié à ces grands projets. Nous commençons après une première vague de contestation au Pays basque nord. Le projet du Pays basque sud comprend le « Y basque », qui relie les trois capitales et le couloir navarrais. Cela forme un réseau en forme de H très dense : quatre cents kilomètres de lignes à grande vitesse sur une surface de vingt mille kilomètres carrés. Les études ont commencé à la fin des années 1980, avec la désinformation et sans aucune consultation publique, de manière secrète, pourrions-nous dire... Le conflit concernant l'autoroute a marqué les esprits. L'avant-projet fut terminé au début des années 1990 et devait avoir une continuité européenne. Des études avaient été engagées avec la région Aquitaine pour faire un nouveau réseau à grande vitesse entre Dax et Irun (Gipuzkoa) dans le but de donner au projet du Pays basque sud une continuité vers Paris. La première phase de résistance a commencé dans le Labourd, au Pays basque nord, à la fin de l'année 1992. C'est un mouvement différent, qui continue actuellement et qui a une très grande force. La contestation des populations

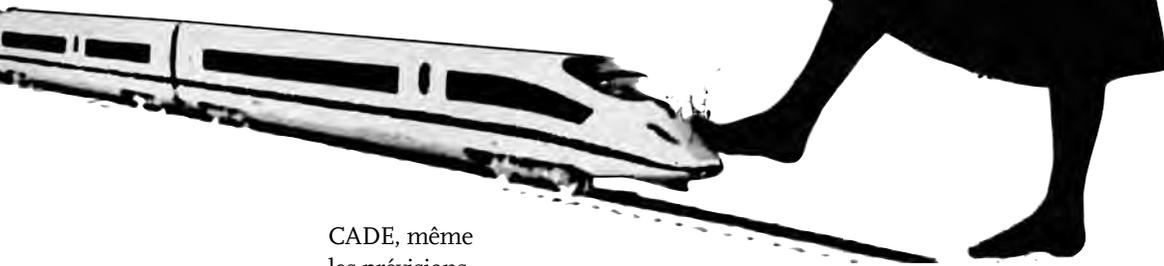
## ET LE TRANSPORT DES MARCHANDISES ?

**C'EST LA MOBILITÉ**, c'est-à-dire les déplacements, volontaires ou contraints, des personnes, qui nous intéresse ici. Bien que les êtres humains soient souvent perçus comme des marchandises, que leur circulation soit traitée comme un flux de choses par les gestionnaires, et que les techniques d'un domaine et de l'autre se recoupent largement, la mobilité des personnes et le transport des marchandises correspondent en pratique à des réalités différentes. Deux brochures (voir ci-bas) récentes analysent les transformations du transport de marchandises, notamment suite à la généralisation des technologies de l'information et de la communication, des RFID, et surtout de l'usage du conteneur, à l'échelle mondiale. Elles mettent en avant l'importance stratégique de toute la chaîne logistique, notamment ses possibles points de faiblesse dans des luttes de classes.

### À LIRE

- « Marchandises, transport, capital et lutte de classes », **Échanges et Mouvement**, mai 2012
  - « Soudain un inconnu vous offre un conteneur. Transport maritime & production mondiale », automne 2012.
- Disponible sur <http://reposito.internetdown.org>

■■■ locales est très forte. Deux cents riverains se sont retrouvés dans des réunions publiques à Urrugne (Urruñia) et ils ont été nombreux dans tous les villages concernés. La réaction populaire a été très forte et la CADE, la Coopération des associations de défense de l'environnement s'est créée et a initié son propre discours. Pour la



CADE, même les prévisions d'augmentation de trafic les plus élevées pourraient être absorbées par l'infrastructure actuelle de la SNCF. Ses membres questionnent aussi la métropolisation car la grande vitesse renforce les grands pôles et le Pays basque nord tend à être absorbé par les grandes mégapoles. Leur réflexion est plus centrée sur des alternatives techniques. C'est grâce à cette première vague de contestation que nous nous sommes intéressés à ce sujet. Au Pays basque sud, des questions comme celles du modèle social et du développement sont soulevées, mais la réponse des populations directement concernées n'a jamais été aussi forte. C'est notre principale faiblesse. Contrairement à la nôtre, la lutte dans le val de Susse (Val di Susa) contre le TGV/TAV Lyon-Turin est réellement populaire. Chez nous, la lutte a été très longue avec des acteurs très différents. Divers groupes ou organisations ont fait parler leurs experts et ont

donné leur point de vue sur ce projet. Dans les moments les plus forts, en 2008 par exemple, la mobilisation a peut-être été forte mais jamais comme celle du val de Susse ou celle du Pays basque nord. L'intérêt de notre participation à cette lutte est qu'elle questionne le modèle de société dans son ensemble.

#### Comment expliques-tu que la lutte soit populaire au Pays basque nord, et pas au sud ?

C'est difficile à dire. D'un certain côté, nous vivons déjà dans une société très urbanisée avec une forte tradition industrielle. Au cours des deux dernières décennies, un grand nombre de nouvelles infrastructures (routes, grands ports, etc.) ont été créées à une vitesse incroyable suite à l'intégration à l'Europe. Il faut aussi prendre en compte le fait que le « Y basque » est à 90 % sous tunnel dans le Gipuzkoa, qui est un territoire montagneux... Il

s'agit donc d'un vaste chantier. Dans le Y basque, cent cinq kilomètres de tunnel sont prévus ! Cela concerne beaucoup de cantons, de villages de montagne, mais le nombre de personnes directement concernées n'est pas aussi grand qu'au Labourd. Se pose aussi la question de l'engagement du Parti nationaliste basque (le PNV est de centre droit) en faveur du projet. Pour le gouvernement autonome basque, le PNV, le PSOE (parti « socialiste ») et les grands partis en général, ce projet était un projet phare. Leur soutien a donc limité la contestation. Quelques contradictions se sont ensuite révélées et des membres de ces partis ont participé de façon minime aux luttes contre le TGV... Un ensemble de facteurs explique cette plus faible mobilisation.

#### Le lien entre le TGV et la métropolisation est-il mis en avant dans la lutte ?

C'est une question centrale. Les institutions parlent d'une « bascopolis ». La fonction officielle du TGV est de relier les capitales et de créer une grande zone urbaine à l'échelle européenne. Cela s'accompagne de plans d'aménagement du territoire dans lesquels la LGV (ligne à grande vitesse) a un rôle fondamental. Les décideurs voudraient que la communauté autonome basque devienne une seule métropole. Ils sont bien loin d'y arriver car chaque territoire oppose beaucoup de résistance et d'inertie. Entre les décideurs eux-mêmes, des contradictions apparaissent. Le projet fonctionnerait avec une grande mobilité entre les capitales. Au niveau local, le projet de métro de San Sebastián fait beaucoup parler.

## CHEZ SOI NULLE PART

« SI LA MOBILITÉ conserve encore quelque peu son prestige ancien, elle ne peut pourtant plus permettre à quiconque d'échapper à la mobilisation par l'économie moderne. Ce que promettait la liberté de circulation a en réalité été détruit en même temps que la possibilité de ne pas en user : astreints au salariat, à la quête de moyens d'existence et aux loisirs organisés identiquement, les individus ont collectivement perdu dans cette course économique leurs raisons de quitter un lieu, comme de s'y attacher. La libre circulation a été une des causes les plus sûres de renversement des despotismes, mais en fin de compte ce sont les marchandises qui l'ont conquise, tandis que les hommes, ravalés au rang de marchandises qui payent, sont convoyés d'un lieu d'exploitation à l'autre. Au terme de ce processus, la promesse

d'émancipation que contenait le fait de ne plus être contraint de passer son existence dans un lieu unique s'est renversée en certitude malheureuse de ne plus être chez soi nulle part, et d'avoir toujours à aller voir ailleurs si l'on s'y retrouve. Le TGV correspond à ce dernier stade : il y a en effet une certaine logique à traverser le plus vite possible un espace où disparaît à peu près tout ce qui méritait qu'on s'y attarde ; et dont on pourra toujours aller consommer la reconstitution parodique dans l'Eurodisneyland opportunément placé à "l'interconnexion" du réseau. »

Extrait de *Relevé provisoire de nos griefs contre le despotisme de la vitesse à l'occasion de l'extension des lignes du TGV*, Alliance pour l'opposition à toutes les nuisances, L'Encyclopédie des Nuisances, 1998, p. 17-18

#### Peux-tu nous parler de ce projet de métro ? Est-il urbain ou fait-il le tour de la ville ?

C'est un projet sur un réseau d'environ trente kilomètres qui s'étend au-delà de la zone périphérique, ce qui est une nouveauté. Il va d'Irun (frontière nord) à Zumaya-Zumaia (Guipuscoa-Gipuzkoa). Le métro est censé renforcer le caractère métropolitain de San Sebastián et de ses alentours. Cela a engendré une grosse polémique car les travaux devraient commencer presque au centre de San Sebastián. Ce fut très rapide. Il faut dire que les socialistes ont fait partie du gouvernement pendant les quatre dernières années. Ils ont tout accéléré, aussi bien les travaux du TGV que le

(IM)MOBILISATION GÉNÉRALE!

projet de métro. Ils étaient à deux doigts de commencer les travaux au centre de San Sebastián sans aucune contestation sociale, mais la mairie n'est pas d'accord. Elle considère que c'est une atteinte à l'autonomie municipale. Comme il n'y avait pas de réponse sociale, nous avons publié un document et mis en place une table ronde pour commencer à engager un débat social. Il faut s'armer un minimum face à ce projet... Les gens du Pays basque nord sont étonnés par la rapidité avec laquelle ces grands projets d'infrastructures sont entamés par les institutions au Pays basque sud. La politique de l'État espagnol en ce qui concerne les infrastructures est assez exceptionnelle. Il veut construire un réseau de dix mille kilomètres de lignes à grande vitesse. En 2008, les deux tiers des travaux de lignes à grande vitesse se concentraient dans l'État espagnol. Tous ces projets soutenus par l'Europe s'expliquent par le poids du BTP dans l'économie. Les divisions en régions autonomes les favorisent aussi. Les grandes infrastructures sont toujours l'occasion de marchandages politiques entre le gouvernement central et les régions autonomes. Toutes ces infrastructures sont un pari politique. Une personne étudie par exemple la politisation de la grande vitesse en Espagne. Elle est une porte d'entrée pour une contestation qui critique le modèle de société. Ce ne sont pas seulement des discussions techniques, cela va plus loin, même chez les politiciens, et l'on ne retrouve pas ce phénomène dans les autres pays européens. Le discours sur la grande vitesse est très politique. Au Pays basque nord, on débat autour de chiffres comme

ceux de la saturation des transports, alors que chez nous, on utilise de grands mots magiques : le progrès, la marginalisation, etc.

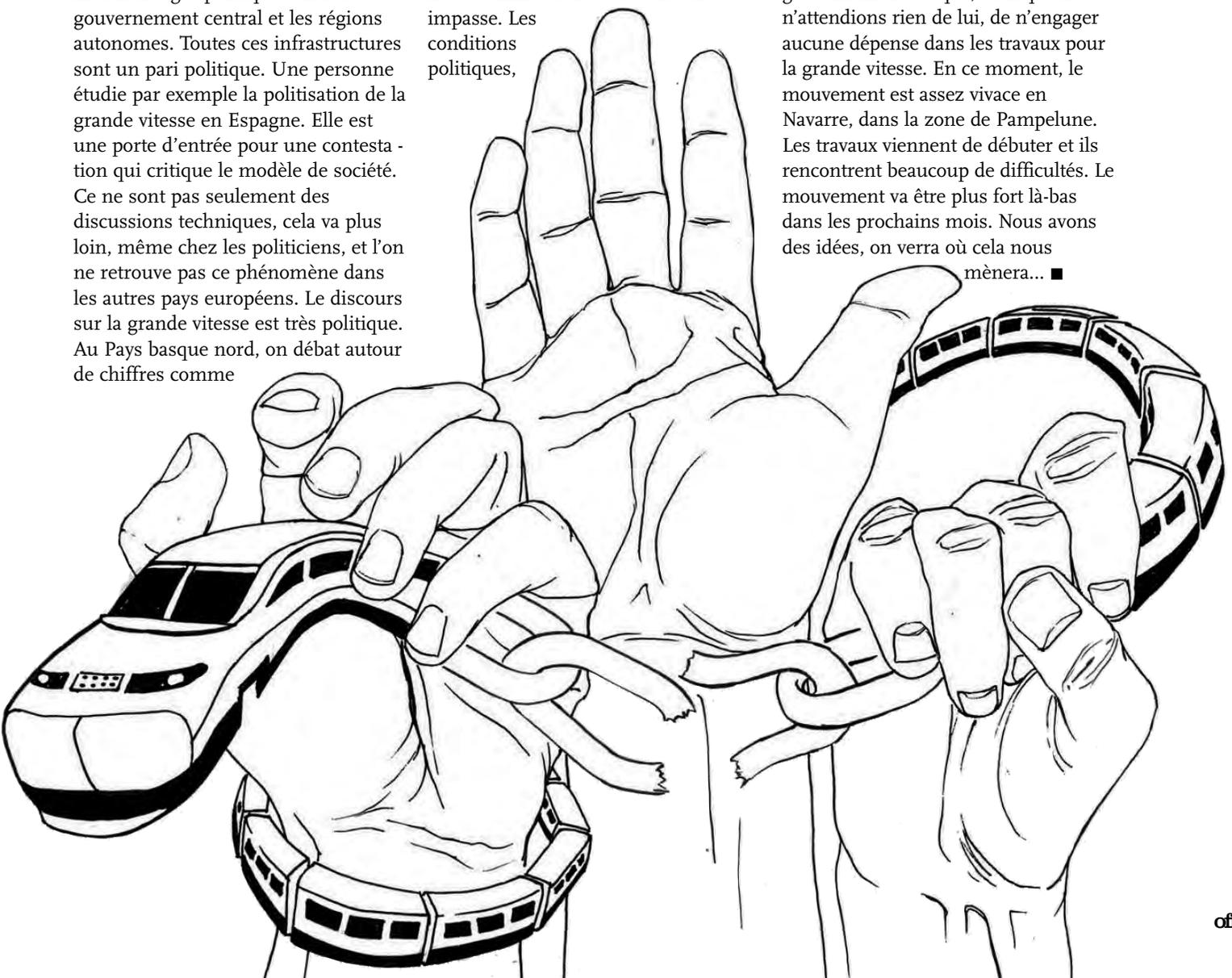
### Un discours idéologique promeut donc ces projets ?

Oui, il n'y a jamais eu de discours à un autre niveau. L'idéologie de la modernisation est très forte. Nous serions en retard par rapport à l'Europe, ce qui est faux. Actuellement, l'État espagnol est le deuxième pays européen, et il a plus de lignes à grande vitesse que la France. C'est la même chose en ce qui concerne les kilomètres d'autoroutes. Nous avons dépassé la moyenne européenne.

### À l'heure actuelle, y a-t-il des mobilisations ?

Nous allons organiser des rassemblements devant les délégations du gouvernement basque dans les capitales. Les travaux sont en cours. Ils ont débuté en 2006. Cela fait déjà six ans. C'est un long mouvement qui a subi une forte croissance entre 2006 et 2008, avec beaucoup d'acteurs et de dynamiques. À partir de 2009, nous nous sommes retrouvés dans une impasse. Les conditions politiques,

la criminalisation et nos rapports internes ont fait que nous n'arrivons pas à nous mettre d'accord sur les stratégies de lutte, sur les formes de lutte que nous devons engager. Les travaux ont continué et, pour le Y basque, ils concernent aujourd'hui tout le parcours. Les dégâts sont déjà très importants, mais il reste encore 70% du budget à dépenser. Nous nous trouvons dans une situation assez contradictoire. Le fait que les travaux aient commencé dans de nombreux villages a beaucoup démobilisé mais, d'un autre côté, ils sont encore loin de la fin et rencontrent des difficultés. Les dates de mise en service reculent tout le temps. Au début, on disait que le réseau fonctionnerait en 2010, puis en 2013, en 2016... Maintenant, on parle de 2018. La crise commence à avoir une incidence sur la capacité d'investissement. Nous soulignons les coupes faites dans les dépenses sociales quand des dépenses énormes sont prévues pour ces infrastructures. Nous allons nous rassembler la semaine prochaine (la semaine du 18 février 2013) pour dénoncer ce projet et demander au gouvernement basque, bien que nous n'attendions rien de lui, de n'engager aucune dépense dans les travaux pour la grande vitesse. En ce moment, le mouvement est assez vivace en Navarre, dans la zone de Pampelune. Les travaux viennent de débuter et ils rencontrent beaucoup de difficultés. Le mouvement va être plus fort là-bas dans les prochains mois. Nous avons des idées, on verra où cela nous mènera... ■



# DE LA MOBILISATION TOTALE À LA DISLOCATION SOCIALE

1. Rappelons que l'exode rural commencé il y a plusieurs siècles en Occident se poursuit partout dans le monde. Le journal *Libération* déclare dans son édition des 5-6 janvier 2013 que « de 2007 à 2050, les métropoles du monde absorberont encore 3,1 milliards de villageois migrants. À cette date, 70% des gens vivront en ville » [Et le journaliste de se réjouir de cette preuve d'« un incroyable dynamisme économique »...].
2. Jacques Ellul, *Métamorphose du bourgeois* (1<sup>re</sup> édition 1967), La Table ronde, 1998, p. 278.
3. Jacques Généreux, *La Dissociété*, Seuil, 2006.
4. Fabien Ollier, *L'Idéologie multiculturaliste en France. Entre fascisme et libéralisme*, L'Harmattan, 2004. Lire l'entretien avec cet auteur dans *Offensive* n° 12, novembre 2006.

**LE RÉSULTAT DE DEUX SIÈCLES** de concentration des moyens de production et des capitaux, redoublés par la centralisation de l'État, a conduit à faire de nos sociétés des sociétés de masse. Cela ne se mesure pas seulement aux milliers d'individu-e-s qui parcourent en foules indistinctes les rues des grandes métropoles, aux phénomènes de surpopulation qui mettent en danger les équilibres naturels et sociaux, ou au développement d'une standardisation des biens, des goûts, et finalement des esprits, du fait de la culture de masse développée par le capitalisme. Cela s'éprouve désormais au quotidien dans les logiques de gestion des populations, d'administration totale, qui nous surplombent à l'échelle nationale et internationale. Jamais comme aujourd'hui l'humanité n'avait pu autant éprouver sa « condition statistique », pour reprendre une expression de Paul Valéry. Chacun-e est un chiffre dans une suite de courbes, dans une colonne, dans un pourcentage. Plus encore : nous ne sommes plus que des particules dans des flux, dont la maîtrise est désormais l'une des activités centrales des sociétés contemporaines. La raison en est simple : le capitalisme et la technologie modernes ont toujours été des vecteurs de mobilisation totale. La variante militaire de la mobilisation, où des populations entières sont enrôlées au service des affrontements impérialistes, n'est en effet qu'un exemple parmi d'autres d'une tendance profonde du système actuel : celle qui consiste à réquisitionner et à mettre en mouvement à l'échelle de pays, de continents, voire du monde entier, des populations déracinées de leur lieu d'habitation par la « modernisation »<sup>1</sup>, des matières premières arrachées à la croûte terrestre par l'industrie, des produits finis ou semi-finis en quantités exponentielles, et ce afin de permettre au Capital de poursuivre son processus d'autovalorisation.

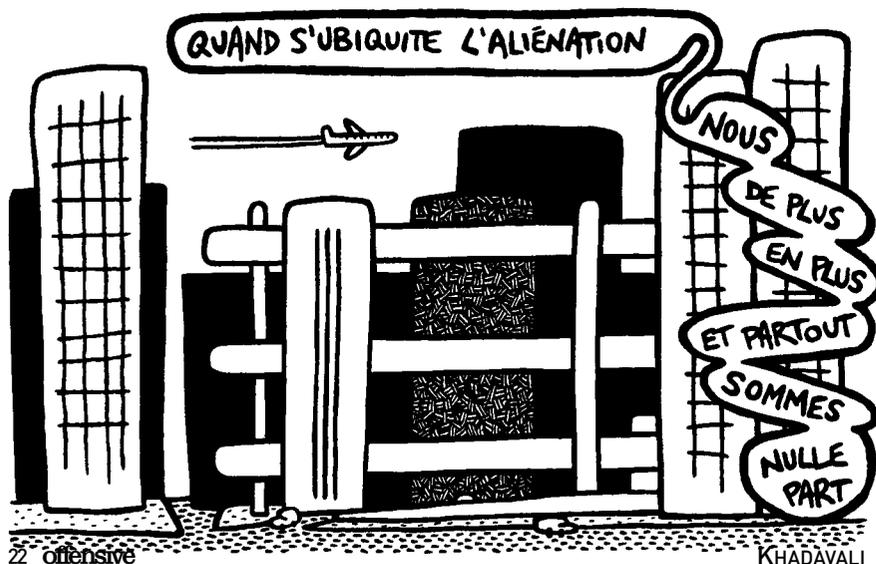
## SURSOCIALISATION

On se retrouve donc aujourd'hui face à un paradoxe. D'un côté, la société de masse se caractérise par une sursocialisa-

tion des individu-e-s. « Il y a de plus en plus de contacts humains, chacun rencontre cent personnes chaque jour, mais de ce fait même il n'y a plus de vraie rencontre possible, qui demande du temps, de l'attention, un don de soi, une patience », notait déjà Jacques Ellul dans les années 1960<sup>2</sup>. Cette multiplication effrénée des relations sociales produit une sensation d'étouffement, d'épuisement par débordement, par impossibilité de consacrer du temps à tout le monde. En outre, la sursocialisation est renforcée par la croissance et l'accélération des modes de transport, ainsi que par l'essor des technologies de communication. Le voyage et le nomadisme sont systématiquement valorisés, au point de devenir l'idéologie du capitalisme contemporain : « il faut bouger », « être en mouvement ». La soif d'ubiquité (être partout en même temps, tout le temps), l'impossibilité de rester en place, l'hyperactivité, sont devenues les maladies du siècle. A priori, cette érosion des systèmes d'assignation à un lieu, un territoire, un espace donné, aurait pu avoir des effets émancipateurs, à l'image de l'éclatement des milieux fermés qui l'accompagne : désormais, prisons, écoles, hôpitaux, usine, etc., ne peuvent plus exister dans leur forme classique. Mais cet éclatement se fait au profit d'une gestion à distance, au coup par coup, infiniment modulable en fonction des besoins du système : bracelet électronique pour les prisonniers, enseignement à distance via les nouvelles technologies, chirurgie ambulatoire, télétravail et intérim, etc.

## DISLOCATION

La sursocialisation actuelle se manifeste finalement sur les plans psychologique et sociologique par un phénomène de dislocation, dans tous les sens du terme : la distorsion du rapport au lieu, à l'espace, entraîne aussi une atomisation, un repli sur la sphère privée, la volonté de s'éloigner de ses semblables, perçus comme gênants ou nuisibles du fait de la massification. Ainsi se développe une tendance à vouloir rompre des liens sociaux perçus comme trop aliénants. Le paradoxe est là : la sursocialisation s'exprime notamment dans la volonté de s'en aller, dans l'utopie d'un retrait hors du monde social, le rêve d'une vie en autarcie, qui sont autant de formes réactives de dissociété<sup>3</sup>. Lesquelles sont en adéquation parfaite avec l'individualisme néolibéral. Renforcé par la crise économique et écologique, ce qui était projet de vie à l'échelle individuelle, familiale ou groupusculaire, devient un programme politique vantant le retour à des économies autocentrées à l'échelon national et territorial, comme on peut le voir avec la nouvelle vogue du protectionnisme ou les expériences de « relocalisation » de l'économie encouragées depuis certains conseils régionaux. Le multiculturalisme, dont la logique est de « dire le partage et faire l'apartheid »<sup>4</sup>, en avait déjà donné la formule de base dès les années 1980 : chacun chez soi dans sa communauté, et tout le monde sera content. Demain, ce rêve d'autarcie pourrait bien se réaliser de manière cauchemardesque en une mosaïque de collectivités closes et interconnectées, rendue possible par le développement de l'informatique et



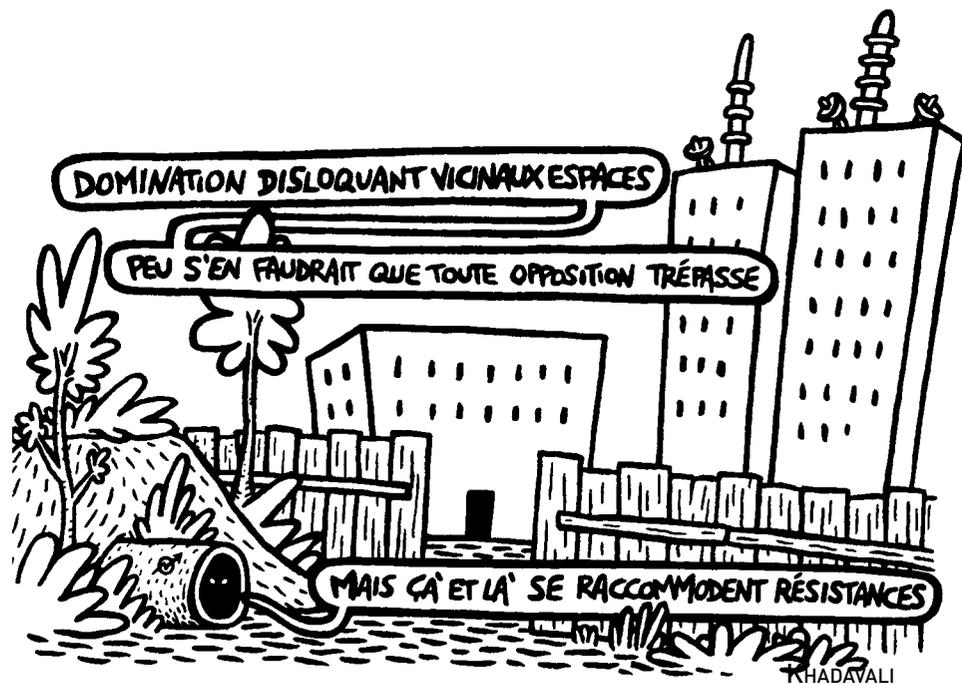
(IM)MOBILISATION  
GÉNÉRALE!

des réseaux. On aurait là une réalisation parodique, par le capitalisme, du rêve libertaire de microcommunautés auto-gérées, décentralisées et fédérées entre elles par des relations souples et révocables à volonté.

Dans cet engrenage entre sursocialisation et dissociation, ce qui disparaît, c'est finalement la société elle-même : des personnes unies par des rapports « institutionnalisés » stables et pérennes. Par « institutionnalisés », nous voulons dire unis par des engagements réciproques qui ne relèvent pas seulement de la convenance, mais d'une reconnaissance de l'altérité qui permet de « vivre avec » même si on ne s'apprécie pas, même si on n'a rien en commun. C'est cette démocratie vicinale<sup>5</sup> qu'une action politique radicale peut reconstituer, par la construction de rapports non aliénants de confiance et de coopération, dans lesquels des personnes différentes s'engagent à faire œuvre d'émancipation et de justice sociale. Mais cela suppose aussi d'en revenir à une forme authentique d'expérience de l'espace, sans laquelle cette démocratie de base ne peut exister.

### SE CONSTRUIRE PAR L'ESPACE

L'espace n'est pas simplement le cadre dans lequel nous évoluons, il est une partie constitutive de notre être. L'idéal de circulation sans contrainte sur lequel se sont bâties beaucoup de contestations politiques ces dernières décennies devrait être corrigé en ce sens. Car sous ses formes non policières, la contrainte fait partie de toute forme de circulation, elle est ce qui lui confère sa saveur. Se déplacer exige toujours un effort, une confrontation avec la matérialité de l'espace qui fait résistance à notre effort ; mais c'est en même temps cette résistance qui nous construit, dans le sens où elle nous procure le sentiment d'exister, d'exercer nos facultés contre elle. Elle fait évoluer nos aptitudes et modifie notre âme. Comme le disait un écrivain du siècle dernier, on n'est pas la même personne



lorsqu'arrivé au sommet d'un immeuble on a gravi un escalier au lieu d'emprunter un ascenseur, de même que franchir une montagne à pied ne procure pas les mêmes expériences que la traverser en voiture (voir encadré). C'est ce rapport dialectique qu'il s'agit de retrouver à travers des pratiques collectives de l'espace. Et ce qui vaut pour le mouvement vaut aussi pour l'immobilité, ou tout du moins pour la sédentarité. Être attaché à un lieu, par exemple, n'est pas nécessairement réactionnaire. En France, la plupart des luttes des années 1960-1970 se sont d'ailleurs construites à partir de là, en résistance aux formes de mobilisation et de fluidification des flux propres au capitalisme : depuis la grève des mineurs de Decazeville en 1961-1962 pour « vivre et travailler au pays », jusqu'à la lutte du Larzac de 1971 à 1981.

Patrick

5. De vicinus : le voisin ou la voisine. On parle des chemins vicinaux pour désigner ceux qui relient les villages proches les uns des autres.

### A LIRE

**Espace et lieu dans la pensée occidentale**  
Thierry Paquot  
et Chris Younès (dir.)  
La Découverte  
2012

## Accélération sociale et destruction de l'espace vécu

« La conscience de l'espace est étroitement liée à la manière dont on se déplace en son sein : tant que nous nous déplaçons à pied, nous percevons immédiatement l'espace dans tous ses aspects qualitatifs : nous le touchons, le sentons, l'entendons et le voyons.

La construction du réseau routier s'accompagne d'un aplanissement des terrains, de la suppression d'obstacles, d'une manipulation qualitative de l'espace : désormais, on ne le parcourt plus, on le franchit avec une efficacité maximale. Avec l'invention des autoroutes, l'espace est encore davantage réduit, comprimé, homogénéisé ; détourner le regard de la route qui défile

toujours à l'identique et le laisser errer dans l'espace constituent désormais un risque mortel.

Les automobilistes ne prennent plus connaissance de l'endroit où ils sont par le paysage qui défile autour d'eux, mais par l'intermédiaire de symboles abstraits au bord de la route, ou par les indications de leur ordinateur de bord. De ce point de vue, l'expérience moderne de l'"anéantissement de l'espace" a une base bien réelle. Enfin, les passagers d'un avion perdent toute relation avec l'espace topographique de la vie et celui de la surface terrestre ; l'espace ne représente plus pour eux qu'une distance abstraite, vide, et mesurée à la durée du vol. Les voyageurs

modernes ne luttent plus contre l'espace et ses obstacles mais contre la montre, puisqu'il leur faut arriver à temps pour ne pas rater leurs correspondances ou leurs rendez-vous. Ce passage d'une prédominance de l'espace à une prééminence du temps se reflète dans le fait que l'on se préoccupe de planification de l'action et d'éventuels incidents. Ainsi, il n'est pas rare que l'espace ne devienne plus qu'une fonction du temps : l'endroit où quelqu'un se trouve dépend du temps, et non l'inverse, qui est désormais obsolète. »

Hartmut Rosa,  
Extrait de *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, 2010, p. 128-129.

# LES VILLAGES D'INSERTION

## UNE FABRIQUE D'IMMOBILITÉS PRODUCTIVES

### À LIRE

Olivier Legros, « Les "villages d'insertion" : un tournant dans les politiques en direction des migrants roms en région parisienne ? », *Asylon(s)*, n° 8, 2010, [www.reseau-terra.eu](http://www.reseau-terra.eu).

**Roms et Tsiganes**, Jean-Pierre Liégeois, La Découverte, 2009.

**De la lutte des places à la lutte des classes**, Michel Lussault, Grasset, 2008.

**ENTOURÉS DE PALISSADES** en tôle blanche qui dissimulent des caravanes, des bâtiments modulaires dits « Algeco », ou des petits chalets de bois, cinq villages d'insertion marquent aujourd'hui le paysage urbain du département de la Seine-Saint-Denis (Aubervilliers, Bagnolet, Montreuil, Saint-Denis et Saint-Ouen). Ces villages, mis en place en 2006, font partie intégrante de politiques racistes néolibérales qui construisent les « Roms migrants »<sup>1</sup> (figures essentiellement masculines !) comme une catégorie de population dangereuse et les assignent à des territoires. Les villages d'insertion sont en quelque sorte des fabriques d'immobilités productives qui prennent appui sur la définition de populations mobiles indésirables, pour mieux intégrer ces populations au marché du travail.

### UN TRI DE POPULATION

Il existe actuellement cinq villages d'insertion en Seine-Saint-Denis mais l'extension de ce dispositif est en cours dans plusieurs villes de France. Ces villages ont été construits pour « répondre au problème des bidonvilles » sur le territoire des communes. Quand l'État ou la mairie procède à des évacuations de bidonvilles – ce qui est courant ! –, une enquête sociale est lancée. 20 % des habitant-e-s du bidonville sont sélectionné-e-s par unité de famille mononucléaire pour participer à ce programme de villages d'insertion en fonction de plusieurs critères : bonne maîtrise du français, scolarisation des

jet des villages d'insertion. Le même courrier de la DDE précise que « les logements ne seront pas disposés de façon à ménager des angles morts difficiles à surveiller ». Il est accompagné par un schéma illustratif qui mentionne explicitement « un axe de distribution facilitant la surveillance ». Dans ces villages, l'habitation devient un support de normalisation des corps et des modes de vie. Certain-e-s acteurs et actrices associatifs considèrent même le village d'insertion comme un « sas de dégraissage », nécessaire pour « stabiliser les familles ». L'association Rencontres tsiganes propose d'ailleurs sur son site<sup>2</sup> un document présentant le projet de village d'insertion d'Aubervilliers. Il y est stipulé que « [l]'offre d'habitat est conjointe à une offre d'accompagnement social pour favoriser dans la durée : l'apprentissage des contraintes liées à l'usage et à l'entretien d'une habitation, [...] la recherche des solutions de décohabitation pour les jeunes ménages ». Dans ces lieux, le travailleur ou la travailleuse sociale a pour charge d'« aider[...] les ménages à intégrer leur nouveau type d'habitat et à assumer les contraintes liées à celui-ci (paiement du loyer, des charges, aménagement du logement, entretien du logement et des espaces extérieurs, relations de voisinage) ». Il s'agit donc selon ces personnes d'apprendre aux « Roms migrants » à « habiter », c'est-à-dire à rompre les liens familiaux et amicaux antérieurs, à payer des charges et un loyer. La somme payée, de 50 euros par personne sur le site de Bagnolet à 350 euros par famille sur celui d'Aubervilliers, inclut le loyer, l'électricité et les charges. « L'idée étant bien entendu à la fois de permettre aux ménages d'avoir une redevance qui est à la mesure de leurs ressources (...) et puis, au fur et à mesure de l'accès vers l'emploi, d'avoir une montée un peu en puissance du loyer pour que la transition vers le logement social se passe de la façon la plus continue possible. Donc c'est aussi important qu'il y ait cette graduation dans le loyer, parce que sinon c'est difficile après quand on accède au logement social et qu'on n'a pas l'habitude de payer une quittance » (entretien avec un membre de la DDE).

## Le village d'insertion fonctionne sur le principe du tri de « populations méritantes ».

enfants, absence de casier judiciaire, recherche active d'emploi. Les 80 % restants bénéficient d'une aide au retour proposée par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ou sont obligés d'aller vivre ailleurs. Le village d'insertion fonctionne donc sur le principe du tri de « populations méritantes » que l'on amène au village pour les sortir du bidonville.

Les villages sont des lieux complètement clos. Ils sont entourés d'une barrière en parpaings ou en tôle. À l'entrée du village, le gardien ou la gardienne empêche quiconque d'entrer dans le village sans autorisation. Même les élu-e-s ont besoin d'une autorisation de l'association gestionnaire pour pouvoir rentrer ! Surtout, le nombre de visiteurs et visiteuses est limité à quatre personnes par famille, qui doivent être déclarées auparavant au gestionnaire. Les visites ne sont permises qu'entre 8 heures et 22 heures, « pour limiter les activités illégales » (entretien avec un gardien) et sont contrôlées : les gardien-ne-s relèvent les cartes d'identité des personnes qui se présentent à l'entrée du site. Le courrier de la DDE, présentant le projet du village de Saint-Denis, précise ainsi les principes de sécurité : « La relation avec le public extérieur : celui-ci devra toujours être contrôlé à l'entrée du site ; la relation avec le quartier : le principe est celui du "village", clos mais intégré au paysage urbain ». Le but de la surveillance est explicitement admis par les responsables du pro-

### LA DÉFINITION DE CATÉGORIES MOBILES DANGEREUSES... À IMMOBILISER

Les villages d'insertion sont justifiés par la définition de populations dangereuses qu'ils permettraient de prendre en charge : les « Roms migrants » expulsés des bidonvilles. Quasiment inconnue il y a un peu plus d'un siècle, la catégorie du migrant apparaît avec la mise en place de l'État nation au XIX<sup>e</sup> siècle, version III<sup>e</sup> République. Mais la figure du migrant n'est pas associée à celle du « Rom » : avant les années 1990, le « Rom », appelé tsigane, manouche ou gitan dans les dossiers de la gendarmerie, appartient à la catégorie des « nomades », puis des « gens du voyage ». C'est son nomadisme qui est considéré comme problématique. La catégorie même du « Rom migrant » n'est utilisée qu'à partir de la fin des années 1980 lorsque, avec la chute du mur, des Roms d'Europe de l'Est<sup>3</sup> viennent en France, en Italie, en Espagne, dans un contexte de construction économique et politique de la forteresse Schengen et de recrudescence des politiques

1. Tandis que les pouvoirs publics utilisent et construisent la catégorie des « Roms migrants » pour gérer et contrôler une certaine partie de la population, de nombreuses personnes et associations revendiquent le terme Rrom comme appellation politique.  
2. « Projet social : création d'un lotissement d'habitat adapté destiné à contribuer à l'éradication des bidonvilles », Aubervilliers, [www.rencontres-tsiganes.asso.fr](http://www.rencontres-tsiganes.asso.fr).

sécuritaires d'immigration. Dès lors, une distinction est opérée entre les Roms de l'Est et les « gens du voyage », français. « Les Roms n'appartiennent donc pas à la communauté des gens du voyage, lesquels aux termes de la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, doivent être en possession d'un titre de circulation. Ce sont deux catégories différentes » (*Journal officiel*, 7 novembre 2007). Au contraire, les « Roms migrants » sont considéré-e-s comme des « étrangers, res-

## OBJECTIF EMPLOI

L'un des objectifs affichés de ce projet est l'insertion sur le marché du travail des « Roms migrants », et à plus long terme des populations dont les mobilités sont construites comme problématiques. Tout est fait pour que les ressources économiques dépendent uniquement de l'activité salariale. Tous les types de récup', d'élevage et de maraîchage sont interdits, même si de nombreuses stratégies sont mises en place par les habitant-e-s pour lutter contre ces interdictions. L'exercice d'une activité salariale est même la condition pour que

## L'un des objectifs affichés de ce projet est l'insertion sur le marché du travail des « Roms migrants ».

sortissants de l'Union européenne (essentiellement de Roumanie et de Bulgarie) », c'est-à-dire comme des migrant-e-s économiques qu'il convient de gérer comme tel-le-s. Que signifie ce dédoublement des catégories ?

D'une part, bien qu'elles différencient les gens du voyage et les « Roms migrants », les politiques publiques françaises reconnaissent l'existence d'un trait commun entre les gens du voyage et les « Roms migrants » : une histoire faite de mobilités problématiques. Les Roms sont alors considéré-e-s comme une population en fuite perpétuelle, à sédentariser. Les villages d'insertion sont ainsi présentés comme le moyen de rompre avec les années d'« errance migratoire » et les habitudes de précarité, grâce à l'accompagnement social et la « stabilisation des familles dans un environnement sain ». D'autre part, la même opération de différenciation des gens du voyage et des « Roms migrants » permet de perfectionner la prise en charge des populations, puisque les deux catégories ne relèvent pas des mêmes politiques publiques. Cela conduit les administrations à affiner leurs catégories d'identification en construisant différents types de mobilité dangereuse, différemment intégrables sur le marché du travail.

les Roms obtiennent des papiers d'identité français. Les villages d'insertion mettent ainsi en jeu les politiques de gestion des populations immigrées, en traçant une frontière de l'exclusion entre les immigré-e-s intégrables sur le marché de l'emploi – les habitant-e-s des villages – et celles et ceux qui ne le sont pas. Celles et ceux-ci deviennent du même coup indésirables et sont de ce fait expulsé-e-s. En outre, petite anecdote qui en dit long sur la structuration de la « normalité salariale », les travailleurs et travailleuses sociales sont particulièrement vigilant-e-s à respecter la division genrée du travail. Certain-e-s m'ont ainsi affirmé qu'elles et ils tentent d'abord de trouver un emploi au mari et qu'ensuite seulement elles et ils essaient d'intégrer la femme au marché de l'emploi, « pour ne pas trop perturber les relations familiales ». Les villages d'insertion renforcent ainsi une organisation économique centrée sur le salariat et la structure familiale mono-nucléaire, où les femmes et les personnes âgées assurent toutes les tâches domestiques. À l'intérieur de ces villages, les habitant-e-s mettent en place de nombreuses formes de résistance, même si les marges de manœuvre sont très faibles, car le risque d'expulsion est toujours très présent. **Tonie**

3. Les termes « Europe de l'Est », « Europe orientale », « Europe occidentale », « Europe de l'Ouest » permettent de décrire la situation géopolitique avant la chute du mur. Cependant ces termes servent aujourd'hui à renforcer l'image d'une Europe de l'Est pauvre et arriérée, poids pour l'Union européenne. L'association des Roms migrants, pauvres et sans ressources avec l'Europe de l'Est renforce cette peur de l'Est.



VILLAGE D'INSERTION DE SAINT DENIS. LA « PLACE » DU VILLAGE EST DIRECTEMENT VISIBLE DEPUIS LA LOGE DU GARDIEN. ON DISTINGUE À L'ARRIÈRE PLAN LE MUR QUI ISOLE LE VILLAGE DU TERRAIN MILITAIRE DE FORT DE L'EST.

DANS NOTRE SOCIÉTÉ PATRIARCALE, LES DÉPLACEMENTS DES FEMMES ET DES LESBIENNES DANS L'ESPACE PUBLIC SONT LIMITÉS PAR LE CONTRÔLE EXERCÉ NOTAMMENT PAR LES PROCHES ET LES VIOLENCES QU'ELLES SUBISSENT BEL ET BIEN.

# DES FEMMES ET DE LA MOBILITÉ

**IL EST TRÈS SOUVENT** sous-entendu que, si une femme sort seule, elle encourt des dangers. Ces dangers sont à la fois des craintes qu'on nous inculque pour limiter notre autonomie, mais aussi une réalité. On est effectivement plus souvent embêtée, voire agressée par des hommes si on se déplace seule plutôt « qu'accompagnée ». Cartographie de ces trajets contrôlés pour une tentative de réinvestissement.

## DÉPLACEMENTS IMPOSÉS

Une femme qui se déplace seule et de sa propre volonté est finalement une figure assez récente. Avant la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, une femme qui sortait ou voyageait seule avait à faire, que ce soit comme travailleuse, prosélyte, migrante économique, ou alors elle occupait un « rôle masculin » lors de circonstances exceptionnelles (pendant la Première Guerre mondiale).

Ces déplacements n'étaient donc pas choisis par elles mais leur étaient imposés, du fait de leur position de genre, de classe et/ou de race. Ce type de déplacement existe toujours, pour les mêmes raisons, mais aussi pour le soin aux enfants : on ne reproche pas leurs trajets à celles qui triment leurs enfants de loisirs en loisirs !

supposée faiblesse structurelle qui fait penser que nous serions incapables de nous défendre seules. Présenter l'extérieur du foyer comme dangereux avant même d'avoir partagé l'idée que les rues, les places, les routes sont à toutes et tous, c'est enfermer plus de la moitié de l'humanité dans une construction de soi dans laquelle les femmes sont fragiles et n'ont de place que dans l'espace privé. Il ne s'agit pas de culpabiliser les mères, mais ce sont souvent les premières à relayer ces discours et à inscrire cette division de l'espace public dans l'imaginaire social de leur-s fille-s : « fais attention à toi » plutôt qu'« amuse-toi bien », « ne rentre pas toute seule » plutôt que « ne rentre pas avec le premier connard venu pour te sentir en sécurité ». Mensonge implicite, intégré par toutes et tous... Ce sont encore les ami-e-s qui proposent de faire un détour pour nous déposer devant notre porte, être sûr-e-s que nous passons bien le seuil d'un foyer où nous sommes supposées être en sécurité. Les déplacements des femmes sont sous le contrôle bienveillant de leurs proches. Merci de cette bonté, nos trajets ne seront jamais tout à fait sereins puisqu'on nous assène dès nos premiers pas qu'une femme porte en elle, indélébile, son potentiel de/rôle de victime !

UNICYCLE, DE KRISTINE VIRSIS, COLLECTIF JUST SEEDS



## L'indépendance est limitée temporellement et spatialement... notre corps ne nous appartient pas complètement, la société nous surveille.

Parfois, des déplacements imposés peuvent cependant devenir une première échappée vers l'autonomie. Le permis de conduire est caractéristique de cela : nos grands-mères ne l'avaient pas ou le passaient par nécessité (décès du mari, etc.), nous le passons encore souvent par nécessité (pour trouver du travail, etc.). Mais il est tout de même le symbole d'une certaine indépendance, par l'appropriation qu'il offre de son temps et de l'espace, par des déplacements facilités.

## LÉGITIMER SA PRÉSENCE SOLITAIRE

Les voyages « d'agrément » des femmes seules au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle étaient avant tout exceptionnels, le fait de personnages singuliers (et de classe aisée !) comme Alexandra David-Néel ou Flora Tristan. Ils sont maintenant liés au tourisme, ce qui reste très occidental et le privilège d'une classe. Malgré tout, les voyageuses solitaires ne sont pas si nombreuses et sont systématiquement l'objet de réflexions : sur le danger, mais aussi sur le « pourquoi » de ce voyage seule, l'ennui qu'elles risqueraient de connaître. Cela soulève des interrogations, de l'étonnement, alors qu'un homme qui part seul est un aventurier...

Celles qui ont fait l'expérience du stop en solo savent qu'elles devront souvent répondre à la question : « Mais vous n'avez pas peur ? ». À cela plusieurs réponses possibles : « pourquoi, je devrais ? », « non merci, ça va et vous ? », ou encore « si, mais j'ai une gazeuse dans la poche et si tu bouges je t'éclate ». Inculquer la peur est une technique somme toute assez classique pour contenir toute velléité d'émancipation. Pour les femmes, cela se double en général d'un discours sur une

idée qui semble relever du sens commun tant l'accord est tacitement général et aussi instrumentalisé : la dangerosité de l'espace public pour les femmes est un des arguments qui sert à la mise en place de caméras et autres systèmes de sécurité high-tech dans les rues. On sera bien contente de pouvoir revoir l'agression de jeudi dernier une fois qu'elle aura eu lieu...

Il s'agit donc de critiquer à la fois un discours et une réalité : la rue est un espace genré, ou radicalement masculin qui de surcroît, la nuit, n'est pas accueillant pour les femmes seules. Si c'était le cas on verrait plus de femmes se balader dehors entre 2 et 4 heures du matin. Le problème est d'utilité publique, les ventres de la nation doivent rester intègres, donc dans la maison des parents ou du mari ! À moins d'être identifiée comme mère (les mères à la sortie de l'école se font moins draguer), ou « femme de », une femme dans la rue est un corps à prendre, offert au premier « t'es charmante » ou claquement de langue dégoulinante. La nuit rend le déplacement d'une femme sulfureux, voire scandaleux. Si elle n'est pas à sa place, le foyer, c'est qu'elle est disponible. La nuit comme sur les routes, nous ne nous appartenons plus, les barrières du jour sautent, la société ne conçoit plus que l'on puisse avoir une vie à soi, que l'on puisse faire des choses seule. Les déplacements par obligation (travail, famille... patrie, de jour) et pour soi (promenade nocturne dans les rues, voyage en stop) ne sont pas perçus et acceptés de la même façon. L'indépendance est limitée temporellement et spatialement...



(IM)MOBILISATION RALE!

AFFICHES DU COLLECTIF RAGE DE NUIT.

La pression culpabilisante exercée sur les femmes pour qu'elles ne sortent pas seules est cependant disproportionnée par rapport au risque réel. Ainsi, si on est agressée dans le cadre d'un déplacement « pour soi », on nous en fera le reproche : « Mais qu'est-ce que tu faisais là, seule, à cette heure ? ». C'est nous qui nous mettons en danger en sortant indûment, c'est nous qui cherchons l'embrouille, alors que Cendrillon, en plus de savoir bien récurer, restait bien tranquillement avec son Prince, elle.

## RÉACTIONS FÉMINISTES

Une fois le constat du « danger omniprésent » fait, les armes pour le contrer sont bien faibles. S'enfermer à la maison ne résoudra en rien les problèmes des violences contre les femmes dans l'espace public. Vivement que les mères inquiètes apprennent à leur fille à se défendre et qu'aucun lieu ne leur soit interdit ! Que ce soit verbalement ou à coups de pied, tant qu'il y aura des connards violents contre les femmes, il faudra bien s'en protéger. La conscience de ce qui est insupportable n'a rien de nouveau, mais puisque cette condition perdure, il faut bien la dénoncer, et la combattre. Les stratégies individuelles peuvent être variées, mais l'une

d'elle est très courante dans les villes : le vélo ! À bicyclette, c'est sans appel, on a beaucoup moins de soucis qu'à pied, quelle que soit l'heure. Des insultes peuvent toujours fuser, mais on passe vite. Et le vélo à la place du métro ou du bus, c'est aussi éviter largement les publicités (deux mille cinq cents messages publicitaires reçus par jour), dont beaucoup sont sexistes, avilissantes, et constituent une agression visuelle. Echapper à ce matraquage de « la féminité » belle, fragile et chic n'est donc pas un détail !

Des stratégies collectives existent enfin pour rendre visibles et dénoncer les contraintes qui pèsent sur nos déplacements. Les manifestations de femmes étaient déjà un moyen d'action des suffragettes dans les années 1920. Et vu tout ce qui précède, il est logique que les marches en non-mixité, dans des lieux et/ou à des heures qui nous sont déconseillées/interdites, soient devenues un mode d'action féministe ! Un peu partout dans le monde (Suisse, Turquie, États-Unis, etc.), ces marches dénoncent une situation mais surtout ne demandent rien, n'infantilisent ou ne victimisent pas leurs participantes, elles prennent avec bruit, musique et force les pavés et la nuit. C'est là que la non-mixité prend tout son sens. Démonstration de puissance collective, ces marches sont des moments d'intenses échanges sur nos grandes et « petites » oppressions quotidiennes et où on visibilise notre conscience d'une limitation insupportable de nos mouvements. Il est difficile de mettre des mots sur cette expérience de détermination commune, expérience qui ne se justifie que par son existence même, l'émulation qu'elle crée, et dans les certitudes de chacune d'être à sa place là et au moment où elle le désire. Ne pas se sentir seule dans sa rage pour justement pouvoir choisir de l'être à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit !

**Rage de nuit**

## MARCHER

Marche de nuit féministe et non-mixte le **samedi 25 mai** à Paris, détails à venir sur le blog du collectif Rage de nuit : [ragedenuit.blogspot.fr](http://ragedenuit.blogspot.fr)

## À VOIR



**Les femmes du bus 678**  
film de Mohamed Diab  
2012

## RIPOSTE FÉMINISTE CONTRE « PROTECTION » PATRIARCALE

**EN ÉGYPTE OU EN INDE** aussi, des femmes luttent à la fois contre les violences subies dans la rue et contre ceux qui veulent les « protéger » en limitant leurs déplacements.

Après le viol et le meurtre d'une étudiante en décembre dernier à Delhi, des manifestations massives se sont déroulées, et les dénonciations de crimes similaires se sont multipliées. Les protestataires pouvaient réclamer la peine de mort... ou être issus de l'extrême droite religieuse, comme le parti Shiv Sena, qui a procédé à des distributions d'armes blanches aux femmes pour qu'elles se défendent. Réaction populiste

d'un groupe prônant une place extrêmement traditionnelle mais non-effacée pour les femmes... et ayant des responsabilités directes dans les massacres et les viols commis en 2002 contre des populations musulmanes dans la région de Mumbai. L'éditrice Urvashi Butalia rappelle cependant que le mouvement féministe indien aspire à des réponses bien différentes, et n'oublie pas les questions des inégalités salariales, de l'éducation ou des violences dans le cadre de la famille.

Des Égyptiennes dénoncent publiquement les agressions

qui se déroulent notamment pendant les mobilisations place Tahrir. Elles continuent de se mobiliser contre le harcèlement sexuel, et de contrer les discours culpabilisants des autorités et de la société. Face aux attaques de leurs manifestations, elles ne renoncent pas et trouvent des moyens de réplique originaux : pistolets à eau remplis de mercurochromes pour « marquer » les agresseurs, groupes d'autodéfense, etc. Le groupe **Operation Anti Sexual Harassment** parle d'« attaques visant à exclure les femmes de la vie publique et à les punir de leur participation au militantisme politique et aux manifestations. »

# CES TRANSPORTS QUI NOUS LAISSENT À NOTRE PLACE

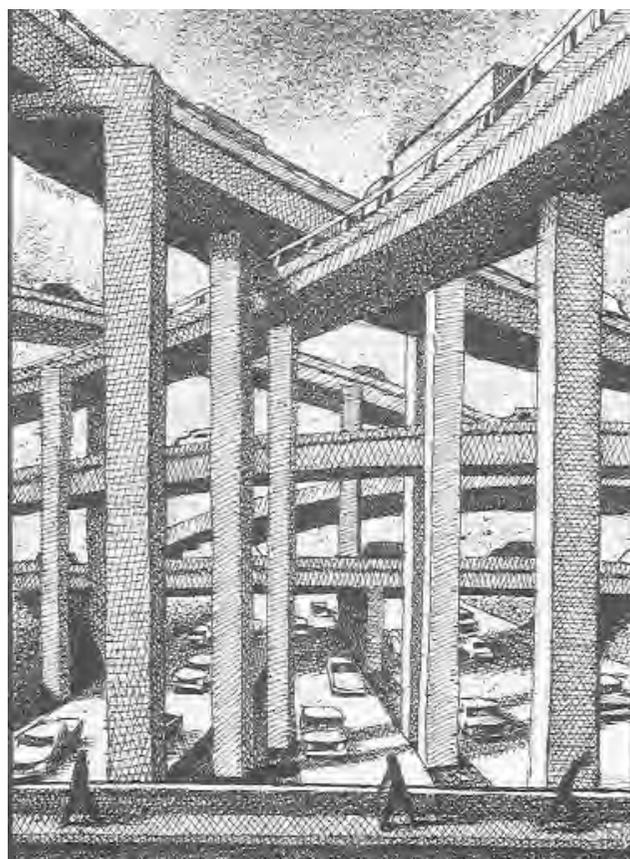
LE SCHÉMA EST bien connu : quand le développement économique d'une ville la rend intéressante et attire toutes sortes de populations aux intérêts divers, les places deviennent chères. Les quartiers les plus proches du centre, prisés par les agences immobilières, accusent une augmentation des prix telle que seul-e-s de nouveaux et nouvelles habitant-e-s aisé-e-s peuvent s'y installer, tandis que les plus modestes qui y vivent partent peu à peu, que ce soit d'eux-mêmes ou parce qu'ils n'ont plus les moyens de rester. Ce remplacement de populations peut s'étaler sur plusieurs années, et ne nécessite pas forcément d'autres interventions que celles de la loi du marché et de la démographie. On a ainsi pu voir il y a quelques décennies le Vieux-Lille se vider de ses habitant-e-s pauvres, ou les artisans quitter le faubourg Saint-Antoine, à Paris. Mais quand ce processus « automatique » est trop lent pour les propriétaires et toutes les personnes et institutions qui spéculent sur les mouvements de population, celles-ci mettent en place des stratégies urbaines. On assiste alors à une valorisation des quartiers populaires et des cités considérées comme trop proches du centre. Cela se fait par différents moyens, des plus brutaux, comme l'expulsion de squats, l'expropriation et la démolition d'immeubles, aux plus fins, comme la création de lieux culturels, et sous différents prétextes : lutte contre l'insalubrité ou la délinquance, promotion de la mixité sociale... La rue d'Aubervilliers, à Paris, fait l'objet d'une telle politique depuis plusieurs années : non-entretien, puis destruction de bâtiments « insalubres » pour chasser les habitant-e-s, puis construction de HLM réservés aux personnes avec un revenu « moyen » et installation d'un gigantesque complexe culturel dans les anciens abattoirs pour attirer une nouvelle population. Que ce processus soit ou non accéléré par les pouvoirs publics, les effets sont toujours semblables et les populations les plus pauvres sont chassées aux profits d'autres, plus aisées. Bien sûr, cela ne fonctionne pas toujours comme les initiateurs et initiatrices le souhaiteraient. Les tentatives de « dynamisation » des quartiers via des boutiques de mode ont échoué tant à Lille Sud qu'à la Goutte d'Or. De même, bien que l'effet « capitale de la culture 2013 » puisse accélérer les choses, le centre-ville de Marseille résiste encore à la suppression définitive de son habitat populaire.

## LA MOBILITÉ COMME MOYEN DE RELÉGATION

Évidemment, la mobilité des personnes joue plusieurs rôles importants dans de tels dispositifs. Par exemple, c'est parce qu'il est possible aux classes laborieuses de faire quotidiennement plusieurs dizaines de kilomètres aller-retour que les classes possédantes peuvent se permettre de les parquer à l'écart, sinon les employeurs seraient les premiers à se

plaindre. Autre exemple : la construction ou l'extension d'un réseau de transports publics rapide et efficace au sein d'un quartier va renforcer ce schéma en générant une spéculation immobilière sur des logements qui seront considérés comme plus accessibles. Les conséquences d'une telle ségrégation spatiale accentuent encore les inégalités. Alors que le centre-ville et les quartiers commerçants vont bénéficier de transports publics denses et peu onéreux, permettant notamment à leurs habitant-e-s de se passer de voiture, beaucoup de quartiers périphériques ne sont facilement accessibles que par les axes routiers. Ceux-ci sont alors rapidement encombrés aux heures de pointe, et se déplacer depuis ces lieux demande toujours plus de temps et d'argent. Ainsi, les transports alimentent ce cercle vicieux urbanistique, et il semble que les personnes les plus démunies sont condamnées à être reléguées de plus en plus loin...

Mais il y a forcément des limites à ces effets : il n'est pas possible de faire travailler de plus en plus de personnes dans un même lieu en les faisant vivre de plus en plus loin. Cet état de fait, couplé au zonage de la ville, c'est-à-dire à la séparation des lieux selon leur fonction (habitat, loisir, commerce,



industrie), génère des déplacements incessants et mène rapidement à la saturation des principaux axes de circulation. Si on retrouve toujours les figures du « centre attractif » et de la « périphérie délaissée », à partir d'une certaine échelle, les villes, devenues métropoles, développent d'autres phénomènes de relégation. Ce n'est plus uniquement la distance géographique entre le centre-ville et un quartier d'habitation qui détermine si celui-ci est délaissé, mais surtout l'accessibilité des différents lieux d'emploi, de consommation ou de loisirs à partir de ce quartier. La ségrégation se présente alors sous d'autres formes : l'absence de transports publics, ou la faible fréquence de ceux-ci s'ils existent, ou encore la difficulté d'en rentrer ou d'en sortir. Ainsi, une zone d'habitation anciennement périphérique, désormais largement englobée dans la ville lors de son extension, peut continuer à subir une situation de relégation, par exemple si elle se retrouve coincée entre des nœuds routiers et des voies de chemin de fer. Les nouveaux projets de transports vont de même avoir tendance à relier entre elles des zones favorisées sans améliorer l'accessibilité de lieux qui en auraient bien besoin. À l'instar des lignes à grande vitesse qui permettent de relier deux villes d'importance plus rapidement, mais ne desservent plus les gares intermédiaires, le projet de « super-métro » autour de Paris va d'abord relier les principales zones d'activités économiques (Saclay, La Défense, Marne-la-Vallée) sans s'arrêter dans les quartiers qui se trouvent sur son chemin. Pour rejoindre l'une de ces zones depuis un quartier populaire, il restera nécessaire de prendre sa voiture, ou d'autres transports publics, moins rapides et moins fréquents.

## ENRAYER LE DÉVELOPPEMENT DES MÉTROPOLIS

Ce qu'il convient d'empêcher, c'est la métropolisation des villes qui conditionne le développement des espaces uniquement en fonction de leur attractivité économique. Elle

conduit à la construction d'une inégalité spatiale violente, où les aménagements servent d'abord une classe privilégiée. Du Grand Paris à Marseille Provence Métropole, ce sont souvent les communautés urbaines regroupées autour des grandes villes qui mènent le bal de l'aménagement urbain, à grand renfort d'événements artistiques et de consultations publiques. Il paraît difficile d'enrayer ces phénomènes. Bien sûr, les bulles financières et immobilières qui éclatent de temps à autre ralentissent la bétonisation de l'espace public, comme en témoignent ces nombreux immeubles vides abandonnés le long de la côte espagnole ou encore les traces de projets de lotissements en plein désert aux États-Unis. Mais, outre qu'il est souvent trop tard quand des projets immobiliers sont interrompus, il n'est pas possible de compter uniquement sur les dysfonctionnements et les contradictions de la métropolisation pour espérer y mettre fin. Les luttes pour le logement semblent les plus à même de ralentir et de contester le développement urbain. En se mobilisant contre les expulsions, que ce soit de maisons, d'immeubles, de squats, de foyers ou de camps de Roms, on empêche toujours la relégation de certaines personnes « indésirables » aux yeux des urbanistes, tout en ralentissant ou empêchant le réaménagement des lieux au profit de quelques-un-e-s. Moins visibles en France ces derniers temps, les luttes contre l'augmentation des loyers pourraient être un outil précieux pour toutes les personnes qui sont y confrontées, des étudiant-e-s vivant en résidence aux habitant-e-s de quartiers en plein processus de gentrification. Enfin, squatter a toujours une signification et une efficacité fortes dans ces histoires. La CRÉA<sup>1</sup>, à Toulouse, est une lutte collective qui semble réussir à mêler certains de ces différents aspects, via la réquisition de maisons vides pour accueillir des familles sans logement. Les politiques ne s'y trompent pas : la répression que subit cette campagne n'est pas anodine.

Camille & Rimso !



1. Campagne pour la réquisition, l'entraide et l'autogestion.

## À LIRE



Z. Revue d'enquête et de critique sociale n°2, automne 2009, Marseille

# Un tramway nommé flétrir

La lecture de « L'Invendable » (n°8, janvier-février 2012), qui parle du tramway à Roanne, ou du livre de Jean-Marc Sérékian<sup>1</sup>, sur le cas de Tours, est éclairante sur l'arnaque écologique du tramway, sans parler des nouvelles caméras qu'il permet d'installer ou de l'embourgeoisement des quartiers ciblés. Il n'est en réalité qu'un habillage au même titre que les parterres fleuris et les arbres exotiques en pot. Le tramway aurait pu permettre un autre développement urbain s'il n'avait pas été chassé des villes à partir des années 1920 avec une propagande de choc pour les voitures individuelles. « Paris, toujours en avance, avait perdu son tram peu de temps après qu'on y eut abandonné la traction animale,

si poétique et si judicieuse, pour une électrification plus conforme à l'esprit du siècle. » (L'Invendable). À Tours, la presse disait par exemple qu'« il existe malheureusement deux plaies saignantes et purulentes, qui choquent les visiteurs : nos tramways et nos urinoirs »<sup>2</sup>. L'arrivée des nouveaux trams ne chassera que des beaux arbres tout en ne favorisant pas la seule réelle mobilité douce qu'est la marche. À Tours, le sort réservé aux arbres est révélateur d'un système. « Ce dernier constitue un bio-indicateur des progrès du capitalisme et de la privatisation des espaces municipaux. L'abattage systématique et arbitraire des arbres illustre ainsi métaphoriquement l'une des

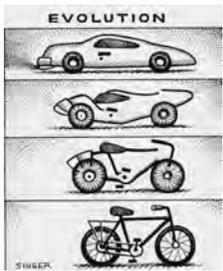
fonctions des tramways modernes : requalifier les bassins de chalandise régionaux en capitales commerciales "hors sol", débarrassées de tout ce qui n'est pas utile à la consommation. L'afflux automobile de la clientèle en provenance des zones périphériques y sera par ailleurs facilité par les déplacements en tramway des habitants du centre-ville, qui se découvriront bientôt les captifs de cet univers dominé par la technique et les lois du marché. »<sup>3</sup>

1. Le cœur d'une ville... hélas ! Chronique d'une privatisation de l'espace public, Jean-Marc Sérékian, Le Passager clandestin, 2011.

2. Idem, p. 24. L'auteur présente une citation tirée de Tours : le tramway, CMD Éditions, coll. « Mémoire d'une ville », Jean Chédaille, 1998, p. 79.

3. Idem, p. 33-34.

# QUELLE FIN POUR LA SOCIÉTÉ AUTOMOBILE ?



**METTRE UN TERME** Mettre un terme à l'organisation des déplacements centrée sur les «véhicules particuliers» semble d'abord une nécessité écologique. Outre les gaz à effet de serre et les différentes particules nocives qui proviennent des pots d'échappement, de l'usure des pneus et du bitume, il faut également mentionner les pollutions chimiques issues de l'extraction et du raffinement du pétrole, la destruction ou la pollution des sols sur lesquels sont construits les autoroutes, rocadés et autres échangeurs. Autant de dégâts qui ne se limitent pas à la construction ou à l'utilisation des véhicules, mais aussi à leur fin de vie. En plus des matières plastiques et des composants chimiques présents dans l'habitacle ou la batterie, par exemple, on trouve tout un tas de déchets électroniques dans les voitures récentes. La gravité de ces problèmes est essentiellement due au nombre de voitures circulant dans le monde (1 milliard en 2010), et à sa constante augmentation. Mais au-delà de questions strictement environnementales, ce que cache ce nombre incroyable, c'est une société organisée autour de l'automobile.

## LA BAGNOLE : UN PROBLÈME SOCIAL

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, celle-ci a complètement remodelé les villes et les campagnes, et même jusqu'aux zones sauvages. Le choix de la voiture comme moyen de déplacement «standard» a engendré un urbanisme dangereux, contraignant et ignorant des êtres humains. Pour permettre aux véhicules particuliers d'accéder à la ville, il a fallu transformer les rues en routes, ainsi que les places en carrefours ou en rond-point. Il est certain que ces aménagements ont contribué à déplacer, voire à détruire, la vie publique qui avait lieu en ville. Qui aurait en effet envie de flâner en bas de chez lui s'il ou elle doit pour cela respirer les gaz d'échappement, entendre le bruit des moteurs et risquer de se faire percuter. De fait, la chaussée est accaparée par les voitures, sans compter la surface occupée par les parkings et les places de stationnement, empêchant souvent toute autre utilisation de cet espace, que ce soit pour la fête, la discussion, les ren-

contres ou simplement pour une petite sieste. Mais rien n'exprime mieux les changements provoqués, rien ne décrit mieux la société automobile que le «cauchemar pavillonnaire»<sup>1</sup>. S'il est possible de faire quelques dizaines de kilomètres en moins d'une heure, il devient tentant de se loger à l'extérieur des villes et villages, au calme, dans un endroit où il est possible d'acquérir une maison et un bout de jardin. Et les promoteurs immobiliers de répondre à ce besoin... Le résultat, ce sont ces banlieues pavillonnaires, recouvertes de ces «petites boîtes toutes pareilles»<sup>2</sup>, qui s'étendent à n'en plus finir en périphérie des métropoles. Le cas de Los Angeles est emblématique, qui semble n'être qu'une gigantesque succession de lotissements, et dont le trafic sur les autoroutes urbaines est en permanence saturé. Ce type de logement, où

## Pour permettre aux véhicules particuliers d'accéder à la ville, il a fallu transformer les rues en routes

tout-e habitant-e devient tributaire de sa voiture, implique la création de centres commerciaux et de complexes culturels et sportifs, dont les parkings peuvent occuper le double de surface que les structures elles-mêmes. La création de commerces de proximité ou de lieux associatifs, bref, d'espaces de rencontres, est difficilement viable dans un tel contexte. La voiture contribue ainsi à créer une société qui privatise l'espace public, isole les habitant-e-s les un-e-s des autres, et qui place la consommation comme seule perspective de réponse aux besoins et aux envies.

## QUELQUES FAUSSES SOLUTIONS

À différentes échelles, les pouvoirs publics se rendent compte de ces impasses, et déclarent agir pour limiter la casse. Il y a tout d'abord les solutions techniques qui proposent d'améliorer les voitures pour les rendre moins polluantes, comme l'incitation à produire et à acheter des voitures qui dégagent moins de CO<sub>2</sub>, ou l'obligation d'installer des filtres à particules sur les pots d'échappements. Les voitures électriques ou les agrocarburants permettent d'abord de créer des consommations de niche, souvent luxueuses, et de la faire subventionner le plus possible par l'État, tout en créant de nouveaux problèmes. Il faudra du nucléaire pour les moteurs électriques si on souhaite réellement se passer d'hydrocarbures et les agrocarburants créent une tension et des spéculations sur les terres agricoles, déjà mises à mal par l'étalement urbain. Enfin, certaines mesures présentées comme écologiques, ne sont que des cadeaux à peine masqués à l'industrie automobile : la «prime à la casse» encourage tout simplement le gaspillage en subventionnant l'acquisition de nouveaux véhicules. Toutes ces dispositions tentent de rendre moins nocifs les véhicules pris un à un, sans remettre en question leur utilisation massive.



1. Le cauchemar pavillonnaire, Jean-Luc Debray, L'Échappée, 2012  
 2. Désignation des maisons de banlieue dans la chanson Little Boxes de Malvina Reynolds,  
 3. Voir l'article «Des transports qui nous laissent à notre place» dans ce dossier

## CYNISME ET MÉPRIS DANS LE TRANSPORT DE PERSONNES HANDICAPÉES À PARIS

**DE LA BONNE CONSCIENCE** charitable à l'ultralibéralisme virulent, le transport de personnes handicapées n'est visiblement pas un travail social. Du moins à Paris, où le marché (en fait un service public de la Mairie de Paris, PAM75) a été attribué à l'entreprise privée SOMAP du groupe Kéolis qui emploie ses chauffeurs sous la convention collective des... chauffeurs-livreurs et autres routiers, et pas sous celle des travailleurs sociaux. Leur conférant ainsi amplitude horaire accrue et salaires moindres, ils n'ont trop souvent d'autres diplômes que le permis de conduire voire un bagage

culturel, social ou politique très léger. Ce sont certes des avantages pour les actionnaires de Kéolis - pas de contestation, pas de mise en perspective de son activité dans un schéma social plus large, etc - mais pas pour les usagers du service PAM75. Qualité de service **low-cost**, retards fréquents et parfois conséquents, coûts des appels en cas de retard supportés par les usagers, facturation catastrophique, relations avec les clients (sic) indigente, navrante et affligeante, pas d'annulation possible moins de 24 heures avant (comment gérer des imprévus ?), prix

des courses trois à quatre fois plus élevées qu'un ticket de transport en commun, etc, donnent la claire sensation d'être traité comme un vulgaire colis et pas comme quelqu'un qui mène une existence à part entière. Si la mobilité est devenue une norme sociale, elle est aussi évidemment une énorme source de profits, et même sur le dos de ceux qui ont besoin d'être aidés pour ce faire : en général, ils ne peuvent pas se plaindre, et puis si d'aventure ils s'y risquent on leur servira une belle langue de bois une fois par an et hop, d'ici là, on se remplit les poches.

Certains projets d'aménagements du territoire ou de la ville prétendent mettre en cause l'hégémonie de la voiture. C'est un argument qu'on retrouve par exemple en faveur des lignes à grande vitesse. Or, l'ouverture d'une ligne n'a jamais comme but, ni comme effet, de diminuer significativement de la circulation automobile sur le même axe. Les conséquences voulues, et généralement obtenues, sont l'intensification des circulations entre les villes reliées, et l'accélération du trajet pour celles et ceux qui pourront se déplacer en train. Au mieux réduit-on les trajets par avion. À l'échelle des villes, si les transports publics sont indispensables pour permettre un moindre recours à l'automobile, ils sont souvent conçus pour alléger un axe routier saturé ou pour permettre des déplacements rapides vers certaines zones éloignées du centre<sup>4</sup>. Là encore, les transports publics jouent davantage le rôle de « compléments » du trafic routier que d'alternatives : rares sont les mises en service de bus ou de tramways qui s'accompagnent d'une réduction du nombre de voies de circulation pour les voitures.

### QUE FAIRE ?

Il semble bien difficile de sortir de la société automobile sans s'attaquer à des causes plus profondes (la société de consommation, l'organisation capitaliste du travail) et sans accepter des dystopies<sup>5</sup> déprimantes, où chacun-e resterait chez soi, l'essentiel des rapports sociaux et des activités se faisant à l'aide de machines interconnectées. Une partie du mouvement de critique de la voiture avance des propositions fondées sur le modèle de la ville, et surtout du centre-ville, qui est une partie centrale de la réalité du centre du monde de la voiture. Piétonner les rues, inviter les personnes à privilégier leurs pattes ou les vélos, rollers... est aisé dans un contexte de centre-ville, mais cache, par une illusion éthique, les différences de position sur les différentes chaînes (du ravitaillement, de l'emploi, des travailleurs). La concentration de l'habitat et des activités sur des mêmes espaces semble de prime abord permettre une moindre utilisation des voitures. Mais elle amène petit à petit à une désertion des campagnes et à de gigantesques espaces vides entre deux grandes villes, rendant d'autant plus nécessaires de larges voies de circulation

rapides. À l'inverse d'une concentration tous azimuts, une meilleure répartition des personnes sur toutes les zones habitées pourrait nous affranchir du besoin de la voiture. En revivifiant les villages et les villes de petite taille et en diversifiant les activités des différents territoires, plutôt que de les cantonner à une seule tâche où ils sont censés exceller, on peut espérer que les besoins en transports pour le travail ou l'approvisionnement soient considérablement réduits. Mais cela suppose un changement radical d'organisation sociale, ce qui nous conduit vite à des problèmes de taille, comme ceux liés à la reconversion de l'agriculture, à l'urbanisme (que faire des périphériques et des parkings si leur utilité devient négligeable), mais surtout à l'industrie. La chaîne de production automobile fait travailler un nombre incroyable d'ouvriers et d'ouvrières à travers le monde<sup>5</sup>, et il paraît illusoire de fermer les usines du jour au lendemain sans causer un massacre social. Remettre en question la société automobile nécessite d'interroger le monde tel qu'il roule... **Camille**



4. Contre-utopie.  
5. Au moment d'écrire ces lignes, les travailleur-se-s de PSA Aulnay continuent la grève lancée le 16 janvier contre la fermeture du site prévue en 2014



# S'ORGANISER POUR FRAUDER

## RETOUR SUR UNE EXPÉRIENCE TOULOUSAIN

IL EXITE PLUSIEURS MUTUELLES DE FRAUDEURS DES TRANSPORTS PUBLICS EN FRANCE. UN GROUPE A TENTÉ D'EN CRÉER UNE À TOULOUSE, EN 2010. TÉMOIGNAGE DE DEUX PARTICIPANTES.

1. Extrait de la quatrième de couverture de la brochure Sauter Tisséo.

**NOUS AVONS TOUT D'ABORD** commencé par définir ce qu'est une mutuelle pour nous, notre vision commune des transports, de leur utilisation, du fichage, de la fraude et de la gratuité. C'est de l'échange de nos expériences communes de fraudeurs qu'est née l'envie de créer une mutuelle. Nous avons essayé de définir pratiquement ce à quoi servait cette mutuelle. Élargir la caisse de solidarité au stationnement payant n'était-il pas une manière de légitimer le « tout automobile » ? Est-ce qu'on peut pratiquement élargir cette mutuelle aux vélos, voiture, etc. ? Et, théoriquement, nous nous sommes interrogé-e-s sur la gratuité. Tout en ayant conscience que le transport est gratuit pour une bonne part des Toulousain-e-s (chômeurs-euses, RSISTes...), la mutuelle prenait sens dans un objectif concret d'alternative aux transports. En effet, là où la gratuité est défendue par les institutions, il est difficile de ne promouvoir que celle-ci en étendard. Il fallait aussi par la même occasion dénoncer le fichage dans les transports en commun, l'ultrasécurisation de ces espaces, parce que ce n'était pas concevable de créer une mutuelle de fraudeurs seulement dans l'objectif de créer une sorte d'économie parallèle.

Dans ces discussions, notre position s'est affinée. Chacun-e d'entre nous s'est renseigné-e plus précisément sur le fonctionnement de Tisséo (l'équivalent de la RATP à Toulouse) et nous avons beaucoup échangé sur ces informations et les techniques de fraude qui mettaient en valeur les failles du système, autant pour le métro que pour la SNCF. Face à une nécessité de visibilité, nous avons écrit une brochure pratico-pratique. Elle dressait un panorama du fonctionnement

du métro toulousain, par exemple en décrivant les différents corps de métiers qui s'attachent à la sécurité, mais aussi en expliquant les différentes techniques de fraude (avec des précisions sur chaque station : où entrer, où sortir...), et enfin l'attitude à suivre si tu t'es fait choper. Par exemple, entre nous, nous nous étions donné de fausses identités que nous connaissions. Si quelqu'un-e se faisait choper, il invitait le contrôleur à appeler une des personnes de la mutuelle, qui validait cette fausse identité.

Au dos de la brochure, il y avait les contacts pour se mettre en relation avec la mutuelle des fraudeurs, qui venait conjointement de voir le jour. « Si malgré toutes les techniques existantes pour frauder, vous vous êtes quand même fait gauler, une caisse existe pour payer les amendes. Cette caisse fonctionne sur le principe d'une mutuelle et est alimentée par une cotisation mensuelle de cinq euros modulable. » Nous étions bien évidemment les premiers à cotiser, avec quelques proches, et c'est presque avec joie que nous avons accueilli la première amende : la caisse de solidarité entrait en fonction...

Cependant, quelques limites ont rapidement commencé à se faire jour. Nous nous sommes de moins en moins réuni-e-s, et la mutuelle a manqué de visibilité, tant et si bien qu'elle ne s'ouvrait pas assez sur l'extérieur, ce qui compliquait l'apport financier et l'apport en énergies pour de nouvelles initiatives. C'est ce manque de vision sur le plus long terme qui nous a embourbé-e-s dans une autodéfinition permanente, ce qui a ralenti l'aspect pratique de l'impact de la mutuelle. Aussi, si cette mutuelle n'a pas fonctionné comme on l'espérait, c'est

### AGIR

#### QUELQUES MUTUELLES

En Île-de-France  
Blackmut (Saint-Denis),  
Carte orange mécanique,  
les Mutorzs (14<sup>ème</sup>),  
Passages libres  
(Montreuil), Piratp  
(Belleville), Les Radis (sud  
de Paris), RATP  
(mutuelleratp@gmail.com),  
Transports vraiment  
gratuits (Saint-Denis,  
mutuelletgv.  
wordpress.com)

À Lille  
mutuelledesfraudeurs  
delille.over-blog.org

Et bien d'autres ailleurs,  
comme celle qui se monte  
à Roazhon (Rennes).



en partie à cause d'un manque d'échange et d'ouverture avec d'autres initiatives similaires, d'autres mutuelles existantes en France. Dernier facteur extérieur intervenant dans cet «échec», c'est une particularité toulousaine : les transports en commun sont gratuits pour les chômeurs et les précaires, autant dire que beaucoup de personnes de notre entourage ne saisissent pas l'utilité de ce projet. Malgré tout, cette initiative s'est voulue porteuse d'actions concrètes sur les transports et son monde. Nous avons affiché d'immenses «Fraudez» sur les ascenseurs des métros

et les abribus et aussi détourné – clin d'œil aux mutuelles parisiennes qui avaient détourné l'autocollant de la RATP avec un lapin – des autocollants de Tisséo : la liste des stations à l'intérieur des rames se trouvait remplacée par « Vous payez votre ticket un euro cinquante, plus de 80 % de cette somme est consacrée à la sécurité, sécurité avant tout présente pour que vous payiez un euro cinquante. Contre le capitalisme sécuritaire, fraudez Tisséo! ».

**Beyoncé et Kimberley**



## À L'ORIGINE DES MUTUELLES DE FRAUDEURS ET DE FRAUDEUSES

AVANT LES MUTUELLES de fraudeurs, il y a eu la lutte pour les transports gratuits. Si leur constitution rentre en résonance avec un acte social (la fraude), la première mutuelle fondée à Paris plonge ses racines dans le cheminement politique du Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP). À sa création, au début des années 2000, la formulation de gratuité des transports n'était pas nouvelle. Depuis les années 1970, de petits collectifs (GRATPP, TGV, etc.) avaient sporadiquement porté cette nécessité sous forme de revendication. Mais le RATP était plus l'héritier des mouvements de

chômeurs de l'hiver 97. À ce moment avait émergé le besoin de se déplacer sans être contrôlé-e, pour aller chercher un boulot... mais aussi manifester en «trains gratuits!». Au sein du RATP, la fraude pouvait être la pratique de quelques-un-e-s mais elle n'était pas appelée de ses vœux par le collectif. L'idée était simple. Il n'était pas possible d'appeler à une pratique illégale d'autoréduction sans en assumer de manière collective les conséquences juridiques et financières. La loi relative à la sécurité quotidienne du gouvernement socialiste venait d'instaurer six mois d'emprisonnement et sept mille cinq cents euros d'amende pour les fraudeurs les plus assidus! Les mutuelles naissent donc après un

épuisement de ce processus politique ponctué d'actes (actions portes ouvertes dans le métro, trottoirs payants, etc.) et de réflexions (avec le Collectif sans ticket de Bruxelles). D'ailleurs, le cœur de l'argumentaire des mutuelles de fraudeurs d'aujourd'hui doit beaucoup à ce qui a été posé à l'époque. La naissance d'une mutuelle en 2005 – inspirée par des militant-e-s suédois-e-s – a donc permis de mettre une revendication en acte. Cela invitait a fortiori à réfléchir à ce que la solidarité à partir de situations particulières pouvait signifier. La fraude devenait un acte collectif, la désobéissance individuelle une pratique de solidarité, et cela a permis d'ouvrir la lutte des transports gratuits au-delà des seul-e-s militant-e-s.

**À LIRE**  
**LE LIVRE-ACCÈS**  
Collectif sans ticket,  
Éditions du Cerisier,  
2001



**Années 70:** Le GRATPP, pour Groupe de Résistance Active aux Transports Publics Payants (1<sup>er</sup> image), naît à cette époque. En 1978, des autonomes détruisent à coup de marteau une centaine de composteurs dans le métro parisien. L'action est revendiquée «Résistance à l'Augmentation des Tarifs Publics».

**Années 80:** En 1982, le collectif «Transports Gratuits des Voyageurs» (2<sup>e</sup> image) distribue un quatre-pages où ils incitent les usagers à pratiquer l'autoréduction en distribuant un coupon aux contrôleurs.

**Années 90:** En 1995, un collectif éphémère TRAUM, qui signifie Tribune de Résistance Active des Usagers du Métro, dénonce les milices chargées de la sécurité dans le métro aux moyens d'autocollants et de tracts.

**Années 2000:** Le Réseau pour l'Abolition des Transports (3<sup>e</sup> image) apparaît en 2001 à Paris. Au même moment, des collectifs voient le jour dans d'autres villes comme à Grenoble (4<sup>e</sup> image) ou, à la suite du RATP, autour d'autres revendications contre la publicité par exemple. (5<sup>e</sup> image)

# DE L'AYRAULTPORT À LA ZAD À LA RECHERCHE, D'AUTRES MOBILITÉS

**DIMANCHE 25 NOVEMBRE.** La voiture est remplie de cagettes de bouffe. Patates, potimarrons, pâtes, oignons, chocolat, lait de soja, vin... les stocks de la Vache Rit sont pleins à craquer grâce aux personnes qui ne cessent de nous ravitailler depuis plusieurs semaines. Nous ramenons toutes ces joyeuses victuailles à nos caravanes, en chantant à tue-tête, mes potes et moi! Sur la route, un nouveau barrage de gendarmes mobiles. Et merde! On s'arrête. « Alors, cette voiture, elle vient bien d'une grande firme internationale? Et vous roulez avec de l'essence dégueulasse produite par Total? Et vous prenez des routes construites par Vinci! Faudrait un peu vous mettre en accord avec vos idées hahaha! Moi, je suis ultracapitaliste et je l'assume très bien! Je peux prendre l'avion et tout sans me poser de questions hahahaha! » Esclaffement général des autres playmobiles autour. Quels gros connards! Déjà, leur présence sur la zone est une provocation permanente qui oblige les habitant-e-s de la ZAD à faire des détours par d'autres routes, par d'autres champs, pour éviter les contrôles! Mais alors là, ils atteignent vraiment le comble de la débilité. Pourtant, cette anecdote m'a trotté dans la tête pendant plusieurs jours. Parce qu'au fond, c'est un peu vrai que depuis quelque temps j'emprunte des autoroutes Vinci au moins six fois par mois en faisant du stop pour aller et venir à la ZAD. C'est un peu vrai que je rencontre ici des personnes venues des quatre coins de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Italie, et d'ailleurs. C'est un peu vrai que ces mobilités militantes posent question pour l'organisation de la vie quotidienne. C'est un peu vrai que nous n'avons pas ici toutes et tous les mêmes capacités/possibilités de nous déplacer, et qu'on ne prend que super rarement la peine d'en

parler. Bref, c'est un peu vrai que je participe à une lutte contre un aéroport et les mobilités qu'il organise, sans prendre le temps de m'interroger sur nos mobilités collectives et sur mes propres mobilités, en tant que meuf blanche valide féministe. Alors je me suis dit que ça valait peut-être le coup de continuer à poser ces questions, de réfléchir à comment me/nous réapproprier nos pratiques de mobilité, en prenant en compte les rapports de domination qui participent à la construction de telles pratiques. Ces interrogations ont bien sûr été posées dans plein de lieux différents et je n'ai évidemment aucune réponse toute faite à apporter. Ce ne sont que quelques petites planches de plus, à assembler, désassembler et rassembler encore et encore!

## TOUTES ET TOUS À LA ZAD! ?

D'abord, la ZAD est devenue depuis quelques mois un lieu de fortes mobilités militantes. Qu'est-ce que ça veut dire? Que depuis le début des expulsions<sup>1</sup>, en gros depuis mi-octobre, des dizaines de milliers de personnes viennent défendre le bocage, apporter de la nourriture et d'autres formes de soutien matériel, passer un moment, construire des cabanes, faire des tours de garde sur les barricades, participer à des réunions... Que des personnes de Corse, de Bordeaux, de Dijon, de Saint-Affrique, de Fay-de-Bretagne<sup>2</sup>, d'Afrique du Sud, de Bruxelles<sup>3</sup> et de bien d'autres coins du monde, viennent passer une après-midi, deux jours, dix jours, trois mois sur la ZAD, de manière ponctuelle ou de manière continue... Bien sûr, face à ce flot continu de personnes venues de tous les horizons, de nombreuses stratégies de répression sont mises en place par l'État, la Justice et les forces de l'ordre – oui, je sais, ces trois choses ont des liens entre elles... Outre les barrages et les contrôles routiers évoqués plus haut, ce sont des procès-mascarades à répétition, qui se soldent par de la détention, par des interdictions de présence sur les communes concernées par le projet d'aéroport<sup>4</sup> ou sur le département de la Loire-Atlantique, par des placements sous contrôle judiciaire. Ces techniques de contrôle des militant-e-s antiaéroport s'inscrivent dans une organisation sociale des mobilités plus large : certaines mobilités sont très valorisées – celles des « citoyens » blancs européens qui prennent l'avion pour aller travailler deux jours à Shanghai, et jouer les touristes dix jours à New York – tandis que d'autres sont tout à fait criminalisées – celles des milliers de sans-papier-e-s qui sont traqué-e-s par les polices européennes chaque année. Et cela a aussi des conséquences concrètes sur les personnes qui peuvent ou pas venir sur la ZAD : mon pote Mathias, qui n'a pas de permis de séjour, ne peut/veut évidemment pas mettre un pied dans le bocage. Trop dangereux. Alors pour moi, lutter contre l'aéroport et ses mobilités, c'est aussi me battre contre le partage entre ces mobilités « légitimes » et ces mobilités « dangereuses ». C'est aussi

1. Pour avoir plus d'informations sur les événements passés et les rendez-vous à venir, pour lire des témoignages de personnes ayant vécu des petits ou des gros bouts de vie sur la ZAD, vous pouvez regarder le très beau site [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org)!

2. Commune voisine de la zone prévue pour l'aéroport.

3. Ces lieux renvoient aux lieux cités lors de l'assemblée générale de la manifestation de réoccupation, le 18 novembre 2012.

4. A priori, si une personne se fait arrêter sur un territoire alors que l'accès de ce territoire lui est interdit, elle encourt deux mois de prison ferme. Mais ces mesures étant relativement récentes, je ne suis pas totalement sûre de l'application de ces peines.

5. Lieu construit pendant la manifestation de réoccupation du 17 novembre 2012.



me battre contre le contrôle de nos vies et de nos déplacements. Contre l'ayraultport et son monde. Vinci dégage. Mais je dois reconnaître qu'il m'est aussi arrivé de prendre l'avion, que je viens à la ZAD par les autoroutes Vinci! Que j'ai parfois des rendez-vous amicaux, familiaux ou autres, un jour à Nantes, le lendemain à Toulouse! Que je vais faire une manif à Paris, et le lendemain, à Notre-Dame-des-Landes! Que plein d'ami-e-s sont prêt-e-s à faire mille deux cents kilomètres en trois jours pour aller manifester à Lyon! Alors ils sont où, les problèmes? J'ai l'impression que plusieurs niveaux d'interrogation se mélangent. D'abord, c'est super dur de me déplacer sans utiliser le TGV, sans rouler sur les autoroutes Vinci, sans utiliser de carburant dégueulasse (ou du nucléaire tout aussi dégueulasse!) extrait dans des conditions dégueulasses par de grosses multinationales dégueulasses. Alors j'essaie de ne pas engraisser ces grosses firmes en fraudant, en faisant du stop, en me promenant à travers champs. Petites stratégies de résistance. Mais je ne veux pas non plus être rendue responsable de l'existence de cette organisation capitaliste des transports. Lutter contre l'aéroport, c'est aussi pour moi lutter contre ces formes d'organisation des mobilités. Mais comment inventer des moyens de déplacement qui ne reposent pas sur l'exploitation de milliers de personnes (et même d'une c'est déjà trop!) et la destruction des ressources naturelles? De plus, je crois que ces questions ont tout à voir avec l'organisation de mes/nos déplacements, avec les différents espaces de ma/nos vies. Car c'est sûr, pas besoin d'utiliser des moyens de déplacement rapides si je n'ai pas à me déplacer rapidement sur de longues distances. En même temps, je n'envisage pas de rester toujours au même endroit. Plus, c'est même important pour moi de pouvoir rendre visite à des personnes et à des collectifs qui vivent aux quatre coins de la France et de l'Espagne! Alors comment organiser ma/nos vies en problématisant ces déplacements? Ce que je veux dire, ce n'est pas du tout que je prétends atteindre une position « pure » ou je-ne-sais-quoi de « super révolutionnaire ». C'est plutôt que je me pose mille questions pour savoir comment il serait possible de me/nous réapproprier mes/nos déplacements, et les problèmes qui se posent dans ma/nos vies quotidiennes par rapport à cela. Et le fait que la ZAD concentre des mobilités militantes me semble être un de ces problèmes, à plein de niveaux. C'est clair, c'est super chouette selon moi que plein de gens s'investissent dans cet endroit, et sans ces investissements multiples, il n'y aurait probablement plus de ZAD aujourd'hui! Mais comment à la fois m'investir sur la ZAD et sur d'autres lieux de lutte et de vie? Quels effets cela a-t-il sur mes/nos déplacements? Comment à la fois lancer des projets de maraîchage, tenter de me/nous réapproprier ma/notre nourriture et sa production, et en même temps me déplacer d'une région

à l'autre chaque semaine? Comment construire des projets avec des personnes si ce ne sont jamais les mêmes personnes d'une semaine sur l'autre? Quels problèmes cela pose-t-il pour l'organisation de la vie quotidienne sur la ZAD, quand des milliers de gens viennent chaque semaine, et que toute la logistique bouffe, accueil, ménage, repose sur quelques épaules, et toujours les mêmes?

## LES LIEUX DE LA ZAD, OUVERTS À TOUTES ET TOUS ?

Enfin, les mobilités que j'aimerais interroger ici ne concernent pas seulement les allers-retours à la ZAD, mais également la zone elle-même. Car tout le monde n'a pas les mêmes possibilités de se déplacer dans le bocage, et cela n'a que peu de choses à voir avec la présence militaro-policière, même si elle renforce certainement ces inégalités de déplacement. Le projet de rampe d'accès à la Châtaigne<sup>5</sup>, pour les personnes en fauteuil roulant, béquilles, poussettes, ou autre, a été purement et simplement abandonné. Les barricades autour de ce lieu empêchent toujours des tas de personnes de s'y rendre – essayez d'enjamber quatre barricades avec un enfant dans les bras! – alors qu'il devait être un lieu « ouvert à toutes et tous ». De nombreuses réunions avec traduction en trois langues se tiennent dans la salle des Chats teigneux et teigneuses, ce qui exclue un grand nombre de participant-e-s qui ne peuvent pas y accéder. Et à ce jour, aucune réflexion collective n'est en cours à ce sujet.

## J'essaie de ne pas engraisser ces grosses firmes en fraudant, en faisant du stop, en me promenant à travers champs.

À cela, s'ajoutent les ambiances super virilistes sur les barricades – il est courant d'y entendre « salope de keuf, je vais violer ta femme et tes enfants! », « Petites tapettes! », etc., etc. – et dans plein d'autres lieux, les menaces homophobes au couteau dans les bois, les hétérosoirées désertées par plein de meufs pour cause de multiples agressions. Alors non, je n'ai pas l'impression de pouvoir aller « où je veux » sur la ZAD. J'ai l'impression que certains endroits sont des lieux où je ne suis pas à l'aise, où d'autres meufs ne sont pas à l'aise, voire en danger. Et quand nous visibilisons ces situations d'oppression, les grosses voix crient pour se faire entendre plus fort. « N'importe quoi, arrêtez de vous victimiser. Si vous voulez plus de meufs aux barricades, ben vous n'avez qu'à y aller... » Non mais on ne va pas en plus être rendu-e-s responsables des oppressions qu'on subit?! Ce sont aussi contre ces pratiques de mobilité inégales que j'ai envie de lutter. Contre l'ayraultport et son monde. Contre son monde et ses oppressions sexistes, racistes, homophobes, âgistes, validistes. Bien sûr, nous mettons des petites stratégies en place avec les potes avec qui je vis ainsi qu'avec le collectif non mixte meufs-gouines-trans de la ZAD, pour lutter contre ces situations. Mais c'est une toute petite échelle, et ça me paraît important de prendre au sérieux ces questions plus collectivement. Pour me sentir plus forte individuellement et collectivement, pour m'assurer que me dire anticapitaliste, ça veut aussi dire antisexiste, antiraciste et contre les autres formes d'oppression. Pour ne pas reconduire par une rhétorique et des pratiques qui ne les prennent pas en compte les schémas d'oppression qui structurent nos déplacements sur la zone! Comment construire alors d'autres pratiques de mobilité? On se bouge?

Tonie





L'AUTO-STOP EST LA PRATIQUE LA PLUS RÉVOLUTIONNAIRE QUI SOIT. D'AILLEURS, TOUTES LES TENDANCES POLITIQUES S'Y RECONNAISSENT. ÉCRIT À SIX MAINS, CE TEXTE POINTE, NON SANS IRONIE, COMMENT PRATIQUES SOCIALES ET DISCOURS IDÉOLOGIQUES S'ACCORDENT PARFOIS À MERVEILLE.

# PUISSANCE DE L'AUTO-STOP

## VOYAGES ET RÉVOLUTION



**S'IL EST UNE FIGURE** qui a été négligée ces dernières décennies dans le champ des luttes politiques révolutionnaires, c'est bien celle de l'auto-stoppeur. Pourquoi des auto-stoppeurs à une époque où c'est toute la filière automobile qui est en crise ? Quand le capitalisme impose de manière autoritaire le déplacement et la mobilité, y a-t-il encore un sens à vouloir se déplacer ? Plutôt que de prôner l'immobilité, le geste révolutionnaire ne consiste-t-il pas à se réapproprier certains modes de déplacement ? Plutôt que de conspuer les périples et le voyage, n'est-il pas plus pertinent de voyager d'une manière simple et radicale : le pouce levé ! Bon nombre de militant-e-s ont tranché la question. Pourtant leurs pratiques inventives et subversives ne sont jamais évoquées dans les revues militantes. Dérangeant-elles à ce point ? Attention donc à ne pas renvoyer cette création toujours singulière à un exotisme bon marché ou à une pratique de hippies !

La figure de l'auto-stoppeur traverse de manière secrète, invisible, le champ de la politique révolutionnaire. Si pour Marx, « les révolutions sont les locomotives de l'histoire », comme il l'écrit en 1850 dans *Les Luttes de classes en France*, quid aujourd'hui des automobiles ? Et si les révolutions, plutôt que des locomotives, étaient en fait aujourd'hui des automobiles ? Et les révolutionnaires des auto-stoppeurs montés à leur bord afin d'encourager le conducteur à appuyer sur la pédale d'accélération ?

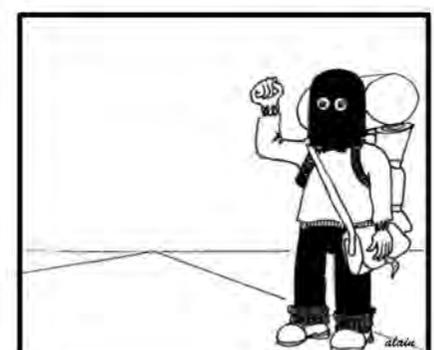
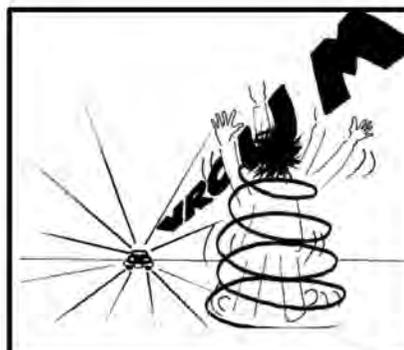
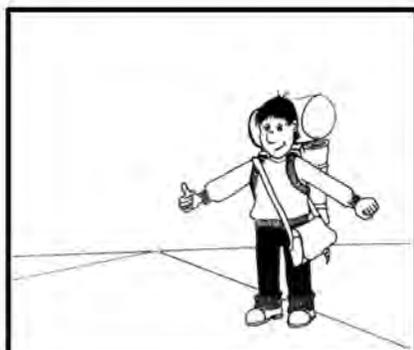
### L'AUTO-STOPPEUR QUI VIENT

Ce que certain-e-s mettent en jeu dans l'auto-stop, c'est le grand jeu unidimensionnel des identités et des différences, c'est la rencontre et le jeu entre des formes de vie. L'auto-stop est une forme de vie, et la route est cet espace où les formes de vie se croisent et, parfois, se rencontrent. Tout auto-stoppeur qui a passé du temps dans une station-service un week-end du mois d'août sait de quoi nous parlons. Il a assisté au ballet infini et incessant des formes de vie sous les auspices du logo Total, il a vu ces formes de vie entrer en conflit

les unes avec les autres. Parfois, lorsqu'un ennemi a refusé à sa forme de vie la possibilité d'accroître sa puissance, il a été engagé dans cette lutte à mort, cagoulé ou non, les mains nues ou armé d'un bâton. Parfois des formes de vie ennemies l'ont rejeté loin de cet espace privilégié, hétérogène, que constitue toute station-service, l'ont rejeté dans une extériorité. S'il s'est parfois replié, ce repli n'a été que stratégique. Car si « toute pensée est stratégique », l'auto-stop est la pensée stratégique par excellence. En effet, l'objectif est, avant tout, pour l'auto-stoppeur d'arriver d'un point A à un point B, et cela le plus rapidement, le plus confortablement, de la manière la plus amusante possible. Et pendant ce laps de temps, il s'agit de se laisser affecter par d'autres formes de vie amies. Il n'y a plus alors des riches et des pauvres, des classes sociales en lutte les unes contre les autres mais des formes de vie, c'est-à-dire des formes de voitures, des matières (le cuir du siège passager) et des ambiances particulières (la musique, la fumée de la cigarette ou du cigare, la propreté ou le bordel) qui produisent des affects et des intensités. Dépasser les 220 kilomètres à l'heure sur une autoroute allemande, assis à l'arrière d'une BMW noire aux vitres fumées, permet de faire l'épreuve de la puissance ! Si le biopouvoir parle de « violence routière », c'est parce que l'Empire désigne ainsi et rejette tout ce qui est porteur d'intensité (et d'une cagoule). Et ce dont l'auto-stoppeur fait l'épreuve, c'est notamment de cette intensité porteuse de toutes les promesses et pas seulement de celle d'arriver, en un temps record, d'un point A à un point B.

### L'AUTO-STOPPEUR IGNORANT

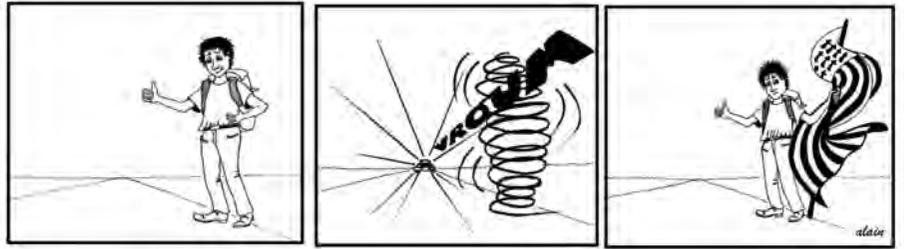
L'auto-stop promet beaucoup. Et ses promesses, il les tient. Pour certain-e-s militant-e-s, c'est l'outil de liaison par excellence entre celles et ceux que tout sépare habituellement, dont la séparation même est organisée dans le but d'empêcher qu'il ne se passe quelque chose, un événement scientifique, amoureux, artistique ou politique. Casser ces sépara-



tions, opérer des déplacements, des décalages, voilà ce que permet l'auto-stop à celles et ceux qui essaient aujourd'hui de redonner à cette pratique sa charge politique et révolutionnaire. Plutôt que d'aller tendre des tracts à la sortie des usines comme les dernier-e-s des *mohicans*, certain-e-s font du stop, et c'est dans les voitures qu'ils et elles rencontrent des ouvrier-e-s, des précaires, des commerciaux fatigués, usés et à bout de nerf. C'est devant un cappuccino de la cafétéria Total qu'ils essaient de convaincre les forces prolétaires et exploitées qu'il est grand temps de faire quelque chose, ensemble. La cafétéria de la station-service est ce lieu où toutes les rencontres sont possibles, où des discussions enflammées et mémorables ont débouché sur de nombreuses luttes. Ce n'est pas dans les usines, dans les universités que germeront les prochains combats mais dans les stations-service où celles et ceux qui ne devaient pas se rencontrer se rencontrent quand même, et élaborent ensemble des projets de lutte. Ce que l'auto-stoppeur porte, c'est le motif de l'égalité. Quand bien même il y a inégalité mécanique (certain-e-s ont un véhicule, plus ou moins puissant, et d'autres n'en ont pas), il s'agit d'emblée de postuler l'égalité. L'auto-stoppeur va donc proposer, par exemple, au conducteur de prendre sa place, de conduire pendant que celui-ci se repose. Et cela, même s'il ignore tout de la conduite, qu'il n'a jamais passé son permis. Et donc, bien souvent, c'est l'automobiliste qui se retrouve sur le siège passager pendant que l'auto-stoppeur, ignorant tout ou presque du code de la route, a le volant entre les mains, prouvant par là que les leçons et les maîtres sont inutiles et que l'ignorant en sait toujours bien plus qu'il ne croit. Ainsi l'auto-stop, pratique de la liaison, est aussi l'occasion de poser la question brûlante, et cela de manière originale, de l'égalité.

### L'AUTO-STOPPEUR CHAUVIN

S'il n'y a pas de frontières pour le ou la nomade postmoderne, d'autres se posent la question de l'auto-stop d'une tout autre manière. En effet, plutôt que de se déterritorialiser, il s'agit avant tout de se reterritorialiser et d'affirmer l'appartenance à un territoire, une terre, un pays. Ces auto-stoppeurs-là refusent de monter dans les voitures étrangères qui sillonnent leur si beau pays comme les Jeep des colonisateurs dans quelque désert africain. Les plaques d'immatriculation sont alors des éléments d'identification précieux témoignant de telle ou telle appartenance. Et la lutte pour la libération d'un territoire ne passe pas seulement par le boycott de ces véhicules-là mais aussi par leur détérioration, voire même leur sabotage. Si ces auto-stoppeurs s'aventurent à l'étranger, c'est pour aller à la rencontre de peuples opprimés qui sont confrontés aux mêmes impasses qu'eux. On les a vu-e-s sillonner en stop les routes de l'Irlande du Nord, du Pays Basque et du Kurdistan. À Erzurum, par des températures polaires, ces auto-stoppeurs ont plusieurs fois manqué de périr, non pas sous les rafales des armes turques mais bel et bien sous les rafales d'un vent glacé. Mais bien qu'internationalistes, il faut bien reconnaître que rares sont leurs incursions dans les territoires étrangers. La plupart du temps, ils font du stop sur des autoroutes sans péage entre Quimper, Brest et Nantes. Et si ces autoroutes sont gratuites, leur activisme forcené n'y est pas pour rien. Les difficultés que rencontrent ces auto-stoppeurs résident souvent dans le fait que leurs panneaux ne sont pas toujours compréhensibles car les noms des villes y sont écrits dans la langue



de leur si beau pays, langue dont la pratique a été longtemps combattue par l'État colonisateur. De plus, la langue que ces auto-stoppeurs utilisent pour aborder les automobilistes dans les stations Total n'est pas toujours très bien comprise, car de Vannes-Gwened à Morlaix-Montroulez, en passant par Rennes-Roazhon, les différences linguistiques sont telles que les locuteurs ont souvent du mal à se comprendre et à se mettre d'accord sur la direction. Une carte bilingue suffisamment précise est souvent d'un grand secours. Inlassablement, ils sillonnent les routes du plus beau pays du monde à la rencontre de ceux et celles qui ignorent encore que ce pays et cette culture méritent d'être défendus, pour ne pas dire libérés.

### L'AUTO-STOP, SI JE VEUX, QUAND JE VEUX

Une dimension importante qu'il s'agit de ne pas négliger est celle des genres. Malgré toutes les mises en garde sécuritaires et paranoïaques, certaines femmes font de l'auto-stop et, par cette pratique, affirment une position directement poli-

tique. Ces femmes ne veulent pas être cantonnées à des espaces intérieurs et à toutes ces activités qu'une société patriarcale oppressive réserve aux femmes. Quand bien même on les dissuade de faire du stop car les routes et les autoroutes sont considérées comme des univers masculins et dangereux, certaines femmes n'hésitent pas à en faire, seules. Elles transgressent ainsi des codes sociaux implicites et revendiquent elles aussi l'espace public et autoroutier. Sou-

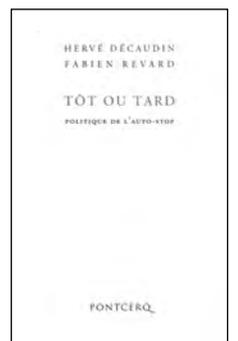
vent ce sont d'ailleurs des femmes qui s'arrêtent pour les prendre et les auto-stoppeuses vérifient ainsi l'existence de la solidarité féminine. Toutefois, certain-e-s chercheurs-euses s'intéressant à ces pratiques ont remarqué qu'il y avait beaucoup d'ambivalence dans cette solidarité. Comme si cette entraide était inconsciemment motivée par le désir de soustraire l'autre femme à la jouissance que pourrait leur procurer la rencontre avec un homme. Ce que ces femmes ont aussi expérimenté, c'est l'importance du regard, de la reconnaissance du conducteur (qu'il soit homme ou femme) et du désir de l'autre. Pour que le stop fonctionne, il faut qu'il y ait à la fois des regards qui s'échangent et des désirs qui circulent. Jamais une voiture ne s'arrêtera si, à un moment ou à un autre, un désir n'est pas en jeu. Si certaines femmes refusent de monter dans une voiture conduite par un homme et préfèrent l'atmosphère non mixte d'un habitacle, d'autres mènent le combat dans les véhicules où l'on trouvera les plus ardents partisans du patriarcat. Certaines disparitions restent d'ailleurs à ce jour inexplicables et, depuis lors, toutes sortes d'histoires circulent dans les cafétérias Total sur les dangereux-euses auto-stoppeurs-euses... Mythe autoroutier ou conséquences d'une guerre secrète

Depuis la cafétéria Total : **Antoine F.**, depuis la Jeep des colonisateurs : **Paul B.**, depuis Erzurum : **Sylvie H.**

## L'auto-stop est une forme de vie, et la route est cet espace où les formes de vie se croisent

### À LIRE

**TÔT OU TARD. Politique de l'auto-stop**  
Hervé Décaudin  
et Fabien Revard,  
Pontcerq, 2011, 318 p.



### GUIDE DES VOYAGES LIBRES.

Anton Krotov, Pontcerq,  
à paraître en 2013

DANS LA RÉGION DE SÉVILLE, EN ESPAGNE, DES ALTERNATIVES COLLECTIVES FLEURISSENT SUR TOUS LES FRONTS : LUTTES DANS LES QUARTIERS, AUTONOMIE ALIMENTAIRE, SOLIDARITÉS MATÉRIELLES AU QUOTIDIEN. CANTAGAIA, EST UN JARDIN COLLECTIF, ET UN VIVIER D'EXPÉRIMENTATIONS ET DE LUTTES COLLECTIVES. RENCONTRE AVEC DEUX CANTAGALLER@S.



# Cantagaia !

## Souveraineté alimentaire et organisations collectives : un projet de communauté agricole à Séville

PROPOS RECUEILLIS ET MIS EN FORME PAR LENI ET TONIE.

**ERRANCE À DEUX** en auto-stop à travers l'Andalousie, la province la plus pauvre d'Espagne, mais une des plus riches en luttes et en tentatives d'organisation collective. C'est à Séville, dans le quartier populaire du Pumarejo, où l'on peut lire l'histoire des luttes sur les murs, que, le soir, sur la place, les personnes se retrouvent pour partager des projets, tisser des liens, s'organiser... C'est dans cette dynamique que nous nous sommes laissé-e-s embarquer par cet enthousiasme collectif et que nous avons trouvé un écho à nos propres préoccupations. De rencontre en discussion, nous avons échangé sur nos différents modes de lutte, d'organisation et d'alternative pour renverser toutes les formes de domination. Nos rencontres nous ont amené-e-s à passer une journée dans le jardin collectif de Cantagaia, pour planter des pommes de terre sous la paille et discuter autour d'une bière avec Marcos et Ana, deux cantagallerr@s'.

### Comment vous êtes-vous retrouvé-e-s dans ce projet de Cantagaia ?

**Marcos :** J'ai commencé à travailler en 2003 avec des populations gitanes, dans une perspective d'insertion par le travail. Au bout de cinq ans, je me suis rendu compte que ce travail n'avait aucun sens, à part justifier l'exclusion sociale. À peu près au même moment, j'ai découvert la gravité écologique et énergétique de la crise. Pour moi, cela transforme un peu la lutte de classes traditionnelle, qui présuppose comme contexte cette société industrielle de masse, qui est justement aujourd'hui

en train de s'effondrer. Je me suis rapproché du mouvement pour la décroissance et la transition : il s'agit de rompre avec le consumérisme et le productivisme et d'avoir des relations différentes avec les personnes et avec la terre. Avec un groupe d'ami-e-s, nous avons commencé à partager des documentaires, des livres sur ces questions et à prendre des décisions en groupe. Nous cherchions à être plus autosuffisant-e-s pour nous rendre plus puissant-e-s, *empoderarnos*<sup>2</sup>. Mais nous ne savions pas cultiver, nous sommes des urbain-e-s inutiles. On s'est donc formé-e-s en agriculture écologique : certain-e-s ont pris des cours, d'autres ont travaillé dans un jardin social urbain. Puis Myriam a postulé pour une formation en agriculture bio pour laquelle il fallait un terrain de mille mètres carrés, et on s'est retrouvé-e-s à huit pour cultiver tout cet espace. On s'est alors dit que ce serait intéressant d'ouvrir le projet, pour expérimenter plus de choses, non seulement cultiver mais transformer les aliments, apprendre à construire, tout un tas de pratiques pour *empoderarnos* et construire une forme de communauté. En février 2011, nous avons fait une présentation publique au Pumarejo, invitant les gens à participer. C'est de là que viennent les soixante-treize personnes de Cantagaia.

**Ana :** Je suis arrivée à Cantagaia via le mouvement écologique et les problématiques de la souveraineté alimentaire. Lors de la présentation du projet, il y avait énormément de gens que je n'avais jamais vus, des gens de tous les âges, avec aussi des enfants,

c'était incroyable. Elles et ils ont créé une dynamique à partir de nos motivations, ce qui nous a permis d'apprendre à nous connaître. Ce qui m'intéressait, c'était de produire ma propre alimentation mais je ne m'imaginai pas créer une communauté.

### Quels étaient les enjeux débattus au moment de la formation du projet ?

**Marcos :** Nous avons hésité entre un projet plus productif pour vendre nos récoltes, mais cela suppose d'utiliser un tracteur, un motoculteur, de travailler plus pour produire plus, ou quelque chose de plus expérimental et communautaire. Nous avons privilégié la dimension expérimentale, incluant des apprentissages divers, plus ouverte, basée sur la permaculture et moins focalisée sur la production et les récoltes. Il est important de produire mais, pour nous, le plus important est d'avoir un espace de partage, d'apprentissage, d'entraide à la fois économique mais aussi dans nos modes d'organisation. Nous avions clairement l'idée de *empoderarnos*, de créer une économie communautaire de subsistance, en opposition à la société de consommation, de construire des communautés qui ne soient pas des collectifs fermés.

### Quelles sont les personnes qui se sont retrouvées dans ce projet ?

**Marcos :** Il y a une grande diversité d'âge (de 18 à 60 ans), de nationalités et de professions. On trouve des anthropologues, des professeurs, des kinésithérapeutes, des artistes, mais aussi des gens qui n'ont pas fait

1. Nom des personnes se reconnaissant comme faisant partie de la communauté agricole de Cantagaia.

2. Le verbe *empoderarse* renvoie aux processus qui nous rendent plus fort-e-s, plus puissant-e-s, qui augmentent notre puissance d'agir. *Empoderamiento* se traduit par *empowerment* en anglais, mais n'a pas de traduction ferme en langue française. Il s'agit d'un concept particulièrement important dans les théories et pratiques féministes.



d'études, des carreleurs-euses, plombiers-bières, électricien-ne-s... Il y a beaucoup de variété mais le profil, c'est plutôt des personnes issues de la classe moyenne, déclassées, et qui ont très peu d'aspirations à rester ou à retourner dans leur classe !

**Ana :** Il y a beaucoup de gens dont la première priorité est de créer un autre type de société, des personnes âgées, d'autres plus jeunes, celles et ceux qui veulent changer le monde par le travail de la terre. Il y a aussi beaucoup de femmes, ce qui est très intéressant, comme un retour des femmes à la terre. Avec des motivations différentes : pour l'une c'est récupérer la souveraineté alimentaire, pour l'autre c'est une forme de travail du *cuidado*<sup>3</sup>, avec la permaculture. Nous prenons soin (*cuidamos*) de la terre, nous ne l'exploitons pas. Exploiter la terre comme une ressource de plus, c'est perpétuer les logiques capitalistes, néolibérales, patriarcales et racistes dans lesquelles nous vivons. L'économie féministe, qui visibilise le travail du *cuidado*, constitue pour moi un changement de paradigme. Prendre soin (*cuidarse*) de la terre,

c'est penser le processus productif dans sa globalité. Le travail que nous faisons en ce moment, protéger la terre pour l'hiver, est essentiel si nous voulons cultiver au printemps. Nous reproduisons des modèles anciens de production vivrière. L'exploitation de la terre dans le cadre de l'agriculture intensive et mécanisée participe au contraire à la réduction de sa fertilité et de ses rythmes.

#### Quelles sont les dynamiques d'organisation au sein de Cantagaia ? Comment se formalisent-elles ?

**Ana :** Cantagaia est un projet communautaire de travail en permaculture mais avec plein de choses possibles en parallèle. Des groupes s'organisent pour faire de la bière artisanale, des chantiers, des conserves. Le thème de l'éducation intéresse aussi les gens, l'idée de construire des relations intergénérationnelles avec des personnes âgées et des enfants. Cantagaia, comme organisation de la culture au jardin, c'est une chose mais, à un autre niveau, beaucoup de choses émergent, et là, il faut s'asseoir et s'organiser. Le projet n'implique pas que la terre, il s'agit aussi de produire

des actions. Tu vas travailler au jardin, et quand il y a beaucoup de gens à la pause, tout le monde discute, c'est une énergie très contagieuse qui change les possibilités existantes. À ce niveau, les relations de confiance sont vraiment importantes.

**Marcos :** Nous avons des assemblées tous les trois mois, ouvertes à toutes et tous. Ensuite, la participation de chacun-e passe par des commissions de travail : la commission « économie et administration », « logistique et transport » (pour ramener les outils, la paille, le fumier...), celle qui se charge de planifier le travail et de dessiner le jardin et la commission « participation et communication », qui doit veiller à faire circuler les informations et à ce que tout le monde se sente de participer. Il y a aussi le rôle des deux jardinières qui ont une vision un peu globale, organisent les journées de travail et transmettent des savoir-faire. J'aimerais maintenant que l'on puisse ouvrir de nouveaux espaces pour partager nos ressentis et nos envies, pour parler de choses difficiles à traiter dans les assemblées générales, qui sont plutôt consacrées aux prises de décision. ■■■

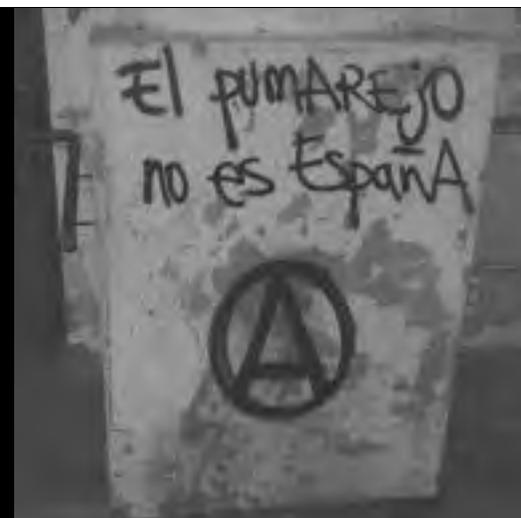
3. Le *cuidado* renvoie au soin dans son sens le plus général possible. C'est un travail souvent invisibilisé, ou stigmatisé, largement assumé par les femmes, les femmes racisées en particulier, dans le système capitaliste, patriarcal et raciste. C'est le concept du *care* en langue anglaise. Ce concept fait l'objet de réappropriations féministes : il permet de visibiliser certaines formes de domination et de penser des stratégies de lutte.

## El Pumarejo no es España !

SUR LA PLACE du Pumarejo, une vieille et belle bâtisse arbore fièrement ses résistances. Ce « centro vecinal », sorte de centre social de quartier, a été sauvé et conquis par dix ans de lutte des habitant-e-s et de leurs soutiens contre les promoteurs immobiliers. C'est un centre d'organisation pour beaucoup de collectifs et de luttes à Séville, entre autres Cantagaia, le réseau de monnaie social Puma, une bibliothèque autogérée, des projections de films, des cantines

populaires, des ateliers de couture, musique, apprentissage de langues étrangères, d'histoire orale des luttes, des réunions et des chantiers interminables. Les militant-e-s et les habitant-e-s sont organisé-e-s en assemblée pour continuer de faire de la Casa Pumarejo « plus qu'un lieu de vie, un lieu de voisinages divers, de rencontres, de création et de rébellion collective »<sup>1</sup>.

1. Extrait d'un appel pour la défense de la Casa Pumarejo, publié sur [estrecho.indymedia.org](http://estrecho.indymedia.org) en mars 2012.





■■■ Économiquement, comment faites-vous ?

**Marcos :** A Cantagaia, nous offrons une période d'engagement de sept mois, avec un engagement de base de 25 euros et 10 heures de travail mensuel. Pour les personnes qui ont des difficultés économiques, cela peut être 15 euros et 15 heures de travail mensuel ou 20 heures de travail mensuel sans cotisation. C'est la source principale de financement. Ensuite, il y a le bar du cinéma d'été avec le centre social de quartier (*centro vecinal*) et les spectacles de théâtre organisés par Franck, un des membres de Cantagaia.

Cet entretien, nous le concevons comme une mise en circulation de pratiques et de problématiques collectives. Penses-tu qu'il y ait des enjeux cruciaux à des expériences communautaires agricoles, auquel il faudrait faire particulièrement attention ?

**Marcos :** Je crois qu'il faut prendre soin de la partie sociale et communautaire. Ce que je trouve très positif, c'est la communication interne, le wiki<sup>6</sup>, et la transparence des documents, des informations, cela aide beaucoup à ce que tout le monde se sente invité à participer ou que l'on ait confiance pour

déléguer parfois. L'important est aussi qu'il y ait des espaces pour partager nos ressentis, nos rêves, pour festoyer, cela peut aider à ce que les gens s'expriment, à faire émerger d'éventuels conflits. C'est vraiment

la partie à laquelle il faut faire le plus attention. Essayer de prendre soin

des relations, que tout le monde se sente à l'aise, que les tensions puissent être travaillées collectivement. Au Pumarejo, il y avait un graff qui disait « El afecto es revolucionario » (« L'affection est révolutionnaire »). ■

**Avez-vous noué des relations privilégiées autour du projet avec des agricultrices et des agriculteurs ?**

**Marcos :** Nous avons quelques liens à travers Cantagaia... avec un agriculteur en biodynamie chez qui nous prenons les semences ; avec Luciano, jardinier en permaculture dans un jardin social urbain à Séville ; avec un berger, à qui nous achetons le lait pour faire notre fromage de chèvre ; avec une productrice d'un village au sud de Séville qui est assez liée à la communauté de Cantagaia. Dans la zone du jardin, en revanche, les voisin-e-s ne sont pas très concerné-e-s par l'autosuffisance alimentaire et les pratiques écologiques.

**Pour en savoir plus**

**Cantagaia :** un blog sur <http://cantagaia.blogspot.fr>

**L'écoféminisme :** voir « L'écoféminisme, entre matérialisme et utopie », un chouette article de Chiara Bonfiglioli qui expose les tensions et les enjeux de ce courant de luttes et de réflexion (disponible sur Internet).

**L'économie du cuidado/du care :** une approche originale est développée dans un article de Pascale Molinier « Des féministes et de leurs femmes de ménage : entre réciprocité du « care » et souhait de dépersonnalisation », paru dans la revue *Multitudes* en 2009 (n° 37-38) et disponible sur Internet.

**La permaculture :** deux bouquins très intéressants sont publiés chez Passerelle éco : *Graines de permaculture*, de Patrick Whitefield, et *Premiers pas en permaculture*, de Ross et Jenny Mars.

4. « Il faut s'asseoir et s'organiser. »

5. « L'affect est révolutionnaire. »

6. Wiki : site Internet collaboratif, outil de travail collectif dont les pages sont modifiables par les participant-e-s.



## ALLEMAGNE JUSTICE ET LIBERTÉ POUR LES DEMANDEURS ET DEMANDEUSES D'ASILE

COMME BEAUCOUP de pays européens, l'Allemagne applique une politique migratoire inhumaine dans le but de dissuader les migrant-e-s de s'installer sur son territoire. Depuis début 2012, les demandeurs et demandeuses d'asile sont en lutte. Cela a commencé par une tente plantée dans la commune de Würzburg (Bavière). Ça a continué en septembre avec une marche de six cents kilomètres jusqu'à Berlin pour protester contre leur assignation à résidence, les camps de réfugié-e-s et les expulsions. Après qu'ils et elles

se soient rendu-e-s dans les camps des villes traversées, une cinquantaine d'autres demandeurs et demandeuses d'asile les ont rejoint-e-s.

Une manifestation de cinq mille personnes les a accueilli à Berlin début octobre. Elles et ils décident alors de monter un campement sur Oranienplatz, dans le centre de Berlin, puis d'investir une école. Les actions menées sont multiples : occupation de consulats, grève de la faim, manifestations. Les coups et les arrestations pleuvent. Cela n'entame en rien la détermination de ces migrant-e-s. Quelques avancées ont été obtenues, comme l'abolition de l'assignation à résidence dans certains États fédéraux allemands, mais cela ne leur suffit pas. Leur lutte essaime d'ailleurs au Danemark, en Turquie, en Bulgarie, en Grèce, en France (Lille) aux Pays-Bas et en Autriche.

<http://thevoiceforum.org/>  
<http://thecaravan.org/>

## RUSSIE

### LES PRISONNIER-E-S DU 6 MAI 2012

LE 6 MAI 2012 est le jour qui a précédé l'investiture de Poutine à la présidence. Après des mois de manifestation de masse des « anti-Poutine », sans doute pour signifier le retour de la « verticale du pouvoir », l'énorme manifestation s'est terminée par une violente répression. Les jours sui-

vants, des poursuites pour « troubles de masse » ont été engagées à l'encontre de dix-neuf personnes. Parmi ces militant-e-s, certain-e-s sont du mouvement LGBT, antifasciste ou anarchiste. Suite aux mauvaises conditions de détention, Vladimir Akimenkov risque de devenir aveugle.

Maxime Louzianine a été le premier jugé : 4 ans et demi de camp. En janvier 2013, Alexandre Dolmatov, exilé aux Pays-Bas, s'est suicidé, suite à un refus d'asile politique. Il aurait dû rejoindre les autres prisonnier-e-s qui risquent jusqu'à 8 ans de camp. [Site internet 6may.org](http://Site internet 6may.org)

## TUNISIE

### APRÈS LA RÉVOLUTION



LE PARTI ISLAMISTE ENNAHDA a beau avoir obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée nationale constituante le 23 octobre 2011, la population tunisienne demeure sur le qui-vive et continue de lutter contre le chômage, la pauvreté et la répression. Le gouvernement est maintenant au centre de toutes les exaspérations, et l'un des slogans du moment n'est autre que « Ennahda dégage » ! Les luttes de chômeurs contre les fermetures d'usine et les concours de recrutement truqués sont légion. On notera par exemple les blocages de routes par des habitant-e-s de la cité Al-Milaha, dans

le quartier de Radès, à Tunis, pour protester contre les résultats du concours de recrutement de la STAM, Société tunisienne d'acconage et de manutention. Suite à cela, les flics ont fait irruption dans le quartier pour tabasser au petit bonheur et même saccager des maisons. En novembre 2012, c'est la ville de Siliana qui s'est soulevée pour exiger le départ du gouverneur de la région, la libération de quatorze prisonniers arrêtés lors du soulèvement d'avril 2011 et un plan d'aide économique. Ils ont réussi à virer le gouverneur, mais ils en ont maintenant un nouveau et la répression à coups de tirs à la chevrotine a fait de nombreux blessés et mutilés. La mobilisation ne s'arrête pas là : collectifs de soutien pour la libération des prisonniers politiques, mouvement contre l'extraction du gaz de schiste, manifestations pour la fermeture d'usines polluantes... Affaires à suivre !



## CHIAPAS

### FIN DU MONDE

LE 21 DÉCEMBRE, date d'un changement de cycle, un changement de monde pour les Mayas, les zapatistes ont réalisé par surprise une mobilisation pacifique de grande ampleur. « Votre monde va s'effondrer, le nôtre est en train de resurgir. » Près de cinquante mille personnes ont investi les principales villes de l'État du Chiapas (Mexique) où ils et elles ont marché dans un silence de plomb. « Qui reste silencieux est ingouvernable », disait Ivan Illich. De la même manière qu'elles et ils se couvrent le visage pour être vu-e-s, les zapatistes ont ce jour là manifesté en silence pour être écoutés.

## SUISSE

### BRIS DE vitreE

LE 5 DÉCEMBRE 2012 un pavé a éclaté la vitrine de la librairie Fahrenheit 451, au 24 rue Voltaire à Genève prouvant que la diffusion de littérature libertaire dérange encore certain-e-s individu-e-s au début de ce XXI<sup>e</sup> siècle !...

## CUBA

### SOLIDARITÉ AVEC LES LIBERTAIRES CUBAIN-E-S

L'ATELIER LIBERTAIRE Alfredo López de La Havane représente un espace et une union de volontés pour retrouver et développer une perspective libertaire et antiautoritaire dans la dynamique du Cuba contemporain. Un appel à contribution a été lancé pour constituer un fond de documentation sur l'anarchisme (livres, revues, CD, DVD, etc.).  
Contact : [cubalibertaria@gmail.com](mailto:cubalibertaria@gmail.com)



**entretien** QUELLES RAISONS, HISTORIQUES OU POLITIQUES, PEUVENT EXPLIQUER LA RÉPRESSION SUBIE PAR LES RROMS EN EUROPE OCCIDENTALE ? QUELLES LUTTES DES RROMS, OU AVEC LES RROMS, SONT POSSIBLES ? MARION SALIN A EFFECTUÉ PLUSIEURS RECHERCHES AVEC DES RROMS EN RÉGION PARISIENNE. GUILLAUME SIBERTIN-BLANC ET PIERRE SAUVÊTRE ONT CONTRIBUÉ AU DOSSIER « L'EXEMPLE DES RROMS. LES RROMS POUR L'EXEMPLE », PARU DANS LA REVUE LIGNES.

# RROMS : LES ENNEMIS-INTÉRIEURS DE L'EUROPE

Propos recueillis par **Patrick Marcolini** et mis en forme par **Camille**.

Cet entretien est tiré de l'émission **Offensive sonore** du 25 juin 2011. Elle peut être écoutée en ligne sur le site d'Offensive.

RROMS EXPULSÉS  
LE 28 AOÛT 2012 À SAINT-  
PRIEST. PHOTO DE PHILIPPE  
DESMAZES

**Les Rroms arrivent en Europe au XV<sup>e</sup> siècle. D'où viennent-ils ?**

**Marion :** Les Rroms, pour de nombreux chercheurs et de nombreuses chercheuses, viennent d'Inde. Ils auraient migré à travers l'Europe en plusieurs vagues. En France, ils ne sont pas considérés d'emblée comme une population problématique. Henriette Asséo, historienne, parle d'un âge d'or des Tziganes en France, avant le XVI<sup>e</sup> siècle. Notamment parce que les Tziganes étaient engagés dans des armées seigneuriales et qu'ils avaient bonne réputation. Tout se corse avec la construction de l'État moderne, où apparaissent des légendes sur l'origine maudite des Tziganes. L'une d'entre elles raconte notamment que les Tziganes auraient volé les clous de la crucifixion et qu'ils seraient

condamnés à une errance perpétuelle pour expier leurs fautes.

**Tu parles de Tziganes. Peux-tu faire un point sur les différentes appellations en France ?**

**Marion :** C'est très difficile. Toute utilisation de terme revient à enfermer ces personnes dans des catégories qui sont très politiques. Je peux raconter une anecdote de terrain... J'ai travaillé avec des personnes qu'on peut appeler « rroms » en Seine-Saint-Denis. Elles me disaient : « À chaque fois qu'on parle de nous, cela nous porte tort ». À plusieurs reprises, les personnes que je rencontrais me disaient : « Finalement, on se demande si le silence n'est pas le meilleur des rapports à entretenir avec nous ». Le silence comme une sorte de revendication, parce qu'à chaque fois

qu'on parle des Rroms, c'est pour les enfermer dans des catégories politiques. Il existe plusieurs termes, on ne sait jamais lequel utiliser. Rrom est un mot de la langue rromani qui veut dire « être humain », « homme », « mari », « époux ». C'est un peu l'équivalent du mot « inuit », qui veut dire « être humain ». J'ai choisi de les appeler comme cela parce que c'est un mot qui est encore peu utilisé par les institutions et les administrations, mais qui est revendiqué par certains groupes qui se mobilisent pour faire reconnaître les Rroms comme des acteurs légitimes, notamment sur le territoire européen. On rencontre aussi souvent l'appellation « gens du voyage ». C'est une catégorie administrative qui a été mise en place en France en 1969, et qui est utilisée seulement en France et en Belgique. Elle désigne les gens qui vivent dans un habitat mobile : la caravane. Depuis peu, cette expression qualifie seulement les personnes de nationalité française. À la différence de « Rroms migrants », une catégorie qui apparaît à la fin des années 1980, suite à la chute du mur, à un moment où l'on a vu arriver en France des gens que l'on disait roumains. Ces personnes relevaient de problématiques de gestion de l'immigration, on les a donc appelées « Rroms migrants » parce qu'elles se revendiquaient rroms. Tout à l'heure, on disait tziganes. C'est une appellation générale qui a deux origines. À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'une des légendes que j'ai citées tout à l'heure disait que les Rroms ne voulaient pas se mélanger au reste de la population. On leur a appliqué un nom, « atziganoi », désignant une secte qui était établie en Perse et dont un des principes était que ses membres ne pouvaient pas se mélanger avec le reste de la



population. L'appellation tzigane a été largement reprise. Elle a malheureusement été rendue courante avec le génocide nazi, mais elle ne vient pas des Roms eux-mêmes. Selon les contextes, ils peuvent utiliser cette appellation, mais ils ne la revendiquent pas. J'ai parlé de catégories très générales. Au cours des migrations, des divisions sont intervenues entre ces personnes venues d'Inde, qui se sont réparties dans trois espaces géographiques, en ce qui concerne l'Europe : le Sud de l'Europe, la péninsule Ibérique, où on les a appelés « gitans » ou « calós » ; l'Europe de l'Ouest (France, Allemagne, et une partie de l'Italie), où on les a appelés « manouches » ou « sinté » ; et l'Europe de l'Est où l'on parle des Roms (avec un seul « r »). Tracer des frontières est très difficile, les populations ont beaucoup circulé et les contextes sont différents. Je serais très prudente avec l'utilisation de ces catégories. Les Roms revendiquent des appellations très diverses à différentes échelles. Par exemple, à Saint-Denis, certains disaient : « Attends ! Moi, je suis aussi un habitant de Saint-Denis ! ».

**Une autre image de l'imaginaire collectif : tout le monde pense que tous les Roms sont des nomades qui circulent en permanence à l'échelle planétaire, alors que les situations sont extrêmement variées...**

**Marion :** Quand on parle de nomadisme, on aborde un mode de vie très complexe qui mêle des temps de mouvement et des temps de pause, d'arrêt. Beaucoup de Roms, alors qu'ils circulent en général entre plusieurs lieux, s'arrêtent à un endroit pendant plusieurs années suivant les opportunités de travail, les relations sociales qu'ils construisent. Le nomadisme n'est pas du tout équivalent à un mouvement perpétuel. Il faut savoir que certains Roms n'ont jamais vécu en caravane, se déplacent très rarement, principalement pour des raisons liées à la persécution dont ils font l'objet ou pour des raisons économiques. Mais dans leur discours, on entend un certain rapport au mouvement, au voyage, ce qu'on pourrait appeler un rapport au nomadisme, notamment en convoquant beaucoup d'espaces différents, de leurs origines familiales, des lieux où leurs grands-parents ont vécu. Dans un grand nombre de récits

et de chants, la thématique du voyage est également très présente. Il faut absolument éviter de construire des catégories qui seraient fondées sur les rapports à l'espace et au mouvement, parce que ces rapports sont multiples.

**Ce que tu dis nous permet de nous voir que, quand il y a mobilité, celle-ci est souvent contrainte...**

**Marion :** Il est difficile de faire la part des choses entre des mobilités contraintes et des mobilités choisies. Certains Roms choisissent d'adopter un mode de vie itinérant, des habitats qui peuvent être déplacés à n'importe quel moment. Une femme avec qui j'ai beaucoup discuté l'an dernier disait : « L'important, c'est qu'on soit toujours prêt à partir, même si l'on ne partira jamais ». Cet aspect de la mobilité choisie est indissociable de la mobilité contrainte. Parce que les déplacements se font forcément selon les contraintes et les personnes que les familles connaissent. Les Roms ne vont pas se rendre dans des endroits où ils ne connaissent personne, où ils n'ont aucun ancrage.

**Est-ce qu'on peut parler d'un ancrage, métaphorique celui-là, dans une langue ? Une des choses que les Roms ont en commun sur des distances extrêmement grandes...**

**Marion :** Le rromani est une langue assez particulière, avec une structure assez souple. Je ne suis pas linguiste,

**« À chaque fois qu'on parle de nous, cela nous porte tort. »**

mais j'ai pris des cours de rromani. Cette langue est fondée sur les sons consonants. Par exemple, « je suis » peut se dire avec énormément de moyens différents. Ils sont repris de manière très diverse selon les contextes. Il est possible de se comprendre même si l'on n'a pas exactement les mêmes mots, et même si la structure grammaticale de la phrase n'est pas exactement la même. Avec Céline Bergeon, nous avons fait une étude. Elle a travaillé avec des groupes qu'on dit « manouches » qui vivent dans la région Poitou-Charentes. Nous avons comparé les mots de la vie quotidienne utilisés par des familles avec lesquelles elle a travaillé avec ceux des Roms avec lesquels j'ai travaillé. Nous avons

constaté beaucoup de similitudes, notamment à l'oral.

**Guillaume : Est-ce que ces proximités linguistiques sont appréhendées par les Roms ? Ou la langue est-elle pour eux un critère de discrimination ou de séparation des groupes en fonction des origines territoriales ou des lieux de circulation ?**

**Marion :** Cela dépend des circonstances. J'ai connu deux situations très différentes. J'ai rencontré une famille que les pouvoirs publics mettaient dans la case « gens du voyage » et qui habitait une aire pour les gens du voyage à la Courneuve. Sur cette aire se jouait une concurrence pour l'espace, car la mairie voulait installer un groupe de Roms venus de Roumanie. Je discutais avec une femme manouche qui me disait : « Ces gens-là, on n'a rien à voir avec eux, on ne veut pas d'eux ici ». J'essayais de l'amener à parler du rapport à la langue : « Cela n'a absolument rien à voir. La langue qu'ils parlent, c'est la langue des barbares. Nous, c'est une langue à laquelle nous tenons, une langue parlée par nos parents ». Je lui ai demandé de parler un petit peu dans cette langue. Il se trouve que j'arrivais à la comprendre parce que c'est la langue que j'avais apprise à l'INALCO sous l'appellation « rromani ». Donc j'ai été un peu surprise. Dans ce cas, la langue ne fonde pas une

1. Institut national des langues et civilisations orientales.

2. Les Origines du totalitarisme. L'impérialisme, Hannah Arendt, Points, 2010.

communauté, parce qu'un tas de processus jouent, notamment la concurrence pour l'espace. J'ai vécu une autre situation, justement pendant mes cours de rromani à l'INALCO. J'y ai rencontré une femme qui venait de Grenade, qu'on peut dire gitane, elle-même désignait parfois sa famille de cette façon. Pendant un de ces cours, elle s'est rendu compte que les mots que l'on nous enseignait étaient les mêmes que ceux de la langue qu'elle appelait « caló ». Elle était absolument ébahie de trouver cette communauté de langue.

**On a démonté plusieurs stéréotypes sur les Roms. Bizarrement, ces clichés se renouvellent. On avait ceux qui avaient volé les clous de la ■■■■**



MANIFESTATION DE RROMS  
LE 31 OCTOBRE 2007  
A SAINT-DENIS, RÉGION  
PARISIENNE.

■ **croix du Christ, les voleurs, les charpardeurs, puis les trafiquants. Un autre est apparu ces dernières années : le Rom roumain. Pourquoi ?**

**Guillaume :** La question de l'amalgame entre les Rroms et les Roumains est intéressante, d'un point de vue méthodologique, pour comprendre la répression qui s'est intensifiée l'année dernière en France. C'est une répression qui s'inscrit à l'échelle de l'Europe. Cela se passe non seulement en France, mais aussi en Italie, dans certains pays des Balkans, etc. On sait que les Rroms ont fait l'objet de rapports d'oppression séculaires depuis quatre ou cinq siècles. Cette interminable répression s'explique-t-elle par des facteurs historiques ? L'histoire des Rroms roumains oblige à chercher des raisons actuelles car c'est un amalgame qui est apparu très récemment. L'hypothèse que je formule est que cet amalgame se comprend à partir des rapports entre les pays d'Europe occidentale et les pays d'Europe centrale et orientale, plus exactement les pays de l'ancien bloc soviétique et les derniers entrants dans l'Union européenne. L'idée qui ressort de cette lecture est que les Rroms sont un instrument utilisé par les différents États européens pour régler leurs comptes entre eux et pour exercer une sorte de racisme interétatique. Pierre, dans son texte, mentionne la déclaration d'un eurodéputé roumain : « Il ne faut surtout pas confondre les Rroms et les Roumains. Les Roumains n'apprécient pas du tout l'amalgame ». Cela donne un très bon jeu de miroir. Du côté français, mais c'est sans doute le cas dans d'autres pays d'Europe occidentale, l'amalgame... De l'autre côté de l'Europe, celui-ci intensifie la volonté de bien séparer et d'éviter les confusions. À travers cet amalgame, c'est aussi la question de l'intégration

ou de la non-intégration des pays d'Europe orientale dans l'Union européenne qui est en jeu. C'est sans doute également une manière de régler les comptes avec le passé communiste de ces pays. La diversité des interprétations de l'héritage communiste se formule aussi dans les discours en fonction de l'appréciation de la situation des Rroms : Est-ce que les communistes ont bien fait ceci ? Ou est-ce qu'au contraire ils ont mal fait cela ? Parce que la situation des Rroms aujourd'hui est la suivante... Ce qui me paraît intéressant dans cette histoire des Rroms roumains, c'est que la répression des Rroms fonctionne encore une fois comme un symptôme et révèle les rapports de force entre les différents États européens, l'intensité et la vivacité des rapports de pouvoir – des rapports de domination en quelque sorte – entre les différents États. Cela n'annule évidemment pas du tout les répressions effectives qui ont lieu dans tel ou tel pays. L'été dernier, les médias français disaient « Regardez ces Roumains, comme ils sont racistes envers leur population rrom », au moment où, en France, on expulsait des Rroms par milliers.

**Les Roumains affirment être « la dernière porte de l'Europe aux frontières de l'Asie ». Dans ton article, tu dis : « La construction de cet Orient créé par l'Occident fait des Rroms l'« Autre » sur lequel les États de l'Union européenne projettent leur propre sentiment de supériorité et vient justifier le comportement post-colonial à leur égard »...**

**Pierre :** Post-colonial au sens où il ne s'agit pas d'une colonisation effective, où il y aurait véritablement deux statuts juridiques distincts, un statut de supériorité et un statut d'infériorité, puisque, en théorie, ce sont des

citoyens européens. Post-colonial en ce sens d'un colonialisme qui n'est pas officiel, pas institutionnalisé. Deux choses me semblent intéressantes... D'abord le fait que les Rroms sont traités de la même manière que les immigrés d'origine extracommunautaire. J'ai repris dans mon texte la formule qu'Étienne Balibar utilise à propos des migrants extracommunautaires, « apartheid européen », c'est-à-dire que le fonctionnement même des institutions européennes repose sur l'exclusion des migrants extracommunautaires. Cela rejoint ce que Marion disait au début : que les Rroms sont maintenant pris dans des problématiques de politiques publiques liées aux migrations. Pour autant, on peut voir une différence entre un ennemi extérieur, qui concerne les migrants extracommunautaires, originaires d'Afrique notamment, qui sont perçus comme totalement autres, et les Rroms, qui sont des ennemis intérieurs parce qu'ils sont construits comme ennemis. Le problème des Rroms est aussi un problème inventé par les institutions, et la mise en place même de politiques cherchant à intégrer les Rroms participe de cette construction d'un « problème rom », sans quoi ils ne seraient pas nécessairement visibles dans l'espace public.

**Guillaume, tu parles de colonisation intérieure et tu inscrites le traitement des Rroms au sein de cette problématique...**

**Guillaume :** Il faut essayer d'analyser ce qui se passe, et en même temps bien faire attention au langage que l'on utilise, essayer de penser les virtualités politiques du langage que l'on emploie, même quand on est dans l'ordre de l'analyse. J'ai l'impression qu'il faut prendre cette histoire de colonisation intérieure sur deux plans. D'abord, il faut l'entendre dans un sens très littéral, du point de vue d'une analyse économique du processus de colonisation, qui pendant plusieurs siècles a été une colonisation de l'espace planétaire par l'Europe et qui, maintenant, au niveau des leviers d'économie politique très concrets, procède à une sorte de recolonisation par le capital du cœur de l'Europe même. C'est du Rosa Luxemburg lu à l'envers : une fois que l'on a colonisé l'espace planétaire, on reproduit au centre de l'économie-monde, l'espace

européen, les techniques d'accumulation primitive que l'on avait utilisées pour coloniser l'espace planétaire. Ce sont des techniques très violentes que l'on connaît à travers l'histoire de l'impérialisme : destruction des territoires, espaces rendus inhabitables, dépréciation de la force de travail par les phénomènes de chômage structurel massifié, formes de privatisation de toute sorte, capture par expropriation étendue même au domaine de la culture, capture des formes de culture populaires, etc. Tout cela se passe maintenant en Europe. De ce point de vue, j'ai l'impression que la répression qui s'exerce sur les Roms n'est que l'annonce de ce qui attend des masses beaucoup plus larges de gens. Il faut prendre en compte un deuxième facteur qui rejoint un peu les discussions que l'on avait tout à l'heure sur le contexte européen d'analyse de la répression des Roms... Le processus de construction européenne s'est fait sur la base d'une sorte d'alternative entre l'institutionnalisation des minorités – je pense aux analyses d'Arendt dans le dernier chapitre de *L'Impérialisme*<sup>2</sup> – et une colonisation intracontinentale, qui a été une option très sérieusement débattue après la Première Guerre mondiale : savoir ce qu'on allait faire dans les espaces de l'ancien empire des Habsbourg, voire dans l'Empire ottoman, sur l'espace continental, dans les Balkans, etc. Les mouvements sionistes ont proposé de coloniser une partie de l'Europe, d'ailleurs bien avant le XX<sup>e</sup> siècle. Cette disjonction historique est fondamentale. Est-ce qu'on constitue, comme le dit Arendt, les minorités comme institution permanente ? C'est-à-dire que le système européen, tel qu'il se construira autour de l'État-nation, aura besoin de produire des minorités en permanence et de réprimer ces minorités. C'est l'option qui a été choisie historiquement, on le constate en ce moment avec l'exemple des Roms, comme on a pu le voir avec d'autres populations... Ou est-ce que l'on colonisera une partie de l'Europe ? Ce qui est intéressant dans l'analyse d'Arendt, et que l'on observe aujourd'hui, c'est qu'en réalité on a fait les deux. C'est-à-dire que l'on a institutionnalisé l'état de minorité, notamment avec les Roms, et dans le même temps on a appliqué à ces populations des techniques d'abord éprouvées dans les colonies. C'est cette fusion du processus de

minoration et de celui de la colonisation qui me semble porteuse d'autant de violence et de racisme d'État, de racisme institutionnel.

**Dans vos articles, des perspectives de lutte sont évoquées. Soit des luttes de Roms, ou bien des connexions entre la lutte que peuvent mener les Roms et d'autres catégories de la population, celles qui sont victimes de discrimination.**

**Pierre :** Le dossier de *Lignes* comprend deux types d'analyses. Des articles étudient la répression des Roms comme une suite logique de celles des musulmans, des femmes voilées, et d'autres types de persécutions étatiques. Mais un des aspects que Guillaume et moi avons voulu souligner est vraiment cette inscription des Roms dans la domination capitaliste. Dans une conjoncture de crise telle qu'elle se dessine dans les pays occidentaux, avec des mouvements de la jeunesse précarisée de plus en plus forts, si on suppose que les Roms sont, comme le disent Deleuze et Guattari, le Tiers Monde intérieur, le sous-prolétariat radical à l'échelle de l'Europe, on voit bien comment ces tactiques sont des tactiques de division entre le sous-prolétariat et un prolétariat de la jeunesse précarisée. À mon sens, l'enjeu des mouvements tels qu'ils vont se développer est la façon dont ils vont pouvoir intégrer les populations

**« Comme on stigmatise la population musulmane en l'accusant d'être machiste, on a tendance à faire la même chose avec les Roms. »**

sous-prolétariées à la lutte. La question d'une lutte populaire en Europe est également liée au fait de relier les mouvements entre eux.

**À un moment, tu parles d'« un devenir mineur des luttes de classe », comme un transfert du modèle des minorités à l'intérieur des luttes de classe, ce qui serait une manière de relier les luttes du prolétariat à la situation des Roms et à leur résistance aux dispositifs d'États. Est-ce que tu peux expliquer ce que tu entends par là ?**

**Pierre :** Ce que je voulais mettre en évidence, c'est une sorte de cercle vicieux entre l'idéologique et l'économique dans la situation des Roms. C'est-à-dire que, plus les Roms sont dominés d'un point de vue économique, plus la perception

idéologique que l'on a d'eux tend à exercer des formes de racisme et à les exclure. Et précisément, le devenir mineur, qui est un concept de Deleuze aussi repris par Balibar, permet justement, en reprenant certaines variables de la culture rom, de sortir de cette perception de rejet vis-à-vis des Roms, et c'est là peut-être qu'intervient la question de la culture.

**Jusqu'à présent, on a parlé des formes de domination comme de choses qui surplombaient les populations roms, qui s'en prenaient à elle. Mais des formes de domination sont internes aux populations roms. Les luttes des Roms, ce sont aussi les luttes des femmes roms.**

**Marion :** Il me semble important d'en parler également. La lutte contre le système d'exploitation patriarcale peut être un élément important de connexion des luttes. Il me semble que ces problèmes de domination, de rapports sociaux de sexe inégaux, se posent à l'intérieur des familles roms, bien sûr, mais pas uniquement. Il faut faire très attention. Comme on stigmatise la population musulmane en l'accusant d'être machiste, on a tendance à faire la même chose avec les Roms. J'ai rencontré des femmes de différentes familles qui s'organisent entre elles pour partager leurs expériences, notamment par rapport à la violence domestique, pour essayer d'échanger des solutions, de

## À LIRE

« L'exemple des Roms. Les Roms pour l'exemple »  
**Revue Lignes**  
n° 34, février 2011, & n° 35, juin 2011  
Éditions Lignes

mettre en place des systèmes de défense contre cette violence. Peut-être faut-il aussi connecter cette violence au sexisme des rapports sociaux de manière plus générale. Des travailleurs sociaux notamment : quand ils essaient de chercher du travail avec un couple, ils privilégient l'homme dans la recherche de travail. L'un d'eux m'expliquait que c'était pour ne pas trop perturber leur organisation familiale. Donc qu'il était important que la femme ait du temps pour s'occuper des enfants quand le mari cherchait un emploi. Il me semble que ce point est un point de connexion entre plusieurs luttes, à la fois contre l'exploitation patriarcale mais aussi contre l'exploitation capitaliste. ■

# QUILOMBO

## UN LIEU, DES LIVRES ET DES LUTTES

QUILOMBO, AU 23 RUE VOLTAIRE, À PARIS, REVENDIQUE UNE RÉAPPROPRIATION POLITIQUE DE LA CHAÎNE DU LIVRE DANS SA GLOBALITÉ, ET DÉFEND LA MISE EN CIRCULATION DE TEXTES ANCRÉS DANS LES LUTTES. LIEU DE RENCONTRE ET D'ORGANISATION, CETTE LIBRAIRIE S'INSCRIT DANS UN QUARTIER EN RÉSISTANCE.

Note de la rédaction : L'Offensive libertaire et sociale entretient des liens étroits avec Quilombo, d'amitié, de soutien matériel, de combats politiques.

1. Contact Livres de papier, c/o Offensive, 21ter, rue Voltaire, 75011

Paris, livresdepapier@gmx.fr)  
2. « En France, deux livres sur trois sont publiés par des filiales de Vivendi ou de Matra-Hachette.

Hachette possède, par exemple, Grasset, Stock, Pauvert, Marabout, Lattès... Dans la vente, la situation est aussi dramatique. Le nombre

de librairies indépendantes ne cesse de se réduire. Il y a vingt ans, elles représentaient la moitié des ventes contre 18% aujourd'hui. Les ventes de "produits culturels" se partagent entre la FNAC, Hachette (Virgin, Extrapole, Furet du Nord, Relais H, etc.) et les grandes surfaces.» (extrait du texte fondateur de Quilombo)

3. Voir l'article de Julien Hage dans le journal des dix ans de Quilombo.

4. Voir l'entretien dans le journal des dix ans de Quilombo.

**LE PLAISIR D'ENTRER** et d'errer un moment le long des étagères et des tables de Quilombo tient d'abord au choix des titres. C'est un foisonnement plein d'échos entre plusieurs perspectives radicales : des luttes féministes et antipatriarcales au thème des prisons, de la critique de l'enfance aux luttes antiracistes et post-coloniales, du mouvement ouvrier aux récits de piraterie et des analyses de la société industrielle aux romans enragés. Il s'agit de mettre à la disposition de chacun-e des armes de papier pour lutter contre toutes les formes de domination.

### UNE APPROCHE POLITIQUE GLOBALE DE LA CHAÎNE DU LIVRE

Pour retrouver une prise globale sur la chaîne du livre, Quilombo choisit de mettre tous les deux mois des maisons d'édition indépendantes en avant. La présentation du travail des éditrices-teurs se fait à partir d'une table présentant une sélection d'ouvrages issus du catalogue, d'un apéritif rencontre avec les lectrices-teurs, et d'un texte de présentation publié sur le site de la librairie. Depuis sa création, Quilombo a ainsi collaboré de cette manière avec vingt-six éditrices-teurs : de sciences humaines et sociales (L'Échappée, Syllepse), de littérature (Finitude) ou de livres jeunesse (Talents

Hauts). Les structures de diffusion et de distribution indépendantes (Hobo Diffusion, par exemple) sont également des alliées dans cette lutte pour se réapproprier la mise en circulation de productions littéraires non standardisées.

Les livres n'existent pas seuls. En détricotant la chaîne production/édition/diffusion, on comprend qu'il s'agit d'un champ de bataille à investir. Certains membres de Quilombo se trouvent ainsi investis dans les luttes contre « l'ordre numérique »<sup>1</sup>, avec le collectif Livres de papier, créé en 2009. Il s'agit de revendiquer un attachement politique à la matérialité du lien social et du savoir, au papier imprimé comme support de rencontres et d'échanges. À travers ses interventions en bibliothèque ou lors du Salon du livre de Paris, et avec la publication d'un journal, le collectif se pose en résistance au déferlement technologique et à l'informatisation de l'écrit et du monde.

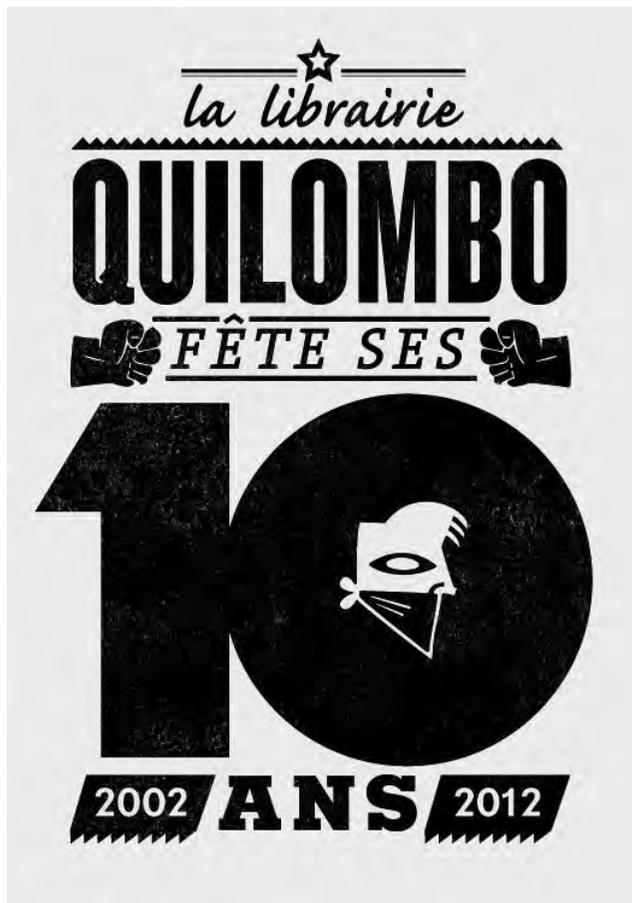
### UN LIEU AUTOGÉRÉ, POUR SE RENCONTRER ET S'ORGANISER

En termes de fonctionnement, Quilombo représente une tentative d'autogestion originale. La structure comporte quatre personnes aux statuts différents (deux salariés à temps partiel et deux bénévoles), qui se réunissent toutes les trois semaines pour prendre des décisions collectives en termes d'organisation et d'investissement dans certaines luttes collectives. L'équilibre financier toujours précaire fait cependant reposer le projet sur le soutien de toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, participent à Quilombo. La librairie se conçoit comme une « alternative au supermarché de la culture », et résiste à la concentration grandissante de l'édition et de la librairie<sup>2</sup>. Plus généralement, c'est une tentative visant à se réapproprier le commerce, où les livres ne sont pas les seuls objets échangés puisque les étagères accueillent aussi des produits issus de productions locales et/ou bio, comme le café chiapanèque, l'huile d'olive palestinienne ou la bière de... Montreuil.

En tant que lieu d'échange, l'organisation de rencontres régulières autour de livres, de films ou d'éditrices-teurs est centrale dans la démarche de la librairie. Ce sont d'intenses moments de réappropriation collective et de mises en commun des interrogations

### Autodéfinition

« Alternatifs car nous ne cherchons pas le profit mais à faire vivre un lieu, qui se caractérise par son statut associatif, son ancrage dans le milieu militant et par sa volonté de proposer des livres que nous défendons avec conviction. Autogéré parce que nous sommes quatre - dont deux salariés - à prendre les décisions sur un pied d'égalité et après discussion à propos de ce que nous présentons sur nos tables, des initiatives que nous lançons mais aussi des luttes sociales et de l'actualité du monde du livre. Autonomes car nous disposons d'une indépendance, financière et politique, et que nous comptons, sur le plan pratique, uniquement sur nos forces et aussi sur celles de nos camarades et amis qui nous soutiennent et n'hésitent pas à nous donner des coups de main ! ».



et des pratiques de chacun-e. Les débats sont essentiels pour nourrir de constants allers-retours entre les livres et les luttes. Enfin, Quilombo propose un soutien pratique à des structures amies, en accueillant par exemple les stocks du label de musique alternatif Crash Disques, de l'association Échanges solidaires qui vend du café zapatiste, de la revue *Offensive*, des éditions L'Échappée ou du collectif Livres de papier.

### UNE LIBRAIRIE POLITIQUE DE QUARTIER

La librairie s'inscrit dans l'histoire des librairies politiques, indépendantes et ancrées dans les luttes<sup>3</sup>. Elle participe d'un dynamisme récent de ce type de structure en France, avec Violette and Co et Publico (Paris XI<sup>e</sup>), Folies d'Encre (Saint-Denis), La Gryffe et La Plume noire (Lyon). Instruments d'éducation populaire, lieux de mise en circulation des expériences vécues et des analyses théoriques, espaces d'échanges et de débats, ces librairies sont des structures fondamentales dans les luttes émancipatrices.

De plus, Quilombo, en haut de la rue Voltaire, à la limite du XI<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, revendique un ancrage spécifique dans son quartier, visant à désenclaver les idées et les pratiques militantes.

La proximité du Centre international de culture populaire, des bars Au Bon Accueil et du 96, crée une synergie intéressante et des solidarités concrètes. Pour Sylvain Alesandrini, qui travaille au CICP, cela participe de l'idée de la défense d'un quartier populaire et de la construction d'autres façons d'exister. « C'est un vrai « territoire de lutte », au sens où l'entendent les zapatistes<sup>4</sup>. »

Leni

### Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.  
www.librairie-quilombo.org

## LA VILLE BRÛLE

DEPUIS JANVIER 2009, les Montreuillois Raphaël Tomas et Marianne Zuzula proposent, sous le nom La ville brûle, des livres militants, mais pas n'importe lesquels. « Nous essayons de faire des livres ambitieux dans leur propos, mais les plus accessibles possible, et ce à tous les niveaux : accessibles dans leur contenu, dans une démarche que l'on pourrait qualifier d'éducation populaire (même si c'est un peu ringard !), et accessibles par leur prix également. Nous publions principalement des ouvrages de sciences humaines et sociales, et de sciences dites « dures », avec depuis cette année quelques incursions dans le domaine de la littérature. »

Notons que tous deux ont déjà un pied dans l'édition, il et elle travaillant pour des maisons d'édition spécialisées dans le scolaire et le



scientifique, car il faut bien vivre. On trouve quatre collections chez La ville brûle : « Engagé-e-s », « 360 », « Mouvement réel » et « Sous les pavés ». Très concerné-e-s par la misère du salariat, elle et il éditent aussi une poignée de titres hors collection, avec des textes consacrés au communisme. Le sous-titre de la collection « Mouvement réel », études marxistes, ne cache pas la visée subversive de leur publication : « En raison de la diversité des traditions qui lui sont apparentées, on ne saurait enfermer sans préjudice le "marxisme" dans des catégories figées, partisans ou dogmatiques : c'est au contraire d'un regard renouvelé sur l'esprit et la lettre de ce vaste héritage dont nous avons besoin aujourd'hui », depuis le superbe objet livre **Consignes pour un communisme du XXI<sup>e</sup> siècle**. Manuel rotatif, d'Isabelle Garo et Elena Vieillard, dans la collection littéraire « Sous les pavés », à **Pour lire le capital**, de David Harvey (« Mouvement réel »), en passant par **Marx, l'histoire et les révolutions**, de Jean-Numa Ducange et Mohamed Fayçal Touati (« Engagé-e-s »). Mais on ne peut réduire La ville brûle à une maison d'édition strictement marxiste : nombre de leurs titres sont consacrés à d'autres thèmes – liés à la critique anticapitaliste, toujours – tel le nucléaire, le changement climatique ou le féminisme : **J'ai avorté et je vais bien, merci**. On y trouve aussi un **Manuel anti-sondages** (Alain Garrigou, Richard Brousse et l'Observatoire des sondages), **Usages de Brecht** (Olivier Neveux, à paraître), **Pour en finir avec le totalitarisme** (Roger Martelli), ou encore **Anarchistes** (Irène Pereira). Avec huit titres publiés chaque année et quasiment toutes les tâches requises pour ce faire réalisées en interne (seul le graphisme est confié à un professionnel externe rémunéré), le chômage n'est pas prêt de pointer le bout de son nez. Et quand on voit l'état du monde, on se rend compte qu'il y a du pain sur la planche !

### La ville brûle

36 rue Parmentier - 93100 Montreuil  
www.lavillebrule.com

## NOUVEAUTÉS



Anne Steinert  
L'Échappée  
2012, 208 p.

### LE GOÛT DE L'ÉMEUTE MANIFESTATIONS ET VIOLENCES DE RUE DANS PARIS ET SA BANLIEUE À LA « BELLE ÉPOQUE »

LES MANIFESTATIONS pacifiées que nous connaissons avec parcours déposés en préfecture, slogans et services d'ordre n'existaient pas au début du siècle dernier. Rendez-vous était donné pour marcher sur un lieu symbolique et la manifestation virait généralement à l'émeute après une première charge policière. La répression au sabre clair faisait des dégâts jusque chez les enfants, et il n'était pas rare de voir des ouvriers armés d'un pistolet. La capacité de mobilisation est impressionnante. En quelques heures, par affichage, tractage et présence dans les meetings et réunions publiques, les militant-e-s arrivent à être plusieurs milliers pour tenter d'empêcher une exécution, par exemple. Une culture de classe vivace se traduisait par des actes violents.



Groupe Marcuse  
La Lenteur  
2013, 248 p.

### LA LIBERTÉ DANS LE COMA ESSAI SUR L'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE ET LES MOTIFS DE S'Y OPPOSER

RICHE ESSAI CRITIQUE sur l'informatisation du monde et la fausse liberté en société moderne. Pour les auteur-e-s, il est illusoire de combattre les dérives du contrôle biométrique et électronique en général (puces RFID et autres mouchards) sans s'attaquer de front à l'informatisation du monde. Celle-ci a permis le développement et la rationalisation de la bureaucratie en offrant la possibilité de gérer et analyser une masse toujours plus importante de données sur les individu-e-s. Sont bien démontrés les ravages du numérique sur notre psyché et notre rapport au monde.

Au bout du compte, il serait nécessaire pour les révolutionnaires de tenir à distance les nouvelles technologies car « chercher à s'en détacher au maximum, c'est simplement prendre au sérieux les idéaux de liberté et d'autonomie ».



Siegfried Kracauer  
Les Belles Lettres  
2012, 148 p.

### LES EMPLOYÉS

À LA FIN des années 1920, Siegfried Kracauer (1889-1966) livre en une dizaine d'articles au Frankfurter Zeitung cette « contribution à une sociologie des employés ». Il étudie cette nouvelle catégorie de salarié-e-s en réunissant données statistiques et études de spécialistes et en se livrant à une enquête de terrain. Pour lui, le lieu social de « l'esclavage moderne [...], ce sont les bureaux ». Mais ces prolétaires en col blanc n'ont pas abandonné l'illusion de faire partie des « classes moyennes », et leur fausse conscience en fait la proie des illusions les plus dangereuses en cas de crise. Une situation qui fait dire à Walter Benjamin : « Il n'est pas aujourd'hui de classe qui nourrisse, autant que les employés, des pensées et des sentiments aussi étrangers à la réalité concrète de sa vie quotidienne ». Une analyse toujours d'actualité !



John Peter Nettel  
Spartacus  
2012, 566 p.

### ROSA LUXEMBURG

DEPUIS SA MORT tragique en 1919, le nom de Rosa Luxemburg est devenu une sorte de mythe dans la gauche révolutionnaire. Mais, faute de textes disponibles, sa connaissance reste aujourd'hui fort limitée, sauf à l'aborder dans l'esprit de l'époque sur le registre de l'émotion. On ne peut donc que se féliciter de voir cette substantielle biographie à nouveau accessible, bien qu'il s'agisse d'une version plus courte que l'originale, traduite aux éditions François Maspero en 1972. Marquée par le contexte de sa rédaction – les suites de la déstalinisation et le conflit sino-soviétique –, cette biographie n'en est pas moins la plus complète sur la révolutionnaire polonaise, tant sur sa vie que sur son œuvre, son action politique et le contexte où elles se sont déroulées. Elle est à coup sûr à lire en priorité pour qui s'intéresse à celle qui figure parmi les rares continuateurs de Marx à avoir mêlé indissolublement recherches sociales et action révolutionnaire.

## REVUE

### Gruppen

« REVUE DE CRÉATION transdisciplinaire », Gruppen parvient à réunir, sans que cela jure, des contributions de poètes, de musiciens, de philosophes, avec des ouvertures sur le cinéma, sur l'anthropologie et, chose plus rare dans les revues contemporaines, sur la pédagogie. On y vérifie avec joie que tout est bon à penser, et celles et ceux qui étouffent dans les cloisonnements du savoir ou de la création y trouveront ainsi de quoi se dépayser l'âme. Mais la politique dans tout ça ? Elle joue en basse continue, entêtante, de numéro en numéro : traduction d'un texte d'Engels

sur l'antisémitisme, réflexions sur le « comme-un-isthme », retour sur les activités du Proletkult pendant la révolution russe, etc. Dernière précision : cette revue est aussi – soyons un peu fétichistes – un très bel objet. Imprimée sur du beau papier, élégamment illustrée et mise en page... Le bonheur des sens passe aussi par là.

Gruppen  
25 rue Saint-Jean-d'Août – 40000 Mont-de-Marsan  
contact@revuegruppen.com  
www.revuegruppen.com

À noter : le « groupe Gruppen » fait aussi des conférences, des performances, des concerts en divers endroits... Les informations sont consultables sur le site de la revue.

## INCONTOURNABLE



Ji Ro  
Crach  
2012, 72 p.

### COMME UN CHIEN

**C'EST UN RÉCIT** à la première personne d'un cauchemar bien réel et de ses conséquences. Un soir d'octobre 1997, Ji Ro se retrouve dans une petite ville inconnue après s'être fait expulser du train par le contrôleur. Il croise trois mecs qui vont le tabasser et le violer, et ainsi affirmer leur toute-puissance contre cet homme qui n'en est pas un puisqu'il a les stigmates du pédé. De la peur de mourir sous les coups de pied, coups de poing, coups de bite jusqu'au temps du procès et de la condamnation, l'auteur nous livre ses questionnements et ses incertitudes sur le statut de victime, sur la nécessité ou non de s'en remettre au trio police-justice-prison. Où quand des évidences vacillent dans une société où l'homophobie est omniprésente.



Nicolas Agbohohou  
Solidarité mondiale  
2012, 315 p.

### LE FRANC CFA ET L'EURO CONTRE L'AFRIQUE

**CE LIVRE PERMET** de découvrir et comprendre l'histoire et les mécanismes du franc CFA, et ce que la possession de cette monnaie par la France – à présent intégrée à l'euro, induit pour quinze pays d'Afrique (anciennes colonies de la France). Le professeur Nicolas Agbohohou, participant à sa création en 1945, démontre de façon implacable que le franc CFA, fabriqué en France et d'où il reste entièrement contrôlé, est le pilier de la Françafrique et l'instrument de base du pillage des richesses, et du maintien sous tutelle – totale – de ces pays.

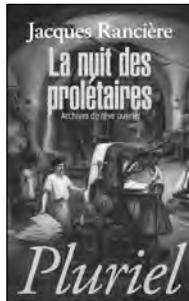


Gami  
Dans l'Engrenage  
2013, 104 p.

## BD

### LA LUMIÈRE AU FOND DU PLACARD

**C'EST UNE PREMIÈRE** BD pour cette illustratrice. On est plongé-e dans le parcours d'une jeune fille qui avance, hésitante, vers son coming out. Elle est en quête d'elle-même, de l'autre qui fera battre son cœur, de militantisme. Avec beaucoup d'humour et d'émotion, on suit ses pérégrinations. Les illustrations sont « chouettes » et dynamiques, et accompagnent un récit réaliste et optimiste.

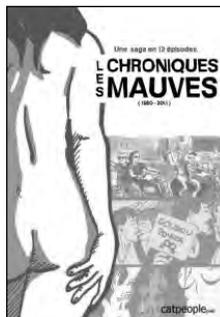


### LA NUIT DES PROLÉTAIRES

Jacques Rancière  
1981 • Dernière parution: Hachette 2012  
**CETTE FOISSONNANTE** exploration trouve son origine dans la crise du gauchisme des années 1970. Elle est le fruit du travail mené par Rancière pendant près de sept ans dans les archives du mouvement ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle avec pour question : comment l'émancipation a-t-elle été formulée par celles et ceux qui l'ont autant rencontrée que conçue ? Ce livre est tout à la fois : une histoire sans fin du socialisme utopique ; un poème en prose d'une centaine de pages ; une thèse de philosophie à partir de textes de simples ouvrier-e-s ; un roman tramé de

correspondances, de journaux ouvriers et de rapports préfectoraux ; ou encore, une sociologie ne traitant que d'être exceptionnels. La Nuit des prolétaires, c'est l'obscur moment où des ouvrier-e-s décident de prendre le temps qu'ils n'ont pas, de lire les livres qui ne leur sont pas destiné-e-s, d'écrire les textes dont ils sont incapables, en somme : de devenir poètes ou philosophes, de se faire autres que ce qu'ils et elles sont. Par la puissance des mots et de la volonté, ils et elles se trouvent embarqué-e-s à expérimenter, avec les moyens de leur intelligence égale à celle de n'importe qui, le sens du mot « émancipation ». L'émancipation redevient le point de départ de la politique, qui a pour condition l'expérience de notre dignité d'être pensant. Et ce sentiment est susceptible de nous indisposer radicalement contre tout ce qui peut en limiter le plein exercice. Dès lors, le ressort de la révolte ne peut plus être considéré comme l'expression d'une conscience de classe enfin mûre – instruite des dominations qui la déterminent – mais, à l'inverse, comme ce qui vient en interrompre la reproduction.

## ROMAN GRAPHIQUE

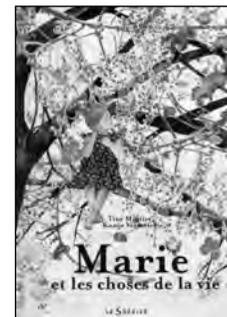


### LES CHRONIQUES MAUVES

Scénario de Catherine Feunteun,  
Illustrations de Soizick Jaffre, Carole Maurel, Cab, La Grande Alice et Louise Mars,  
Catpeople production, 2012, 224 p.

**NOUS VOICI PLONGÉ-E-S** dans un roman graphique qui se déroule en douze épisodes et nous emmène sur les traces de trois générations de lesbiennes des années 1950 à nos jours. On touche ici à l'intime qui est politique, on quitte les idées reçues et on raconte des histoires de vie, les tribulations de femmes qui se dévoilent dans leur quotidien, leurs émotions, leurs contradictions... Chacune est unique, mais leur parcours met en évidence l'évolution des mentalités, les problématiques liées à des époques différentes. On replonge dans l'histoire au travers d'événements marquants, de souvenirs d'enfance sur la lutte pour l'égalité et l'émancipation des femmes. C'est aussi un travail graphique intéressant, avec un scénario et cinq illustratrices qui s'approprient un même personnage à leur manière selon les épisodes. Le seul bémol est leur parti pris de le mettre aussi en version numérique.

## JEUNESSE



### MARIE ET LES CHOSES DE LA VIE

Auteure : Tine Mortier  
Illustratrice : Kaatje Vermeire  
Le Sorbier, 2011, 24 p. À partir de 5 ans

**PRÉPAREZ-VOUS** à être bouleversé-e. C'est une histoire douce-amère, l'histoire de la vie, de Marie et sa mamie. Elles sont complices, intrépides, gourmandes... Elles ont tissé un univers doux, joyeux et rempli d'amour. Mais voilà que la grand-mère de Marie s'effondre et perd la mémoire, ses capacités. Il faudra pour toutes les deux apprendre d'autres réalités comme l'hôpital, la vieillesse, le deuil... Mais ne vous y trompez pas, c'est un album plein d'humour, de complicité heureuse, le tout illustré finement, avec plusieurs techniques et un foisonnement d'animaux, de végétaux, à la fois exubérant et délicat. Un pari réussi pour traiter de sujets douloureux.

# ALAN LOMAX TRIBULATIONS AU SON DU BLUES...

« UN JOUR, LES CHIENS et les lapins tinrent un congrès et les chiens se mirent d'accord pour ne plus courir après les lapins. Un autre jour, deux lapins étaient sur le bord de la route – ils discutaient de l'affaire –, l'un d'eux regardait au loin sur la route et il vit un vieux chien de chasse amaigri qui s'en venait. Il dit: "R'garde par là, vaut mieux que j'y aille. C'est-y pas un chien qui s'amène?". L'autre lapin répondit: "Ben oui, mais tu te rappelles pas que les chiens ont voté à ce congrès qu'ils ne courraient plus après les lapins? Il va pas nous embêter". "Ouais, qu'il dit, mais, mon frère, ce salopard qui jappe, là-bas dans les taillis, a des chances de pas avoir été à ce congrès." Et c'est exactement comme ça que je sens les Blancs par ici dans le Delta. »

Voilà un de ces fragments de la culture noire des États-Unis d'avant la « fin de la ségrégation », recueilli par Alan Lomax, dont les éditions des Fondateurs de Briques ont publié une traduction des mémoires, *Le pays où naquit le blues*.

Ici, c'est une réponse qui lui est faite par un vieil ouvrier de Memphis qu'il questionnait, en 1942, sur une évolution des comportements racistes des Blancs. Né en 1915, Lomax suit son père dès les années 1930 sur les routes des états du Sud afin de recueillir les expressions des musiques populaires, et plus particulièrement des musiques noires, dont le blues. Grâce au matériel embarqué à l'arrière de leur voiture, ils enregistrent ce qu'ils veulent, en n'importe quel lieu: fermes, prisons, etc. Leur démarche dérange... non contents de parler aux Noir-e-s sans l'autorisation des maîtres, ils leur donnent du « Monsieur ».

Le livre commence en 1942, année de retour dans le Sud pour Lomax. Pour lui, il s'agit d'enregistrer cette musique afin de garder une trace des chants de travail et d'entraide qui ont nourri le blues, notamment dans l'usage de métaphores pour critiquer les Blancs, l'exploitation... À travers les rencontres, il se confronte avec les lois



ALAN LOMAX LORS D'UN ENREGISTREMENT EN DOMINIQUE, 1962 (THE LOMAX ARCHIVE).

raciales, écrites ou non, se confronte aux forces de l'ordre et aux propriétaires, étonne des descendants d'esclaves par l'attention qu'il porte à leur musique.

Il a enregistré certain-e-s artistes devenus célèbres – Lead Belly, Son House, Muddy Waters – et des milliers d'autres resté-e-s anonymes. Car s'il enregistre des *bluesmen*, il cherche aussi à tendre le micro aux *blues women*, dont Florence Stamp, qui figure sur le CD dix titres accompagnant l'ouvrage, avec un enregistrement de 1942, *Satisfied*. Une charmante opportunité de revivre les efforts de Lomax pour donner la parole aux sans-voix et pour rendre tant le rapport au monde que représente le blues que son aspect musical. Clampin

Alan Lomax, *Le pays où naquit le blues*, traduction de Jacques Vassal, Les Fondateurs de Briques, 2012.

Pour en savoir plus: l'émission « Alan Lomax, le pays où naquit le blues » diffusée sur Canal Sud en novembre 2012 et disponible sur <http://sonsennlutttes.net>



## FOCOLITUS POÉSIE ET RÉVOLTE

PRÉSENT SUR LA SCÈNE portugaise depuis les années 1990, Focolitus est sans aucun doute le projet musical libertaire le plus ancien et le plus intéressant que l'on puisse trouver sur ces terres. Le son est particulièrement bien travaillé, il mélange de fantastiques expérimentations entre le punk, le ska et autres musicalités. Toutefois, c'est l'expression lyrique qui nous fait lever le poing, aussi bien par les textes contre le système répressif (« à bas tous les organes répressifs, maintenant! ») que par les messages qui appellent à l'union et à la force des opprimé-e-s (« Avec des gestes simples comme se donner la main pour aller sur le chemin de l'autogestion », « Je veux m'élever encore plus/construire une

conscience/je veux graver mon irrévérance »). Ils ont récemment enregistré un album, *Depreshion das Märr Kathara*, qui contient sept titres, certains déjà connus de celles et ceux qui fréquentent les concerts dans les squatts et autres espaces libertaires, ou les scènes DIY. N'hésitez pas à les contacter pour les faire venir jouer près de chez vous.

**Baltazar Bresci** (*Bulletin Açcao Directa* n° 3)

Traduit par Colyne

<http://www.myspace.com/focolitus>

<http://focolitus.no.sapo.pt/>

[focolitus@gmail.com](mailto:focolitus@gmail.com)

## RETOUR SUR

### MIKEL LABOA



MIKEL LABOA A DEUX ANS quand la guerre éclate. Sa famille fuit le Pays basque et s'installe à Bordeaux. À la fin des combats, sa mère retourne à Saint-Sébastien avec les enfants. Son père, membre du Parti nationaliste basque, reste en exil. Mikel Laboa commence la guitare dans les années 1950 et apprend les classiques du répertoire basque. Son premier album est enregistré à Bayonne en 1964, l'euskara, la langue basque, étant interdit par le régime franquiste. La même année, il rencontre des poètes, des sculpteurs et des chanteurs avec lesquels il forme le groupe Ez Dok Amairu, dans le but « d'amplifier et d'inventer de nouvelles formes de musique traditionnelle basque ». Ces artistes sont rapidement confrontés à la censure franquiste. Le groupe joue à l'étranger jusqu'à sa dissolution, en 1972. Mikel Laboa présente alors *Ikimilikiliklik*, un spectacle mêlant des dessins de José Luis Zumeta, des poèmes de Joxean Artze, des chansons et des projections de films. Pendant l'agonie de Franco, la chanson basque est en pleine effervescence. Malgré les menaces de l'extrême droite et les charges de la police pendant ses concerts, la « figure de la conscience basque » chante. Puis se tait en 1978... Il revient en 1984 et donne des récitals de jazz en euskara. Toujours engagé, il chante en faveur des *ikastola* (école en euskara), pour la généralisation de l'enseignement en euskara et pour le rapprochement des prisonniers et prisonnières basques. Avec sa voix au timbre particulier, douce et profonde, Mikel Laboa a su trouver un équilibre entre tradition et modernité. Se jouant des conventions, il a laissé la part belle à l'improvisation et au jeu avec les onomatopées. Ses collaborations furent multiples et transgénérationnelles, et son empreinte dans la chanson basque n'est pas près de s'effacer.

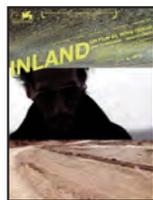
Albertine

## FRONTIÈRES À L'ÉCRAN (FICTIONS)

LA FRONTIÈRE a été analysée, dans sa dimension géopolitique, par de nombreux historien-ne-s et philosophes, de Lucien Febvre à Étienne Balibar. Si quelques-uns des films ci-dessous illustrent ou problématissent ces analyses, tous les élargissent à d'autres aspects de la notion de frontière. Dans le fameux plan-séquence initial de *La Soif du mal* (*Touch of Evil*), en 1958, Orson Welles avait fait de la

frontière la nouvelle protagoniste par excellence du film noir à venir, capable de renvoyer à la fois aux problématiques sociales, politiques et existentielles, voire métaphysiques. Car la frontière, c'est, dans le western classique également, le lieu du contact avec d'autres mondes ; l'endroit où l'on expérimente la vraie solitude et la fusion avec l'univers ; l'espace où l'on se perd, pour

se redécouvrir parfois inconnu à soi-même ; et la limite où, pour le pire et absurdement, la loi c'est la loi (Totò et Fernandel, exactement entre la France et l'Italie, toujours en 1958). C'est que les communautés ont parfois besoin d'une barrière, d'un mur ou d'un fossé pour se souder : et c'est alors, sans doute, qu'il faut savoir se battre, se cacher ou fuir vers d'autres frontières, plus libres et plus belles. Serge Lorenzo



### INLAND (Gabla)

film algérien de Tariq Tegui  
2009, 138 min

Malek, topographe, est envoyé dans l'Ouest algérien pour établir le tracé d'une nouvelle ligne électrique, la précédente équipe ayant été massacrée lors de la guerre civile. Seul et loin de tout, dans une cabine délabrée au milieu de l'immensité, il rencontre une migrante dont les compagnons de voyage ont été tués. Comme l'a écrit Rancière, Tariq Tegui a réalisé l'une des œuvres les plus formellement sublimes de la décennie, à la fois précisément ancrée dans son pays et lumineuse par-delà toute assignation territoriale ou politique...



### STROMBOLI

film italien de Roberto Rossellini  
1950, 105 min

Karin, une jeune Lituanienne soupçonnée de rapports troubles avec l'occupant allemand, est internée dans un camp de prisonnier-e-s en Italie à la fin de la guerre. Pour en sortir, elle se marie avec Antonio, qui la ramène avec lui sur l'île de Stromboli. Ce désert volcanique la confrontera à sa part de bassesse abjecte, puis, in extremis, à une spiritualité irrésolue. Ingrid Bergman, perdue et pieds nus entre le volcan et les étoiles, est inoubliable.



### LA CAPTIVE AUX YEUX CLAIRS (The Big Sky)

film américain de Howard Hawks  
1952, 140 min

Kirk Douglas est Jim Deakins, un aventurier qui se joint à l'expédition historique du Mantan sur le fleuve

Missouri, au début des années 1830. Ce grand western, adapté assez librement du roman d'Alfred Bertram Guthrie, illustre de façon emblématique l'appartenance du genre à la thématique complexe de la frontière, tout en répondant merveilleusement à la question encore d'actualité posée par André Bazin en 1955 : « Comment peut-on être hitchcocko-hawksien ? ».



### LE TEMPS DES FRONTIÈRES

film français de Gulya Mirzoeva  
2006, 52 min

Un bus traverse la frontière du Kirghizstan vers le Tadjikistan, puis l'Ouzbékistan et le Kazakhstan avant d'atteindre Bichkek, au Kirghizstan oriental : road-movie et rappel de l'historique des frontières en Asie centrale depuis les années 1920, sur l'ancienne route de la soie, ce documentaire géopolitique est aussi l'occasion d'une réflexion sur les rapports contemporains entre frontières et nationalismes.



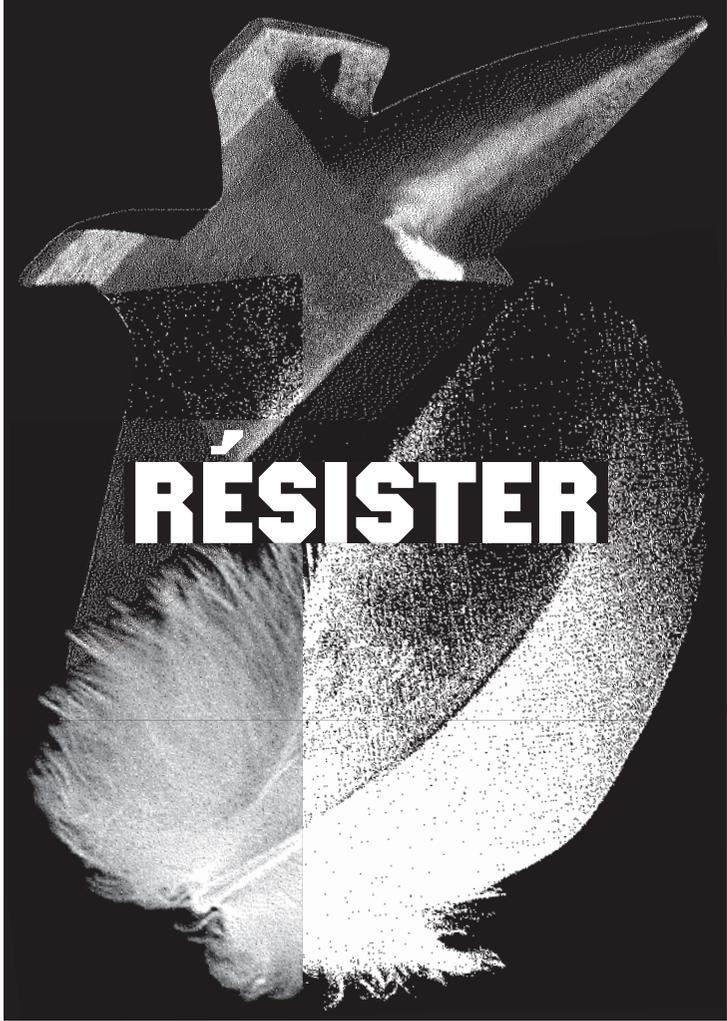
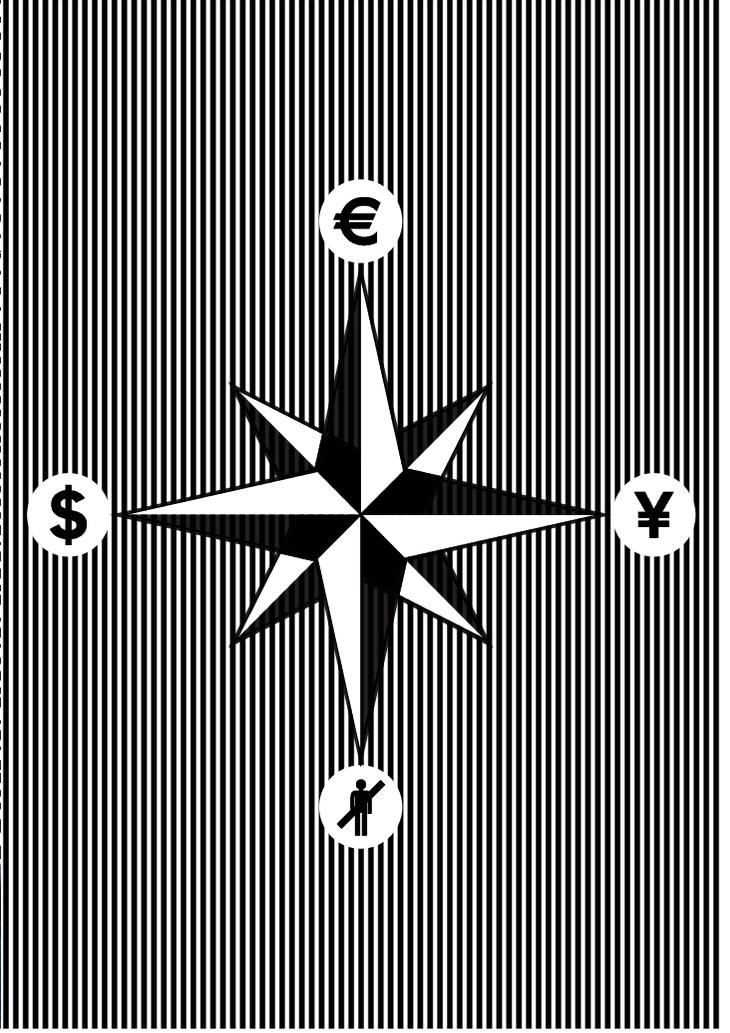
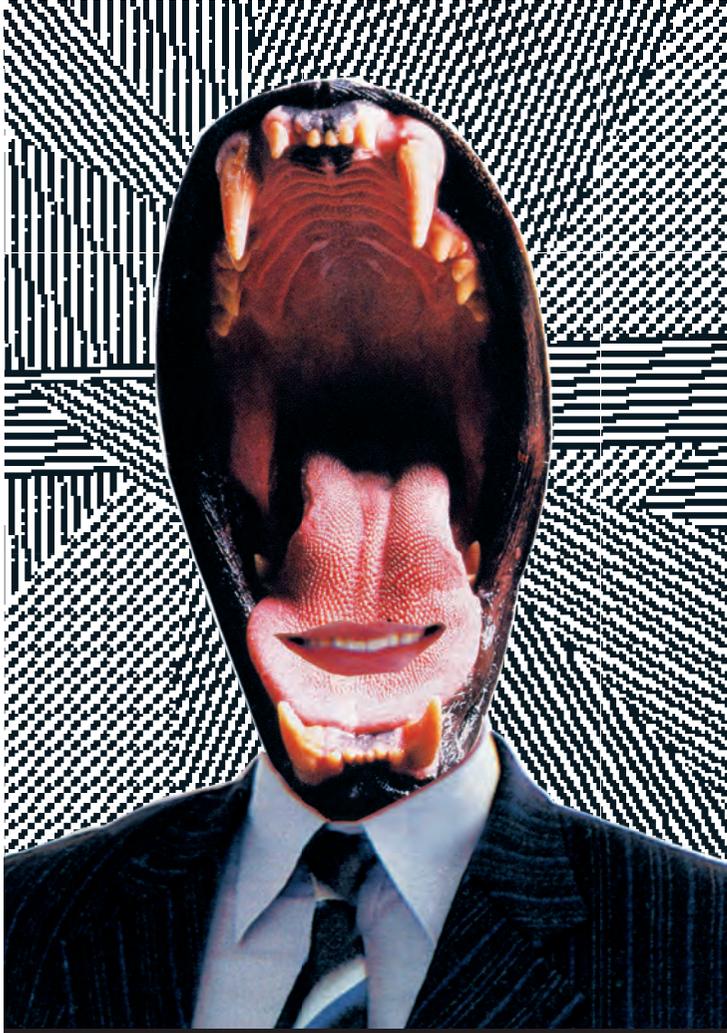
### DERSOU OUZALA

film russo-japonais de Akira Kurosawa  
1975, 141 min

Dersou Ouzala a existé : le topographe Vladimir Arseniev a publié en 1921 l'histoire de sa rencontre et de son amitié avec ce chasseur, dans la taïga sino-russe. Les extérieurs lyriques de ce grand classique de Kurosawa dépeignent cette frontière hostile et envoûtante jusqu'à sa disparition, qui coïncide avec celle du chasseur et préfigure celle, hors champ, du géographe lui-même et de sa famille, finalement persécutés par les sbires staliniens.

**INTERVENTIONS  
GRAPHIQUES**

**SÉBASTIEN MARCHAL, GRAPHISTE ET MILITANT, CRÉE DES TYPOGRAPHIES,  
DES AFFICHES, DES AUTOCOLLANTS, DES MISES EN PAGE, SURTOUT DANS LE  
CADRE DE COMMANDES SOCIALES ET POLITIQUES.**



M 05936 - 19 - F : 4,00 € - RD